

**DÉPARTEMENT DU GARD**

**SYNDICAT MIXTE DES NAPPES VISTRENQUE ET COSTIÈRES  
EPTB VISTRE**

**ENQUÊTE PUBLIQUE PORTANT SUR LE PROJET DE SCHÉMA  
D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE)  
DU VISTRE ET DES NAPPES VISTRENQUE - COSTIÈRES**

**RAPPORT  
CONCLUSIONS ET AVIS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE**



16 septembre 2019 – 18 octobre 2019

## SOMMAIRE

### PARTIE I - RAPPORT

Préambule	page
1 Chronologie	4
1.1 Décision d'ouverture d'une enquête publique	4
1.2 Modalités pratiques	4
1.3 Opérations préalables	6
1.4 Réunions de travail de la commission d'enquête	10
1.5 Actions conduites pendant l'enquête	11
1.6 Actions conduites après l'enquête	11
2 Étude du projet	12
2.1 Composition du dossier	12
2.2 Contexte du projet	16
2.2.1 Cadre législatif et réglementaire	16
2.2.2 Acteurs du SAGE VNVC	18
2.2.3 Périmètre	18
2.2.4 Objectif du projet	19
2.3 Description du projet	20
3 Analyses des avis et observations	22
3.1 Analyse de l'avis des Personnes Concernées par le Projet (PCP) et questions de la commission d'enquête.	22
3.2 Analyse de l'avis rendu par l'Autorité Environnementale	43
3.3 Questions, observations de la commission d'enquête relatives au dossier pièces n°2,3	49
3.4 Observations du public	71

### PARTIE II - CONCLUSIONS

Préambule	85
1 Sur le déroulement de l'enquête	85
2 Participation du public. Qualité des informations disponibles	87
3 Sur l'évaluation environnementale	87
4 Synthèse de l'état des lieux	88
5 Sur l'exposé des enjeux et des objectifs généraux poursuivis	90
6 Sur les dispositions	90
7 Conditions de mise en œuvre et de suivi du SAGE	93
8 Sur le règlement	93
9 Efficacité du SAGE	95
<b>Conclusion</b>	<b>96</b>

**ANNEXES ET PIECES JOINTES**

Annexe 1	Arrêté préfectoral n° 30-20190726-005
Annexes 2.1 à 2.4	Annonces presse
Annexe 3	Lieux d'affichage sur site
Annexe 4	Lieux visités par la commission d'enquête
Annexe 5	Carte n° 17-1 Atlas cartographique Zone de sauvegarde Lédénon
Annexe 6	Plan d'actions captages (arrêté préfectoral)
Annexe 7	Délimitation d'une AAC (arrêté préfectoral)
Annexe 8	Bulletin des nappes septembre 2019
Annexe 9.0	Extraction du registre dématérialisé
Annexe 9.1 - PJ1	Courrier UNICEM
Annexe 9.2	Délibération de Nîmes Métropole
Annexe 9.3	Délibération de Jonquières-Saint-Vincent
Annexe 10.0	Courrier d'accompagnement du PV des observations
Annexe 10.1	PV observations + Mémoire en réponse des MO. Courrier d'accompagnement
Annexe 11.1 à 11.9	Attestations d'affichage des communes où les registres sont déposés et consultables
Annexe 12.0	Conclusions § 6. Faisabilité et moyens d'action
Annexe 12.1	Conclusions § 9. Propositions d'amélioration du projet

## PARTIE I - RAPPORT

### Préambule

Notre attention est souvent attirée par des situations critiques, poissons morts dans une rivière, terre agricole craquelée, interdiction de remplissage de piscines. Elles mettent en évidence le caractère inestimable de l'eau et la nécessité de préserver cette ressource naturelle de façon concertée et dans un esprit de développement durable. Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Vistre et des nappes d'eau souterraines Vistrenque et Costières, a cette ambition.

### 1 Chronologie

#### 1.1 Décision d'ouverture d'une enquête publique

Identification des maîtres d'ouvrages porteur du projet (MO) :

Le projet est présenté conjointement par le Syndicat Mixte des Nappes Vistrenque et Costières (SMNVC) et le Syndicat Mixte Etablissement Public Territorial de Bassin du Vistre (SM-EPTB Vistre).

Décisions :

La commission d'enquête a été désignée par le tribunal administratif de Nîmes le 4 juillet 2019, décision n° E19000072 / 30.

Monsieur le préfet du Gard a décidé par arrêté n°30-20190726-005 du 26 juillet 2019 l'ouverture d'une enquête publique (**annexe n°1**).

Le siège de l'enquête publique est la communauté d'agglomération de Nîmes Métropole, 3 rue du Colisée, 30947 Nîmes Cedex 9.

#### 1.2 Modalités pratiques

Publicité et information du public

L'arrêté et l'avis d'enquête publique sont affichés de façon lisible dans les 48 mairies comprises dans le périmètre du SAGE.

Un certificat d'affichage est produit par M. les maires.

L'arrêté préfectoral ou une information concernant l'ouverture de l'enquête publique du SAGE ou plus généralement concernant les usages de l'eau est aussi publié sur le site internet de certaines communes : Milhaud, Aubord, Calvisson, Vauvert ....

L'avis d'enquête a été publié dans la presse aux dates et de la façon suivante (**annexe n°2**) :

	Midi Libre	Gazette de Nîmes
1 <sup>ère</sup> parution	30/08/2019	29/08/2019
Parution de rappel	20/09/2019	19/09/2019

L'affichage sur site, au format réglementaire, est effectué par les maîtres d'ouvrage dans les lieux

indiqués en annexe n°3.

#### Accessibilité au dossier et aux registres d'observations

Le dossier et les registres permettant au public de formuler des observations et propositions sont déposés sous format papier dans les collectivités suivantes :

Mairie de Caveirac	Place du château, 30820 Caveirac Le lundi : 9h00 à 17h00 (sans interruption) Le mardi, mercredi, jeudi : 8h00 à 12h00 et 13h30 à 17h00, le vendredi : 8h00 à 12h00
Mairie de Aubord	1 Place de la Mairie, 30 620 Aubord du lundi au jeudi : 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30. vendredi : 8h30 à 12h30
Mairie de Calvisson	1 rue de la Mairie, 30420 Calvisson Du lundi au vendredi : de 08h00 à 12h00 de 13h00 à 17h30 Le samedi : de 09h00 à 12h00
Mairie de Vauvert	Place de la Libération et du 8 mai 1945, 30600 Vauvert du lundi au jeudi : 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 le vendredi : 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
Mairie de Manduel	Hôtel de ville, 30129 Manduel Du lundi au vendredi : de 8h30 à 12h00 / 13h30 à 17h00
Mairie de Bezouce	7 rue nationale, 30320 Bezouce du Lundi au Vendredi : 9h00 à 12h00 et 14h00 à 17h00
Mairie de Nîmes services techniques	152 avenue Robert Bompard, 30 000 NIMES du lundi au vendredi : 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
Communauté d'agglomération de Nîmes Métropole	3 rue du Colisée, 30947 Nîmes Cedex 9 Du lundi au vendredi : de 9h00 à 12h00 et 14h00 à 18h00
Communauté de Communes Rhône Vistre Vidourle	ZAC Pole actif, 2, avenue de la Fontanisse, 30660 Gallargues le Montueux Du lundi au jeudi : 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 Le vendredi : 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
Mairie de Bellegarde	Place Charles-de-Gaulle, 30127 Bellegarde Le lundi mardi mercredi : de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 Le jeudi : 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h30 Le vendredi : de 8h00 à 12h00
Mairie de Le Cailar	Place Ledru Rollin, 30740 Le Cailar du lundi au jeudi : 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h30 Le vendredi : 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00

#### Accessibilité au dossier et au registre d'observations dématérialisés

Le public peut également utiliser internet pour consulter le dossier et déposer des observations et propositions.

✓ Le dossier est consultable aux adresses suivantes :

– <http://www.gard.gouv.fr/publications/enquetes-publiques/procedures-loi-sur-l-eau/SAGE-vistre-vistrenque>

- <https://www.democratie-active.fr/sage-vistre-vistrenque>
- sur un poste informatique, aux services techniques de la ville de Nîmes, 152 avenue Robert Bompard 30 000 NIMES, aux horaires d'ouverture : du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.
- ✓ Le registre d'observations dématérialisé est accessible à l'adresse suivante :  
<https://www.democratie-active.fr/sage-vistre-vistrenque>

Toute personne intéressée peut également écrire à la commission d'enquête :

M. le Président de la commission d'enquête du SAGE Vistre, Nappes Vistrenque et Costières  
Établissement Public Territorial de Bassin du Vistre, 7 avenue de la Dame – Zone euro 2000 –  
30132 Caissargues.

### Permanences

La commission d'enquête s'est tenue à la disposition du public aux lieux, dates et horaires suivants :

Mairie de Caveirac	vendredi 4 octobre 2019	9h00 à 12h00
Mairie de Aubord	lundi 16 septembre 2019	9h00 à 12h00
Mairie de Calvisson	jeudi 03 octobre 2019	9h00 à 12h00
Mairie de Vauvert	vendredi 18 octobre 2019	14h00 à 17h00
Mairie de Manduel	mercredi 25 septembre 2019	14h00 à 17h00
Mairie de Bezouce	vendredi 04 octobre 2019	14h00 à 17h00
Nîmes - services techniques avenue Robert Bompard	mercredi 9 octobre 2019	14h00 à 17h00
Communauté d'agglomération Nîmes Métropole	mardi 17 septembre 2019 vendredi 18 octobre 2019	9h00 à 12h00 14h00 à 17h00

Le public est accueilli dans de bonnes conditions : accessibilité pour tous aux locaux, salle du conseil réservée pour la consultation des dossiers et les entretiens, proximité et courtoisie des employés et responsables de service.

## **1.3 Opérations préalables**

### Processus d'élaboration du SAGE

Le processus d'élaboration du SAGE a été initié par la définition de son périmètre : arrêté préfectoral n° 2005-301-9 du 28 octobre 2005. Il s'est poursuivi par la création de la Commission Locale de l'Eau (CLE) chargée du pilotage : arrêté préfectoral n°2006-339-7 du 5 décembre 2006. La composition de la CLE du SAGE Vistre, nappes Vistrenque et Costières a été modifiée à plusieurs reprises, la dernière modification date du 27 juin 2018 : arrêté préfectoral n° 30-2018-06-27-005.

La CLE valide le projet lors de sa délibération n° 2019-12 du 16 janvier 2019.

### Consultation de l'Autorité Environnementale (AE)

L'autorité environnementale a donné son avis sur le rapport d'évaluation environnementale présenté par les maîtres d'ouvrage et indirectement sur le projet de SAGE VNVC. Nous l'examinons au paragraphe 3.

### Consultation des instances, collectivités, structures concernées par le projet

Soixante neuf instances sont consultées par les maîtres d'ouvrages. Nous les nommons par la suite Personnes Concernées par le Projet (PCP). Leur avis fait partie du dossier d'enquête publique. Ils sont analysés dans le paragraphe 3 de la partie I de ce rapport.

En date du 04 février 2019, dans le cadre du projet un courrier a été adressé aux PPC pour formuler un avis dans les 4 mois, excepté pour l'autorité environnementale qui ne disposait que de 3 mois.

La Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole avait informé qu'elle ne serait pas en mesure de délibérer sur le projet dans le délai imparti, mais toutefois elle a adressé une note technique précisant ses observations.

L'avis des PCP est présenté de la façon suivante :

Communauté de Communes Terre de Camargue Le Cailar, Ledenon, Meynes, Mus, Saint Côme et Maruéjols Vergèze	7 avis favorables sans remarque
Codognan, COGEPOMI, Comité de bassin Rhône Méditerranée, Communauté de Communes Rhône Vistre Vidourle, Nîmes, Syndicat Mixte de la Camargue gardoise, Syndicat mixte des Nappes Vistrenque et Costières	7 avis favorables avec recommandations ou réserves
Bellegarde	1 avis défavorable
Chambre d'agriculture du Gard, Communauté de Communes Beaucaire Terre d'Argence.	2 avis défavorables argumentés

Les 51 PCP suivantes n'ont pas répondu dans les délais. Leur avis est réputé favorable.

- Communes : Aigues-Mortes, Aigues-Vives, Aimargues, Aubais, Aubord, Beaucaire, Beauvoisin, Bernis, Bezouce, Boissières, Bouillargues, Cabrières, Caissargues, Calvisson, Caveirac, Clarensac, Comps, Congénies, Gallargues-le-Montueux, Garons, Générac, Jonquières-Saint-Vincent, Langlade, Manduel, Marguerites, Milhaud, Montfrin, Nages-et-Solorgues, Poulx, Redessan, Rodilhan, Saint Comes et Maruejols, Saint Dionisy, Saint Gervasy, Saint Gilles, Saint Laurent d'Aigouze, Sernhac, Uchaud, Vauvert, Vestric et Candiac.
- Intercommunalités : Communauté de Communes de Petite Camargue, Communauté de communes du Pays de Sommières, Communauté de communes du Pont du Gard, Communauté de Communes du Pont du Gard, Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole (délibération "avis favorable" effectuée pendant l'enquête).
- Région Occitanie, Département du Gard, Chambre de commerce et d'industrie du Gard, Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Gard, EPTB Gardons, EPTB Vistre, EPTB Vidourle, SYMADREM.

### Mémoires en réponse des maîtres d'ouvrage

- Les propositions de réponses et/ou de modifications ont fait l'objet d'une validation de la part des membres de la CLE, entérinée par délibération n°2019-13. Les avis recueillis et réponses des MO constituent la pièce n°5 du dossier d'enquête.
- Le mémoire en réponse à l'avis de l'AE fait l'objet de la pièce n°6 du dossier d'enquête.

### Premières prises de contacts téléphoniques

DDTM et commission d'enquête : lundi 8 juillet 2019.

Les premiers contacts font suite à la décision n°E19000072 / 30 de nomination de la commission d'enquête en date du 4 juillet 2019.

### Réunion préparatoire à l'ouverture de l'enquête publique

16 juillet 2019. Bureaux de la DDTM rue Weber Nîmes. 9h30 à 12h30.

Personnes présentes :

- Monsieur Guillaume Bouroumeau , DDTM, responsable de la préparation d'enquête,
- Commission d'enquête : M. Marc Bonato, Eric Guiboud-Ribaud, Alain Oriol.

a) Après avoir abordé le périmètre de l'enquête et le sujet du SAGE, nous avons défini les 8 communes qui auront une permanence de commissaire enquêteur.

Nîmes, Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole, Bezouce, Calvisson, Vauvert, Manduel, Caveirac, Aubord, et des 3 communes où le public pourra venir prendre connaissance du dossier de consultation et noter les observations sur le registre : Bellegarde, Gallargues Le Montueux et Le Cailar.

Après un entretien téléphonique avec madame Charlotte REDON, animatrice du SAGE Vistre Nappes Vistrenque et Costières, nous avons abordé quelques éléments du dossier. Nous avons convenu d'un rendez-vous le jeudi 18 juillet de manière à finaliser l'avis d'enquête et définir les modalités d'organisation et de déroulement de cette dernière.

b) Conformément à l'article R123-11 du code de l'environnement, Madame REDON doit proposer des sites d'affichage des panneaux réglementaire jaune d'avis de l'enquête publique pour la réunion du 18/07.

Le siège de l'enquête est défini à la Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole.

c) Il conviendra le 18/07 de définir avec madame REDON les contacts avec les différentes mairies, d'organiser la reproduction des dossiers et leur distribution. Les dossiers seront paraphés par les commissaires enquêteurs avant le début de l'enquête.

d) La société MICROPULSE a été retenue pour l'organisation de la partie dématérialisation de l'enquête publique.

e) La publication de l'avis d'enquête publique sur les journaux Midi Libre et Gazette de Nîmes est retenue.

### Finalisation de l'arrêté. Présentation du projet

18/07/2019. Bureaux de la DDTM. 9h à 12h30

Personnes présentes :

- DDTM, Monsieur Guillaume Bouroumeau , responsable de la préparation d'enquête,
- Maître d'ouvrage, Madame Charlotte Redon, animatrice SAGE Vistre, nappes Vistrenque et Costières
- Commission d'enquête : M. Marc Bonato, Eric Guiboud-Ribaud, Alain Oriol

Monsieur Bouroumeau présente le projet d'arrêté. La commission proposera des améliorations de rédaction lors de courriels ultérieurs. Madame Redon propose une liste de lieux où l'affichage sur site pourrait être effectué. Nous la validons ensemble.



Monsieur Bouroumeau exercera de nouvelles fonctions à partir de septembre. Il nous fait part du nom de la personne qui le remplacera : Mme Stéphanie Grillère.

Le projet de SAGE VNVC est présenté par Mme Redon. Elle aborde successivement :

L'état des nappes et aquifères, les enjeux, les dispositions qui en découlent, mesures de gestion et de mise en compatibilité. Elle présente les zones de sauvegarde et les captages prioritaires. Les différents usages de l'eau et activités économiques dont les carrières, sont également passés en revue. Enfin, Madame Redon attire notre attention sur les supports de synthèse par enjeux présentés en annexe 9 et les commente.

#### Visites des lieux. Rencontre avec Mme la présidente de la CLE

21/08/2019. 9 à 12 h et 14 à 18h. Rendez-vous aux bureaux de l'EPTB Vistre. 7 avenue de la Dame, zone Euro 2000 30132 Caissargues.

Nous sommes accueillis par Madame Brigitte Aguila présidente de la CLE, Mme Serre-Jouve directrice du SM-EPTB Vistre, Madame Redon chargée de mission SAGE.

Madame Aguila décrit la démarche d'élaboration du SAGE et situe le projet dans la prise de conscience collective du changement climatique, les élus du territoire étant particulièrement concernés.

Mmes Serre-Jouve et Redon nous ont pilotés sur le territoire du SAGE. Seuls certains lieux ont été visités compte tenu du périmètre important.

Les lieux visités sont les suivants (photos en **annexe n°4**) :

- Rive du Vistre sur la commune de Bouillargues, secteur revitalisé, évolution avec 15 ans de recul,
- Traversée du Vistre Fontaine chemin du Bachas,
- Secteur récemment revitalisé sur la commune de Milhaud,
- Vistre aval canalisé, barrage contre les remontées de sel sur la commune de Saint-Laurent D'Aigouze, problématique de salinisation des eaux et de fertilité des terres,
- Station de pompage AEP, unité de dénitratisation et dévoiement du Rhône au Cailar,
- Confluence Rhône- Vistre, endiguement au Cailar
- La dernière visite est faite au SMNVC où nous sommes reçu par Mme Sophie Ressouche, directrice. Mme Ressouche fait un exposé sur les écoulements souterrains, sur la méthode de surveillance des niveaux et sur les zones de protection des nappes envisagées dans le projet.

Nous sommes de retour à Caissargues à 18h.

Cette visite a suscité de nombreuses questions de la part de la commission d'enquête sur la gestion des zones humides et sur la gouvernance du SAGE.

#### Mise au point du site numérique

27/08/2019 – Mairie de Milhaud – 9 à 10 h

Présents :

- EPTB Mme Redon
- Commission d'enquête : M. Bonato-E. Guiboud-Ribaud-A. Oriol

Nous paramétrons le site [www.democratie-active.fr](http://www.democratie-active.fr), fenêtre Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Vistre - Vistrenque, fourni par la société Micropulse, où le public trouve une présentation de l'enquête, le dossier d'enquête et le registre numérique.

### Visites préparatoires en mairie

Temps passé : au minimum ¼ heure par mairie.

Chaque membre de la commission effectue une visite de préparation dans les mairies et collectivités où les dossiers et registres sont mis à disposition du public. Nous apportons les registres, paraphons le dossier d'enquête et faisons une revue des moyens d'information et d'accueil du public : affichages de l'avis d'enquête, salle de réception, ordinateur pour la consultation du dossier numérique, site internet communal. Le public sera accueilli dans de bonnes conditions.

#### **CONTACTS – PERMANENCES – CONSULTATION : consultation du dossier et dépôt d'observations sans permanence**

Commune	Coordonnées			Contacts *			Date Permanences	Date récupération des registres
Aubord	DGS	Mme Chivas	04 66 71 61 09 v.chivas@aubord.fr	10/09/19	MB	Mme Chivas	16/09/19	21/10/19
Bellegarde	DGS	M. Cordier	04 66 01 11 16	12/09/19	AO	Mme Sabatier	consultation	21/10/19
Bezouce	DGS	Mme Raux	04 66 75 24 23	13/09/19	EGR	Mme Raux	04/10/19	18/10/19
Calvisson	DGS	Mme Roche	04 66 01 78 02 s.roche@calvisson.com	10/09/19	MB	Mme Roche	03/10/19	21/10/19
Caveirac	DGS	Mme CODOU	04 30 06 52 59	13/09/19	EGR	M. CARREAUD	04/10/19	18/10/19
Communauté de Communes Rhôny Vistre Vidourle	DGS	M. Chazelle	04.66.35.55.55 gchazelle@ccrvv.fr	13/09/19	EGR	M. MARRA	consultation	18/10/19
Le Cailar	DGS	Mme Wagner	04 66 88 01 05 b.wagnerdgs@communelecaillar.fr	10/09/19	MB	Mme Wagner	consultation	21/10/19
Manduel	Service urbanisme	M. Reymond-Burdin	04 66 20 21 33 urbanisme@manduel.fr	12/09/19	AO	M. Reymond-Burdin	25/09/19	21/10/19
Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole	Directrice secrétaire général	Mme Simaëys	04 66 02 54 50 isabelle.simaëys@nimes-metropole.fr	13/09/19	EGR	Mme Caillot	17/09/19	18/10/19
	Assistante de direction	Mme Caillot	04 30 06 79 05 sophie.caillot@nimes-metropole.fr	18/10/19	AO		18/10/19	
ville de Nîmes	- service urbanisme - responsable enquêtes publiques	Mme Bacciani	04 66 70 75 28 sylvie.bacciani@ville-nimes.fr	12/09/19	AO	Mme Bacciani	09/10/19	21/10/19
Vauvert	- accueil - service population	Mme Pigeon	04 66 73 10 73	10/09/19	MB	Mme Pigeon	18/10/19	18/10/19

\* Commissaires enquêteurs : MB Marc Bonato, EGR Eric Guiboud-Ribaud, AO Alain Oriol

## **1.4 Réunions de travail de la commission d'enquête**

Date	Lieu de réunion	Horaires		
27/08/2019	Mairie de Milhaud	9h-12h	13h30-17h30	7h
11/09/2019	Mairie de Milhaud	9h-12h	14h-17h	6h
03/10/2019	Mairie de Calvisson		13h30-17h00	3h30
18/10/2019	Mairie de Milhaud	8h30-11h30		3h
25/10/2019	Mairie de Milhaud	8h30-12h	14h-17h30	7h
28/10/2019	EPTB Vistre à Caissargues		14h-17h30	3h30
6/11/2019	Mairie de Milhaud	8h30-12h	14h-17h	6h30
12/11/2019	Mairie de Milhaud	8h30-12h		3h30

La commission d'enquête remercie vivement les collectivités qui ont mis à sa disposition une

salle de réunion, en particulier mesdames et messieurs les élus et collaborateurs de la mairie de Milhaud.

## **1.5 Actions conduites pendant l'enquête**

### Réunion de travail avec les maîtres d'ouvrage

18 septembre 2019 – ETPB Vistre à Caissargues – 9h à 13h - Participants :

- ETPB : Mme Redon
- Commission d'enquête : M. Bonato, Guiboud-Ribaud, Oriol

Cette réunion est consacrée aux questions posées par la commission et à la compréhension du dossier d'enquête.

### Visite de la station de traitement des eaux usées de Nîmes

8 octobre 2019 – 15 à 16h30 – Participants :

Nîmes Métropole : Mme Marie JEANJEAN, Direction de l'Eau Service Exploitation et Urbanisme et M. Camille NEGRE, chargé de mission « Ressources en eau ».

Délégataire opérateur SAUR : Mme Malorie DENOZI, technicienne traitement de l'eau

Commission d'enquête : Mrs Bonato, Guiboud-Ribaud, Oriol

Mesdames Jeanjean et Denozi présentent le cahier des charges de la station issu de l'arrêté national du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif. Des arrêtés préfectoraux ont donné des directives complémentaires. Les plus contraignantes sont dans tous les cas mises en application dont les limites en phosphore total et en azote total.

Le bon fonctionnement du réseau de collecte détermine en grande partie celui de la station d'épuration. Il existe encore d'anciennes canalisations collectant à la fois des eaux usées domestiques et des eaux de pluie ce qui en période d'orage créer des contraintes de fonctionnement supplémentaires.

La capacité de la station est de 220 000 EH. Avec une moyenne de 25 000 m<sup>3</sup>/j, elle fonctionne à 60% de sa capacité, raccordement de la commune voisine de Caissargues compris.

La commission d'enquête a, en particulier, visité les lieux de prélèvement pour analyse, des effluents en entrée, et des rejets épurés en sortie de station.

Des prélèvements sont aussi effectués dans le Vistre, à 50 m en amont et 50 m en aval du lieu de rejet.

Nous évoquons également la méthode de traitement des effluents par zone végétalisée. Cette technique est mise en œuvre par le même délégataire dans la STEP de la commune de Marguerittes. Les résultats ne sont pas probants.

La visite nous a permis de prendre la mesure des dispositions du PAGD applicables à une grande métropole urbaine.

Nous remercions vivement nos interlocuteurs pour les explications fournies, leur accueil et leur disponibilité.

## **1.6 Actions conduites après l'enquête**

Dans la commune de Bellegarde, la mairie étant fermée l'après-midi, les dispositions sont prises pour accueillir le public dans les locaux de la police municipale. La commission clôt l'enquête publique le 18 octobre 2019 à 17 heures.

Collecte des registres :

Temps passé : au minimum ¼ heure par mairie. Effectuée le 18 octobre après 17h et le lundi 21 octobre (calendrier d'enquête au paragraphe 1.3 ci-dessus).

Le registre numérique est également clos le 18 octobre à 17h : l'extraction des observations se trouve en **annexe 9.0** . Un courrier de l'UNICEM est joint à l'observation n° 7 (**PJ n°1, annexe 9.1**) . C'est un double du courrier reçu au siège de l'enquête.

Nous constatons que Nîmes Métropole a attaché le délibéré du projet, daté du 30/09/2019, au registre page 3 (**annexe 9.2**) .

La commission d'enquête a reçu au siège la délibération de la commune de Jonquières Saint-Vincent (**annexe 9.3**) . Nous l'attachons au registre de Nîmes Métropole en page 5.

Le courrier de l'UNICEM reçu au siège de l'enquête est attaché en page 7 au registre de Nîmes Métropole.

#### Remise du PV des observations et réunion de travail avec les maîtres d'ouvrage

Bureaux de Caissargues, 28 octobre 2019, 9 heures à 12h 30.

Personnes présentes :

Mme Serre-Jouve directrice du SM-EPTB Vistre

Madame Redon chargée de mission SAGE.

La commission d'enquête : Mrs Bonato, Guiboud-Ribaud, Oriol

Nous remettons le procès verbal (**annexe n° 10.1** et courrier d'accompagnement **10.0**) . La réunion se poursuit par un échange sur les thèmes abordés par les contributeurs dans leurs observations, registre numérisé et courriers, et par nous-mêmes dans nos différentes questions. Nous signalons ceux qui posent problème : délimitation des zones de sauvegarde, objectifs donnés aux stations de traitement eaux usées de plus de 10000 EH, contraintes d'exploitation des carrières... .

Nous classons les attestations d'affichage de l'arrêté et de l'avis d'enquête de la façon suivante :

- celles reçues des mairies où un dossier et un registre sont mis à disposition du public, sont annexées au rapport, sauf Nîmes et Caveirac non reçues à la date du 8/11/2019 (**annexes 11.1 à 11.8**).
- celles reçues des autres mairies concernées par le projet sont attachées au registre du siège de l'enquête.

Nous recevons le mémoire en réponse des maîtres d'ouvrage, groupé à notre demande avec le PV des observations, sous forme numérisée le 5 novembre 2019, (**annexe 10.1**).

La commission d'enquête donne son avis au paragraphe 3 « analyse des observations ».

## **2 Étude du projet**

### **2.1 Composition du dossier**

Le projet de SAGE Vistre, Nappes Vistrenque et Costières, soumis à l'enquête publique, est présenté dans un ensemble de 6 documents dénommés :

Pièce 1 - Rapport de présentation

Pièce 2 - Projet de plan d'aménagement et de gestion durable & règlement

Pièce 3 - Projet d'Atlas cartographique

Pièce 4 - Evaluation environnementale

Pièce 5 – Avis recueillis lors de la consultation inter-administrative et mémoire en réponse

## Pièce 6 – Avis de l'Autorité Environnementale et mémoire en réponse.

## Pièce n°1 - Rapport de présentation

N<sup>bre</sup> de  
pages

1	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)	19
2	Enquête publique	
3	Annexe1 : déclaration d'intention du projet de SAGE Vistre, Nappes Vistrenque et Costières	17

## Pièce n°2 - Projet de plan d'aménagement et de gestion durable (PAGD) des ressources en eau et des milieux aquatiques &amp; Règlement

« Un territoire périurbain marqué par la vulnérabilité des ressources en eau et des milieux aquatiques »

Listes : figures, abréviations. Glossaire

N<sup>bre</sup> de  
pages

1	Note de présentation	
1.1	Présentation générale de la démarche SAGE	
1.2	Le SAGE Vistre, Nappes Vistrenque et Costières	
1.3	Les séquences d'élaboration du SAGE VNVC	12
2	Synthèse de l'état des lieux	
2.1	Analyse des ressources en eau et des milieux aquatiques existants	
2.2	Recensement des différents usages des ressources en eau et des milieux aquatiques	
2.3	Principales perspectives de mise en valeur des ressources en eau et des milieux aquatiques	
2.4	Evaluation du potentiel hydroélectrique	38
3	Exposé des enjeux et des objectifs généraux poursuivis	
3.1	Présentation des enjeux	
3.2	Synthèse des objectifs généraux	4
4	Les dispositions du SAGE VNVC	
4.1	Gestion quantitative des eaux souterraines	
4.2	Qualité de la ressource en eau souterraine	
4.3	Qualité des eaux superficielles et des milieux aquatiques associés	
4.4	Risque inondation	
4.5	Gouvernance et communication	198

5	Conditions de mise en œuvre et de suivi du SAGE	
5.1	Délais et conditions de mise en oeuvre du rapport de compatibilité propre au PAGD	
5.2	Evaluations des moyens matériels et financiers nécessaires	46
5.3	Calendrier pour l'atteinte des objectifs et des dispositions	
5.4	Tableau de bord du SAGE	
6	Règlement du SAGE VNVC	
6.1	Qu'est-ce qu'un règlement de SAGE ?	
6.2	Références législatives et réglementaires encadrant le contenu du règlement	
6.3	Portée juridique du règlement	
6.4	Rappel des sanctions	
6.5	Grille de lecture d'une règle	
6.6	Les règles du SAGE Vistre, Nappes Vistrenque et Costières	14
règle 1	Limiter l'impact des nouvelles imperméabilisations	
règle 2	Limiter l'implantation d'activités nouvelles dans les zones de sauvegarde	
règle 3	Encadrer les activités d'extractions de matériaux issus du sous-sol	
règle 4	Réduire les phénomènes d'eutrophisation par un renforcement du traitement du phosphore et de l'azote par les stations de traitement des eaux usées urbaines et industrielles	
7	Annexes 1 à 9	31
	Supports de synthèse par enjeux (annexe 9) :	pages doubles
	Enjeu 1 « gestion quantitative des eaux souterraines »	3
	Enjeu 2 « qualité de la ressource en eau souterraine »	4
	Enjeu 3 « qualité des eaux superficielles et des milieux aquatiques associés »	4
	Enjeu 4 « risque inondation »	4
	Enjeu 5 « gouvernance et communication »	3

## Pièce n°3 – Projet d'atlas cartographique

cartes

01 à 16	Cartes au format A4	39
17	Zones de sauvegarde (ZS). Cartes au format A4	
17-1	ZS n°1 et ZS n°2	
17-2	ZS n°3	
17-3	ZS n°4 et ZS n°5	
17-4	ZS n°7 et ZS n°9	
17-5	ZS n°7 et ZS n°9	
17-6	ZS n°8	
17-7	ZS n°11	
17-8	ZS n°12 et ZS n°13	
18 à 23	Cartes au format A4	
24	Espace de bon fonctionnement. Carte au format A4	
24-1 à 24-6	Espace de bon fonctionnement. Cartes au format A4	
25-1	Espaces naturels protégés. Carte au format A4	
25-2	Espaces naturels protégés. Carte au format A4	
26	Risque inondation. Carte au format A4	

## Pièce n°4 – Evaluation environnementale

Projet de SAGE Vistre, Nappes Vistrenque et Costières  
Rapport environnemental. Document final V3.2

N<sup>bre</sup> de  
pages

Préambule : Objet de l'évaluation environnementale		91
1	Résumé des objectifs, du contenu et de l'articulation du schéma avec d'autres plans	
2	Analyse de l'état initial et son évolution prévisible	
3	Solutions de substitution raisonnables	
4	Justification du choix de scénario retenu.	
5	Analyse des effets probables du SAGE sur l'environnement	
6	Evaluation	
7	Suivi et indicateurs	

Pièce n°5 – Avis recueillis lors de la consultation inter administrative et mémoire en réponse

Projet de SAGE Vistre, Nappes Vistrenque et Costières		N <sup>bre</sup> de pages
1	Bilan des avis reçus lors de la phase de consultation inter-administrative	7
1.1	Rappel de l'objet de la consultation inter-administrative	
1.2	Instances, collectivités et structures consultées	
1.3	Résultat de la consultation inter-administrative	
1.4	Réponses de la CLE aux avis recueillis	
2	Suivi des avis formulés sur le projet de SAGE VNVC et mémoire en réponse	20
2.1	Avis des assemblées en rapport avec les 5 enjeux du projet de SAGE VNVC et mémoire en réponse	
2.2	Autres avis formulés par les assemblées	
3	Annexe 1 Délibération de la Commission Locale de l'Eau validant les réponses apportées aux avis des assemblées	2
4	Annexe 2 Avis des assemblées	31

Pièce n°6 – Avis de l'Autorité Environnementale et mémoire en réponse

Projet de SAGE Vistre, Nappes Vistrenque et Costières		N <sup>bre</sup> de pages
Préambule : Objet de l'évaluation environnementale		22
1	Rôle de l'autorité environnementale	
2	Avis de l'autorité environnementale et mémoire en réponse	18
3	Annexe 1 - Avis de la mission régionale d'autorité environnementale de la région Occitanie	

L'ensemble du dossier d'enquête comporte 588 pages et 39 documents cartographiques au format A1.

## 2.2 Contexte du projet

### 2.2.1 Cadre législatif et réglementaire

Le SAGE trouve son origine dans les principes énoncés à l'article L211-1 du code de l'environnement :

«I.-Les dispositions des chapitres Ier à VII du présent titre ont pour objet une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ; cette gestion prend en compte les adaptations nécessaires au changement climatique et vise à assurer :



1° La prévention des inondations et la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides ; on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ;

2° La protection des eaux et la lutte contre toute pollution par déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects de matières de toute nature et plus généralement par tout fait susceptible de provoquer ou d'accroître la dégradation des eaux en modifiant leurs caractéristiques physiques, chimiques, biologiques ou bactériologiques, qu'il s'agisse des eaux superficielles, souterraines ou des eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales ;

3° La restauration de la qualité de ces eaux et leur régénération ;

4° Le développement, la mobilisation, la création et la protection de la ressource en eau ;

5° La valorisation de l'eau comme ressource économique et, en particulier, pour le développement de la production d'électricité d'origine renouvelable ainsi que la répartition de cette ressource ;

5° bis La promotion d'une politique active de stockage de l'eau pour un usage partagé de l'eau permettant de garantir l'irrigation, élément essentiel de la sécurité de la production agricole et du maintien de l'étiage des rivières, et de subvenir aux besoins des populations locales ;

6° La promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau ;

7° Le rétablissement de la continuité écologique au sein des bassins hydrographiques.

Un décret en Conseil d'Etat précise les critères retenus pour l'application du 1°.

II.- La gestion équilibrée doit permettre en priorité de satisfaire les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population. Elle doit également permettre de satisfaire ou concilier, lors des différents usages, activités ou travaux, les exigences :

1° De la vie biologique du milieu récepteur et spécialement de la faune piscicole et conchyli-cole ;

2° De la conservation et du libre écoulement des eaux et de la protection contre les inondations ;

3° De l'agriculture, des pêches et des cultures marines, de la pêche en eau douce, de l'industrie, de la production d'énergie, en particulier pour assurer la sécurité du système électrique, des transports, du tourisme, de la protection des sites, des loisirs et des sports nautiques ainsi que de toutes autres activités humaines légalement exercées.

III.- La gestion équilibrée de la ressource en eau ne fait pas obstacle à la préservation du patrimoine hydraulique, en particulier des moulins hydrauliques et de leurs dépendances, ouvrages aménagés pour l'utilisation de la force hydraulique des cours d'eau, des lacs et des mers, protégé soit au titre des monuments historiques, des abords ou des sites patrimoniaux remarquables en application du livre VI du code du patrimoine, soit en application de l'article L151-19 du code de l'urbanisme ».

Les articles L212-1, L212-3 à L212-6 instituent le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) proprement dit, pour un sous-bassin, pour un groupement de sous-bassins correspondant à une unité hydrographique cohérente ou pour un système aquifère. Le contenu du SAGE est précisé à l'article L212-1.

Le SAGE a pour but de fixer les objectifs généraux et les dispositions permettant de satisfaire aux principes énoncés aux articles L211-1 et L430-1, dont :

- La préservation et la gestion durable des zones humides (L211-1-1)

- La préservation des milieux aquatiques et la protection du patrimoine piscicole (L430-1).

L' Article L211-7 stipule que les collectivités territoriales et leurs groupements, ... ainsi que les établissements publics territoriaux de bassin .... peuvent, sous réserve de la compétence attribuée .... entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, dans le cadre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, s'il existe, et visant :

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- 2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
- 3° L'approvisionnement en eau ;
- 4° La maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols ;
- 5° La défense contre les inondations et contre la mer ;
- 6° La lutte contre la pollution ;
- 7° La protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines ;
- 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ;
- 9° Les aménagements hydrauliques concourant à la sécurité civile ;
- 10° L'exploitation, l'entretien et l'aménagement d'ouvrages hydrauliques existants ;
- 11° La mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques ;
- 12° L'animation et la concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique.

Par ailleurs le développement urbanistique du territoire dépend du SAGE. Les interdépendances sont encadrées par le code de l'urbanisme. L'article L131-1 stipule que les schémas de cohérence territoriale sont compatibles avec, à l'alinéa 8, les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L212-1 du code de l'environnement.

### **2.2.2 Acteurs du SAGE VNVC**

La commission locale de l'eau (CLE) est l'acteur collégial et décisionnaire. Elle est composée de 42 membres répartis en 3 collèges. Sa composition est la suivante :

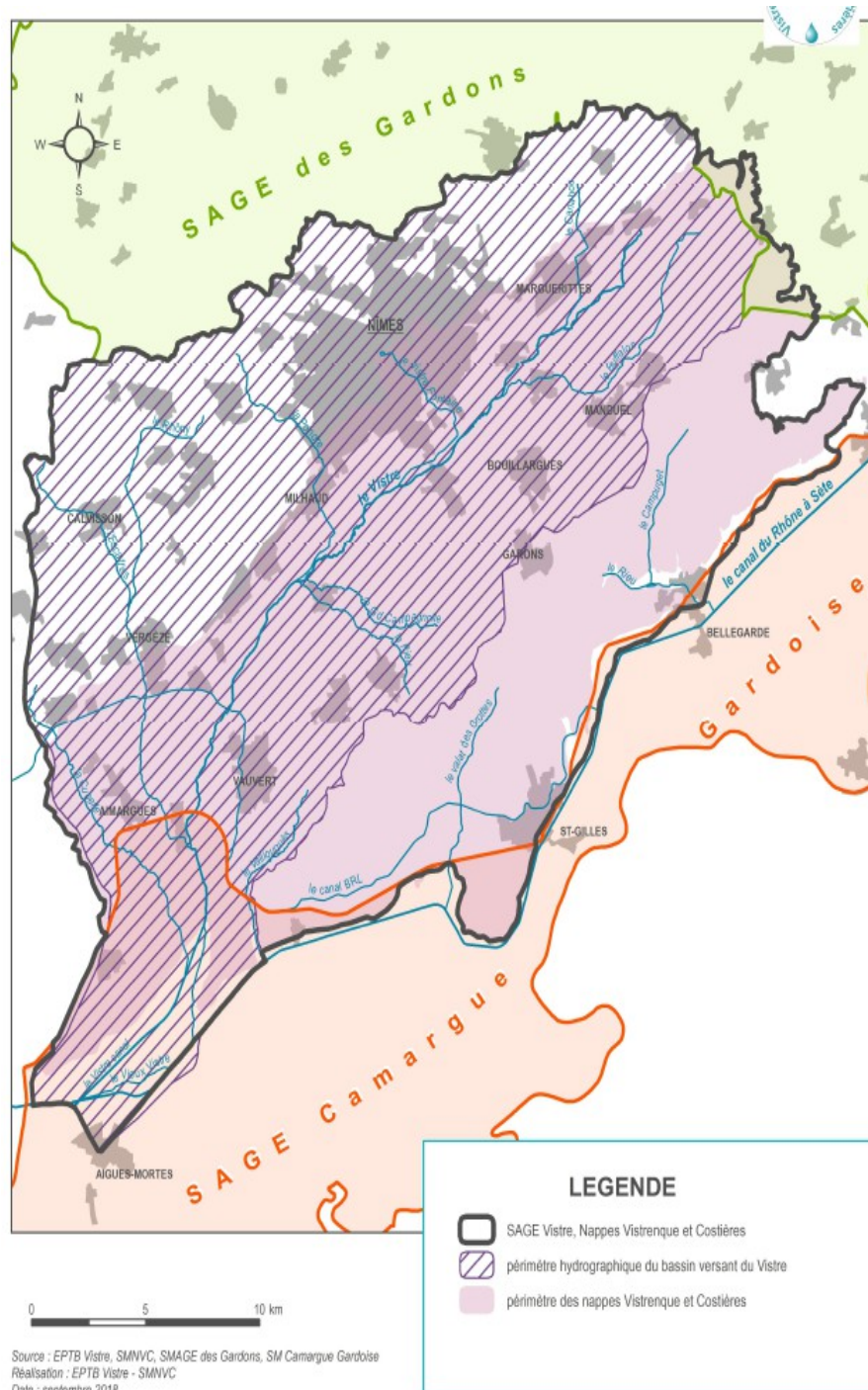
- Collège des élus : 25 membres
- Collège des usagers ; 12 membres
- Collège de l'État : 5 membres

Les deux structures porteuses du SAGE VNVC sont le Syndicat Mixte des Nappes Vistrenque et Costières (SMNVC) pour la gestion de la ressource en eau souterraine et le Syndicat Mixte Etablissement Public Territorial de bassin du Vistre (SM EPTB Vistre) pour la gestion des eaux superficielles et aquatiques. Ce sont les maîtres d'ouvrage du projet.

Ces deux structures syndicales se sont fixées des missions similaires de gestion et d'aménagement, tant du point de vue quantitatif que qualitatif, dans leurs domaines respectifs.

### 2.2.3 Périmètre

Défini par arrêté préfectoral en date du 28 octobre 2005, le périmètre du SAGE VNVC se situe au sud-ouest du département du Gard, il s'étend sur 48 communes (supra 1.2) et occupe une superficie de 786 km<sup>2</sup>. Ce territoire est composé en majorité (70%) de sols exploités pour l'agriculture, de garrigue et Camargue (15%) aux extrémités nord et sud puis de 15% de surface identique à celle des zones naturelles localisée surtout autour de la ville de Nîmes et des communes environnantes. En 2012 il accueillait 300 000 habitants soit près de la moitié de la population du département du Gard.



### 2.2.4 Objectif du projet

L'objectif du SAGE est de coordonner les moyens et les acteurs du cycle de l'eau, pour répondre aux besoins de la population en termes de quantité et de qualité. L'enjeu en ce qui concerne le

Vistre et ses affluents est de retrouver un « bon état » de l'eau et des milieux riverains.

### 2.3 Description

Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux est un document de planification de la gestion des eaux à l'échelle d'un périmètre hydrographique cohérent (aquifère, bassin versant...).

Le SAGE est élaboré par les acteurs du territoire qui sont en lien avec la thématique de l'eau. Ils sont rassemblés au sein d'une instance de concertation décisionnelle, présidée par un élu local : la Commission Local de l'Eau (CLE).

Elaboré de manière collective, le SAGE est conduit pour assurer :

- Une concertation territoriale : définir un projet commun et partagé,
- Une gestion équilibrée des masses d'eau et des milieux aquatiques,
- La définition, la mise en œuvre et le suivi de mesures adaptées pour l'atteinte du bon état,
- Une vision à moyen et long termes
- Une cohérence du territoire,
- Une portée juridique forte : passer d'un cadre contractuel à un cadre opposable des politiques de l'eau.

Le SAGE est ainsi un document transversal, qui a pour but de fixer, coordonner et hiérarchiser des objectifs généraux d'utilisation, de valorisation et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau et des milieux aquatiques.

Comme le prévoit la loi sur l'eau et les milieux aquatique du 30 décembre 2006, le SAGE Vistre, nappes Vistrenque et Costières est organisé autour de deux documents : le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) et le Règlement.

Le PAGD définit les objectifs prioritaires se rattachant aux enjeux du SAGE, les dispositions et les conditions de réalisation pour atteindre les objectifs de gestion équilibrée de la ressource en eau. Il contient :

- Une synthèse de l'état des lieux ;
- L'exposé des principaux enjeux du périmètre du SAGE
- La définition des principaux objectifs de gestion, mise en valeur, préservation permettant de satisfaire aux principes de gestion équilibrée de la ressource en eau et de milieux aquatiques ;
- La définition des moyens et dispositions techniques et juridiques permettant d'atteindre les objectifs fixés ;
- L'indication des délais et conditions dans lesquelles les décisions prises dans le domaine de l'eau doivent être rendues compatibles avec le SAGE ;
- L'exposé des moyens financiers, matériels et humains nécessaire.

Le PAGD du SAGE Vistre, nappes Vistrenque et Costières est structuré autour de 5 grands enjeux déclinés en 19 objectifs généraux et 60 dispositions. Ceux-ci sont récapitulés dans plusieurs tableaux proposés dans les documents du dossier d'évaluation environnementale.

Le règlement encadre les usages de l'eau et les réglementations qui s'y appliquent pour permettre la réalisation des objectifs du PAGD, identifiés comme majeurs et nécessitant l'instauration de règles spécifiques pour atteindre le bon état ou les objectifs de gestion équilibrée de la ressource.

Le SAGE fait état de 5 enjeux :

Sur le principe de « concilier l'occupation des sols et des usages avec la préservation et la restauration des milieux aquatiques et des ressources en eau » les maîtres d'ouvrages ont présenté à la CLE les 5 enjeux suivants avec des objectifs généraux associés :

Enjeu 1 : Gestion quantitative des eaux souterraines.

- ✓ Préserver l'équilibre quantitatif des nappes
- ✓ Améliorer la connaissance du fonctionnement des aquifères pour préserver l'équilibre quantitatif.
- ✓ Elaborer des outils de gestion durable de la ressource et veiller au respect de l'adéquation entre besoin et ressource.
- ✓ Encourager les économies d'eau.
- ✓ Limiter l'impact de l'aménagement du territoire.

Treize zones de sauvegarde sont délimitées qui couvrent 36 % de la surface du territoire.

Enjeu 2 : Qualité de la ressource en eau souterraine.

- ✓ Améliorer les connaissances.
- ✓ Préserver les zones de sauvegarde pour l'alimentation en eau potable actuelle et future.
- ✓ Restaurer la qualité en eau des captages prioritaires et des captages dont la qualité tend à se dégrader.
- ✓ Accompagner le changement des pratiques pour réduire les pollutions par les nitrates et les produits phytosanitaires.

Sont concernés : 42 captages publics, 19 sont prioritaires. Le projet définit 13 zones de sauvegarde. La norme de potabilité est de 50 mg/l pour les nitrates ; 0,1 µg/l par substance et 0,5 µg/l pour la somme des pesticides.

Enjeu 3 : Qualité des eaux superficielles et es milieux aquatiques associés.

- ✓ Améliorer les connaissances.
- ✓ Améliorer la qualité des eaux superficielles.
- ✓ Préserver et développer la diversité des habitats naturels et boisements riverains des cours d'eau.

Sont concernées : 30 stations de traitement des eaux usées ou d'épuration (STEP ou STEP) représentant 404 850 équivalents habitants (EH). 80% du débit d'étiage du Vistre à Bernis est constitué de rejets.

Enjeu 4 : Risque inondation.

- ✓ Améliorer les connaissances.
- ✓ Poursuivre la prise en compte des cours d'eau et de leurs abords dans les documents d'urbanisme.
- ✓ Etablir des dispositifs de compensation globaux dans le cadre des projets d'aménagements.
- ✓ Gérer les risques liés aux écoulements et aux débordements en lien avec la revitalisation

des milieux aquatiques.

Sont concernés : la situation des systèmes d'endiguement par rapport aux berges, le ralentissement du débit et la restauration de la ripisylve.

Enjeu 5 : Gouvernance et communication.

- ✓ Faire vivre la politique de l'eau sur le périmètre du SAGE.
- ✓ Garantir la cohérence de l'organisation des compétences liées au grand cycle de l'eau sur le périmètre du SAGE.
- ✓ Poursuivre la prise en compte des enjeux du SAGE dans les démarches de planification.
- ✓ Valoriser les connaissances et les expertises.

Est concernée l'efficacité du système de gestion du cycle de l'eau.

### **L'émergence du SAGE Vistre, Nappes Vistrenque et Costières.**

En 2004, face à la double problématique de maîtrise des pollutions diffuses et de préservation de l'étalement urbain, le Syndicat Mixte des Nappes Vistrenque et Costières (SMNVC) a initié la mise en œuvre d'un SAGE sur la nappe de la Vistrenque. Le SAGE avait alors pour but d'instaurer un cadre de concertation pour établir une politique de préservation et de gestion pérenne de la nappe de la Vistrenque, et faire face aux éventuels conflits d'usage.

Par ailleurs, le Syndicat Mixte du Bassin Versant du Vistre (SMBVV), désormais reconnu comme Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) a souhaité prendre part à la démarche d'élaboration du SAGE pour définir et mettre en œuvre une stratégie d'aménagement relative à des opérations de revitalisation du Vistre. Il s'est alors proposé comme structure co-porteuse du SAGE, au côté du SMNVC.

C'est donc en 2005 que les deux structures se sont associées pour porter conjointement la démarche SAGE.

Le SAGE VNVC concerne à la fois les eaux souterraines et les eaux de superficielles sur le même territoire.

## **3) ANALYSE DES AVIS ET OBSERVATIONS**

### **3.1 - Analyse de l'avis des Personnes Concernées par le Projet (PCP) et questions de la commission d'enquête.**

L'élaboration du SAGE VNVC a été conduite de façon collective. Les acquis sont régulièrement validés. Une dernière consultation de fin de travaux a été menée le 04/02/2019 auprès de 69 instances (liste en 1.3).

Le délai imparti pour envoyer des observations était de 4 mois excepté pour l'autorité environnementale qui disposait de 3 mois pour donner son avis. En l'absence de réponse des institutions dans les délais impartis les avis sont assimilés à un avis favorable.

La liste des PCP est établie selon les préconisations de l'article R212-39 du code de l'environnement.

Les 48 communes, comprises dans le périmètre du SAGE, sont informées dès l'ouverture de l'enquête qu'un exemplaire du dossier est disponible sous format numérique.

Les réponses sont validées en délibération de la CLE le 26 juin 2019.

Remarque préalable de la commission d'enquête :

La Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole (Nîmes Métropole) n'a pas délibéré sur le projet dans les 4 mois impartis mais a transmis des éléments par courrier le 22 mai 2019. Ils sont cependant pris en compte dans le mémoire en réponse des MO. Ce courrier est joint au dossier d'enquête à la demande de la commission (en pièce 5, annexe 2, 18<sup>ème</sup> courrier). Par délibération du 30/09/2019 Nîmes Métropole donne un avis favorable au projet sans faire cependant référence à son courrier précédent.

Nous classons la consultation de la façon suivante :

- avis favorable ou défavorable formulé sur la base d'une présentation du projet par M. ou Mme le maire (5 enjeux, 3 documents fondamentaux : PAGD, atlas cartographique et rapport environnemental rassemblés dans un cd-rom).
- avis favorable ou défavorable sur la base d'une présentation du projet par M. ou Mme le maire et argumenté par une mise en évidence d'éléments particuliers.
- avis favorable argumenté par une mise en évidence d'éléments particuliers et une ou plusieurs recommandations.
- 51 avis sont réputés favorables par absence de réponse dans les délais.

Ordre de présentation	PCP	Réponse	
1	Communauté de communes Terre de Camargue	Délibération du 25/02/2019	favorable
2	Commune de Le Cailar	Délibération du 24/05/2019	favorable
3	Commune de Lédénon	Délibération du 22/05/2019	favorable
4	Commune de Meynes	Délibération du 13/05/2019	favorable argumenté
5	Commune de Mus	Délibération du 29/03/2019	favorable
6	Commune de Saint-Côme et Maruéjols	Délibération du 18/02/2019	favorable
7	Commune de Vergèze	Délibération du 27/02/2019	favorable
8	Commune de Codognan	Délibération du 25/03/2019	favorable recommandation
9	COGEPOMI	Délibération du 18/04/2019	favorable recommandation
10	Comité de bassin Rhône Méditerranée	Délibération n° 2019-8 du 29/03/2019	favorable recommandation
11	Communauté de communes Rhône Vistre Vidourle	Conseil communautaire du 21/03/2019	favorable recommandation
12	Commune de Nîmes	Courrier en date du 23/05/2019	favorable recommandation
13	Syndicat Mixte de la Camargue Gardoise	Courrier du 03/06/2019	favorable recommandation

14	Syndicat Mixte des Nappes Vistrenque et Costières	Délibération du 25/03/2019	favorable recommandation
15	Commune de Bellegarde	Délibération du 26/02/2019	défavorable argumenté
16	Chambre d'agriculture du Gard	Délibération du bureau 14/01/2019	défavorable argumenté
17	Communauté de communes Beaucaire Terre d'Argence	Conseil communautaire du 18/03/2019	défavorable argumenté
18	Nîmes Métropole	Courrier du 22/05/2019 Délibération du 30/09/2019	favorable recommandation

Les maîtres d'ouvrage regroupent les réponses par enjeux. Nous reprenons cette méthode de regroupement.

Les remarques de certaines collectivités ne nécessitent pas un tel regroupement. Leur avis est examiné, à la suite, au cas par cas.

### Enjeu 1 - Gestion quantitative des eaux souterraines

1	Communauté de communes Beaucaire Terre d'Argence	4 remarques : 1a, 1b, 1c, 1d <b>Avis défavorable argumenté</b>
2	Communauté Agglomération Nîmes Métropole	1 remarque : 2a <b>Courrier du 22 mai 2019</b>
3	Communauté de communes Rhône Vistre Vidourle	1 remarque : 3a <b>Avis favorable argumenté</b>
4	Codognan	1 remarque : 4a <b>Avis favorable argumenté</b>

	Avis PCP	Réponses MO
1a	La CCBTA souhaite connaître le coût de l'investigateur du suivi en continu sur les sites de prélèvement des captages d'alimentation en eau potable.	La CLE prend acte des faits suivants : Pour tout nouveau prélèvement les services de l'Etat inscriront ce suivi dans l'arrêté d'autorisation environnementale et pour les arrêtés de déclaration ce suivi se fera au cas par cas prioritairement dans les zones de sauvegarde. Parfois ce suivi est réalisé par les délégataires. Les moyens financiers nécessaires n'ont pas pu être chiffrés pour ce suivi.



1b	La CCBTA préconise que le bilan en matière d'eau potable dans le cadre du schéma directeur AEP soit calé sur la révision des PLU soit tous les 10 ans. Référence dossier : disposition 1C-03	La CLE précise que ce bilan demandé tous les 4 à 5 ans est une préconisation et non une obligation
1c	La CCBTA juge que les bassins de rétention à la parcelle sont à déconseiller.	La CLE recommande cette disposition sans pour autant qu'elle soit obligatoire.
1d	La CCBTA pense que de favoriser les dispositifs d'infiltration afin de limiter la réalisation d'ouvrages de compensation à l'imperméabilisation va favoriser le développement du moustique et préconise que cette mesure soit plutôt une possibilité et non une obligation.	Le projet tient compte des éléments des dossiers soumis à la loi sur l'eau et des orientations du SDAGE qui privilégie l'infiltration dès lors que la nature des sols le permet .

2a	<p>La Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole (Nîmes Métropole) souhaiterait connaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la définition d'un épisode pluvieux, comment est il caractérisé, quelle est sa durée maximum ?</li> <li>- la zone géographique concernée par le projet, la zone restreinte du projet, la zone d'alimentation de la nappe.</li> <li>- l'instrumentation ou mesure de référence.</li> <li>- Dans le cas où il n'y a pas d'événement &gt; 60 mm.</li> </ul> <p>Nîmes Métropole juge que cette disposition n'est pas suffisamment claire et propose de préciser les conditions pratiques de sa réalisation ou de retirer la mention d'un épisode pluvieux conséquent supérieur à 60mm.</p>	<p>La CLE considère que le PGAD n'est pas un guide technique qui intégrerait ce niveau de détail dans la rédaction des dispositions.</p> <p>La CLE précise que la valeur de 60 mm est donnée à titre indicatif et qui pourrait être accompagnée de la précision de 48h.</p>
3a	La Communauté de Communes Rhône Vistre Vidourle recommande d'étudier les possibilités de développement de l'utilisation de l'eau du canal BRL pour la sécurisation de sa ressource en eau	La CLE indique que l'étude des possibilités de développement de l'utilisation de l'eau du canal BRL pour la sécurisation de la ressource en eau ne devrait elle pas être envisagée dans les schémas directeurs d'eau potable plutôt que dans le SAGE ?
4a	Codognan recommande de prendre en compte dans « la gestion quantitative des eaux souterraines » le canal du Bas Rhône Languedoc (BRL).	

Les remarques 1b 1c 1d ne suscitent pas de questions de notre part.

#### Questions de la commission d'enquête :

La CE souhaite avoir une réponse sur les remarques 1a, 2a, 3a et 4a . Références, dispositions 1C-01, 1E-01, Règle 1.

✓ 1a :

La CLE prend acte des faits suivants : pour tout nouveau prélèvement les services de l'Etat inscriront ce suivi dans l'arrêté d'autorisation environnementale et pour les arrêtés de déclaration ce suivi se fera au cas par cas prioritairement dans les zones de sauvegarde. Parfois ce suivi est réalisé par les délégataires. Les moyens financiers nécessaires n'ont pas pu être chiffrés pour ce suivi.

Pourrait on connaître le coût du suivi en continu du niveau de la nappe ?

✓ 2a :

La CLE considère que le PGAD n'est pas un guide technique qui intégrerait ce niveau de détail dans la rédaction des dispositions.

La CLE précise que la valeur de 60 mm est donnée à titre indicatif et qui pourrait être accompagnée de la précision de 48h.

Est que cette notion de durée sera ajoutée aux dispositions ?

✓ 3a et 4a :

Pourquoi la CLE propose-t-elle d'intégrer ces remarques dans le schéma directeur d'eau potable plutôt que dans le SAGE ?

#### Réponse des maîtres d'ouvrage :

*1a/ La réponse est délicate car le coût de suivi en continu du niveau de la nappe ne représente pas un coût élevé, contrairement à sa mise en œuvre.*

*En effet, la sonde permettant d'assurer cette mesure de suivi est généralement installée dans les ouvrages/captages, mais les données récoltées via cette sonde ne sont pas rapportées à la cote NGF (donc non valorisable dans le cadre du suivi tel que demandé dans le projet de SAGE VNVC). Une sonde de niveau qui télétransmet les données coûte environ 1 500 €. Toutefois les captages AEP étant souvent déjà équipé de système de gestion et d'alerte, le coût d'une sonde à installer dans le forage et à relier à l'armoire électrique sera moindre. Dans tous les cas, l'équipement d'un ouvrage ne dépassera pas 2 000 € TTC.*

*2a/ La notion de durée (à savoir 48h) peut être ajoutée dans la disposition 1E-01, à l'issue de l'enquête publique.*

*3a et 4a/ Le schéma directeur d'alimentation en eau potable poursuit plusieurs objectifs dont :*

✓ *garantir que les ressources en eau et les infrastructures (réservoirs, stations de pompage et réseaux) auront les capacités nécessaires pour accueillir les nouveaux habitants envisagés dans les documents d'urbanisme,*

✓ *faire le point sur les conditions réglementaires, techniques et financières d'Alimentation en eau potable d'une collectivité,*

✓ *Diminuer les prélèvements dans les ressources naturelles, en particulier par la réduction des fuites sur les réseaux et des consommations (publiques ou privées),*

✓ *Assurer la préservation qualitative et quantitative des milieux naturels (qu'ils soient de surface ou souterrains),*

✓ *estimer les besoins futurs et de proposer le bilan besoins/ressource,*

✓ *Aboutir à un programme de travaux et d'actions, répondant parfaitement aux besoins quantitatifs et qualitatifs de la collectivité et qui soit parfaitement compatibles avec ses moyens financiers et ses documents d'urbanisme actuels et futurs.*

*Un schéma directeur d'alimentation en eau potable, peut étudier toutes les solutions pour assurer les usages pour la consommation humaine et sécuriser la ressource exploitée.*

*Le SAGE s'intéresse quant à lui à l'état quantitatif et qualitatif de la ressource avant l'usage.*

Avis de la commission d'enquête :

1a/

La réponse des maîtres d'ouvrage apporte les éléments demandés par la CCBTA.

2a/

Dont acte

3a 4a/

Les SD AEP sont bien les outils où les collectivités trouvent les différentes solutions pour satisfaire le besoin en eau potable de la population.

Il est cependant souhaitable qu'une disposition du SAGE fasse référence à ces différentes solutions.

1b/

La liberté est laissée à la collectivité territoriale de planifier le bilan en eau potable sur 10 ans. Rappelons que le SAGE s'impose au PLU.

1c/

La commission d'enquête comprend la remarque initiale de la CCBTA portant sur une réduction de la surface réellement utilisable. Elle souligne que toute collectivité garde la liberté de choix de la solution adéquate : rétention à la parcelle ou non.

**Enjeu 2 - Qualité de la ressource en eau souterraine**

1	Chambre d'agriculture du Gard	1 remarque : 1a <b>Avis défavorable argumenté</b>
2	Communauté de communes Beaucaire Terre d'Argence	5 remarques : 2a, 2b, 2c, 2d, 2e <b>Avis défavorable argumenté</b>
3	Communauté Agglomération Nîmes Métropole	1 remarque : 3a <b>Courrier du 22 mai 2019</b>

	Avis PCP	Réponses MO
1a	<p>La Chambre d'Agriculture considère que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les documents présentés stigmatisent l'activité agricole et en véhiculent une image négative.</li> <li>- la non reconnaissance des efforts réalisés par les agriculteurs en matière de protection de l'environnement.</li> <li>- la délimitation de vastes zones de Sauvegarde dont on ne perçoit pas clairement les futures contraintes.</li> <li>- la non prise en compte des réalités techniques et économiques ni l'évaluation de l'impact des dispositions sur l'activité agricole.</li> <li>- le coût important des mesures préconisées.</li> </ul>	<p>La CLE souligne que le projet de SAGE VNVC se compose de 4 règles dont aucune ne vise les activités agricoles. Les dispositions relatives aux zones de sauvegarde sont demandées à l'encontre des acteurs de l'urbanisme, des carriers et des porteurs de projet IOTA et ICPE.</p> <p>La CLE incite les financeurs à définir ou à pérenniser le soutien financier des mesures d'accompagnement qui seront proposées, voire à soutenir les démarches éventuellement entreprises par les structures de conseil agricole.</p> <p>Les financeurs ont leurs propres politiques d'aides qui sont évolutives et que le SAGE ne maîtrise pas.</p>
2a	<p>La CCBTA, dans la règle n°2 relative aux zones de sauvegarde, précise qu'il s'agit de rajouter encore des contraintes et des normes locales aux normes nationales</p>	<p>La limitation des risques de pollution est déclinée par des mesures de protection graduées, déclinées selon un zonage d'enjeu de niveau 1 ou 2 autour des captages d'eau existants ou en projet. Les dispositions et les règles relatives aux zones de sauvegarde sont ainsi proportionnées et graduées en fonction de l'enjeu identifié</p>
2b	<p>La CCBTA remarque que le SMNVC future structure syndicale peut être sollicitée pour partager les enjeux relatifs aux zones de sauvegarde et aux captages prioritaires sur les nappes Vistrenque et Costières. La CCBTA souhaiterait que le SMNVC puisse partager la connaissance du fonctionnement des nappes et les enjeux lors du Porté à Connaissance.</p>	<p>La CLE souligne que les Aires d'Alimentation de Captages délimitées pour les captages prioritaires font déjà l'objet d'un arrêté préfectoral qui est adressé aux communes concernées.</p> <p>Les ressources stratégiques et les zones de sauvegarde délimitées ont vocation à faire l'objet d'un Porté à Connaissance.</p>
2c	<p>La CCBTA considère que les documents de planification et d'urbanisme ne peuvent pas intégrer des éléments qui ne sont pas portés à sa connaissance.</p> <p>Par conséquent les études « d'aire d'alimentation de captage (AAC) » pourraient être versées lors du Porté à Connaissance.</p>	<p>La CLE précise que la demande formulée de verser les AAC au Porté en Connaissance est déjà inscrite dans la disposition 2A-01</p>

2d	La CCBTA souhaiterait connaître le coût des analyses complémentaires pour la collectivité concernant l'eau brute des captages	La CLE préconise que ce suivi complémentaire soit mis en place en priorité pour les captages dont la qualité de l'eau semble se dégrader et recommande que ce suivi comprenne à minima une analyse en hautes eaux et une en basses eaux. La mise en œuvre de cette disposition est vivement recommandée sans pour autant revêtir un caractère obligatoire. Le coût de ces analyses complémentaires est estimé à 2000 euros HT/an/captage.
2d	Dans les secteurs d'enjeu de niveau 2 des zones de sauvegarde, la CCBTA demande si la disposition prévue relative à la recherche d'évitement de pollutions accidentelles soit appliquée à toutes les activités ou uniquement pour les ICPE et IOTA.	La CLE précise que cette disposition concerne certaines ICPE et IOTA mais aussi le grand public par le biais d'une campagne de communication ciblée sur ces secteurs d'enjeu de niveau 2.
3a	La Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole souhaite dans les zones de sauvegarde, secteurs de niveau 1, une suppression de l'interdiction d'implanter des activités nouvelles.	La CLE souligne que les zones de sauvegarde font l'objet d'un porté à connaissance et que le SAGE n'a pas pour objet de sanctuariser ces périmètres en empêchant toute activité. La règle n°2 vise seulement certaines ICPE et IOTA uniquement dans les secteurs d'enjeu de niveau 1 des zones de sauvegarde correspondant aux Périmètres de Protection Rapproché (PPR). Ces derniers font l'objet de réglementations et le SAGE ne vient pas en ajouter.

Les remarques 1a 2a 2b 2c 2d ne suscitent pas de questions de notre part.

#### Question de la commission d'enquête :

✓ 3a : Références, disposition 2B-02 et règle 2

1/Serait-il possible d'indiquer les captages prioritaires sur les cartes ayant trait aux zones de sauvegarde ?

2/La commission d'enquête attire l'attention du MO sur une contradiction à propos du délai d'application de la disposition 2B-02 : délai de 3 ans et « tout au long des 6 ans du SAGE VNVC »

3/Quelle est l'objet de la procédure de « porté à connaissance » ? Est-elle définie dans le PAGD ?

4/Quels sont les types de IOTA et ICPE qui pourraient être exclues de la règle ?

#### Réponse des maîtres d'ouvrage :

3a :

1/ Cette précision sera apportée à la carte 17 du projet d'atlas cartographique, à l'issue de l'enquête publique.

2/ La modification suivante sera apportée à la disposition 2B-02, à l'issue de l'enquête publique : calendrier prévisionnel « délai de 3 ans après l'approbation du SAGE VNVC » à la place de « tout au long des 6 ans du SAGE VNVC ».

3/ Selon le code de l'urbanisme, le Préfet porte à la connaissance des collectivités locales engageant une procédure d'élaboration ou de révision de documents d'urbanisme, les informations nécessaires à l'exercice de leurs compétences en matière d'urbanisme. Ce Porter A Connaissance (PAC) peut notamment regrouper des études existantes notamment en matière de prévention des risques ou de protection de l'environnement.

Cette procédure peut être définie dans le glossaire du PAGD du projet de SAGE VNVC.

4/ Les nouveaux projets IOTA soumis à autorisation environnementale unique ou à déclaration non ciblés par les rubriques 2.1.1.0 à 2.3.2.0 (article R214-1 du code de l'environnement) ne sont pas concernés par la règle n°2 du projet de SAGE VNVC.

Les nouveaux projets ICPE soumis à autorisation environnementale unique, déclaration ou enregistrement non ciblés par les rubriques 4110-4120-4130-4140-4150-4510-4511 (article R511-9 du code de l'environnement) ne sont pas concernés par la règle n°2 du projet de SAGE VNVC.

#### Avis de la commission d'enquête :

3a :

La commission d'enquête estime les réponses satisfaisantes :

1/ la nouvelle carte 17 apporte toute la lisibilité nécessaire.

2/ le délai de 3 ans pour le calendrier prévisionnel.

3/ le porté à connaissance qui regroupe les études en matière de prévention des risques ou de protection de l'environnement.

**4/ les éléments de réponse des MO doivent être ajouté à l'énoncé de la règle n°2 (proposition d'amélioration du projet).**

1a :

Toutes les dispositions du SAGE vont dans le sens de l'intérêt général.

2a :

La lutte contre la présence de nitrate dans l'eau potable est à juste titre privilégiée dans les dispositions du SAGE dont la mise en œuvre des zones de sauvegarde.

2b :

La CCBTA est destinataire de l'information recherchée grâce à l'arrêté préfectoral adressé à la commune concernée.

2d :

La réponse de la CLE nous paraît satisfaisante car elle apporte une estimation financière.

**Enjeu 3 - Qualité des eaux superficielles et des milieux aquatiques associés**

1	Communauté de communes Beaucaire Terre d'Argence	3 remarques : 1a, 1b, 1c <b>Avis défavorable argumenté</b>
2	COGEPOMI	3 remarques : 2a, 2b, 2c <b>Avis favorable argumenté</b>
3	Communauté Agglomération Nîmes Métropole	6 remarques : 3a, 3b, 3c, 3d, 3e, 3f <b>Courrier du 22 mai 2019</b>

	Avis PCP	Réponses MO
1a	La CCBTA juge en péril la faisabilité des futures opérations concernant les zones d'activités de Broussan et de la Salicorne suite aux prescriptions décrites dans le PGAD de prévoir la remise en état de zones humides existantes ou la création de nouvelles zones humides avec des mesures compensatoires de valeur guide de 200%.	La CLE précise que ces éléments sont issus d'une mesure de gestion du PAGD et ne revêt pas un caractère obligatoire.
1b	La CCBTA constate que si des pollutions ponctuelles ou accidentelles arrivent, il est primordial de mesurer les impacts et d'alerter voire inquiéter les responsables.	La disposition 3B-06 « Améliorer la coordination des interventions lors d'une pollution ponctuelle ou accidentelle » vise d'après la CLE à établir une hiérarchisation des risques potentiels, à mieux coordonner les interventions lors de dysfonctionnements avérés et à diffuser le bilan des actions correctives menées.
1c	La CCBTA souhaite ramener le temps de 15 ans à 10 ans pour dimensionner les nouveaux systèmes épuratoires pour être en phase avec les projections démographiques élaborées dans les documents d'urbanisme	La CLE précise que la mise en œuvre de cette disposition est vivement recommandée sans pour autant revêtir un caractère obligatoire.

2a	<p>Le COGEPOMI constate que les enjeux généraux de préservation et de restauration des populations de poissons grands migrants n'apparaissent pas directement dans le projet. Ni le PAGD, ni l'atlas cartographique ne mentionnent le règlement européen anguille, le plan national anguille ou le PLAGEPOMI Rhône-Méditerranée.</p>	<p>En réponse la CLE propose d'ajouter les mentions suivantes au projet de PAGD :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Chapitre 2.1.2.3 : « Sur le périmètre du SAGE, les milieux aquatiques sont pauvres en diversité écologique, tant du point de vue faunistique que floristique. Toutefois le Vistre est inclus dans la Zone d'Action Prioritaire (ZAP) pour laquelle l'anguille, tel qu'identifié par le Plan de Gestion des Poissons Migrateurs du bassin Rhône-Méditerranée 2016-2021 ». Une carte (n°27) sera ajoutée illustrant que le Vistre est en ZAP.</li> <li>- Chapitre 3.1.3 : les milieux aquatiques sont pauvres en diversité écologique, tant du point de vue faunistique que floristique. Néanmoins le Vistre est identifié comme cors d'eau à enjeu migrant amphihalien (anguille) par le PLAGEPOMI.</li> <li>- Disposition 3C-01 : « Or sur le périmètre du SAGE, les milieux riverains des cours d'eau sont pauvres en diversité écologique, tant du point de vue faunistique que floristique. Le Vistre est néanmoins inclus dans la ZAP pour l'anguille définie par le PLAGEPOMI 2016-2021, ce qui lui confère des objectifs de préservation et de restauration de la colonisation des habitats par l'anguille ».</li> </ul> <p>« La mise en œuvre du schéma de revitalisation doit permettre l'établissement d'un corridor durable suffisamment large et la mise en œuvre de cortèges floristiques et faunistiques endémiques largement diversifiés. En outre la mise en œuvre du schéma de restauration morphologique et de revitalisation des cours d'eau doit intégrer : tenir compte des enjeux généraux de préservation et de restauration des populations de poissons grands migrants amphihalins comme l'anguille tel que défini par le PLAGEPOMI 2016-2021 pour le Vistre ».</p>
2b	<p>Le COGEPOMI demande que la mise en œuvre du PAGD tienne bien en compte les objectifs afférents aux poissons grands migrants.</p>	<p>La CLE propose de modifier en ce sens les indicateurs de suivi des dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Disposition 3C-01 : Ajouter le « suivi des populations de poissons, y compris grands migrants » dans les indicateurs de suivi et l'ajouter au chapitre 5.4 tableau de bord du SAGE</li> <li>- Disposition 3C-03 : Ajouter le « suivi des populations de poissons y compris grands migrants » dans les indicateurs de suivi et l'ajouter au chapitre 5.4 tableau de bord du SAGE</li> </ul>



2c	<p>Le COGEPOMI souhaite que le schéma de restauration morphologique et de revitalisation des cours d'eau et des milieux aquatiques prévus par la disposition 3C-01 d'une part et la préservation des zones humides du territoire prévue par la disposition 3C-05 d'autre part doivent intégrer l'enjeu de préservation du cycle de vie des poissons migrateurs et surtout de l'anguille.</p> <p>Le COGEPOMI propose que la structure porteuse du SAGE communique les actions menées sur les espèces amphihalines auprès des différents publics et à les faire connaître à la DREAL de bassin qui en informera le COGEPOMI</p>	<p>La CLE renvoie à sa réponse (supra 2b) sur la proposition de modification du contenu de la disposition 3C-01.</p> <p>Concernant la 3C-05 la CLE souhaite identifier les zones humides non connues de moins de 1 ha afin de les préserver.</p> <p>Les modalités de gestion éventuelles seront définies suite à cette identification, à priori lors de la révision du SAGE, ainsi l'intégration de l'enjeu de préservation du cycle de vie des poissons migrateurs et surtout de l'anguille, trouvera alors sa place lors de la définition des plans de gestion des zones humides de moins de 1 ha.</p>
3a	<p>Nîmes Métropole souhaite faire retirer du document les objectifs de la disposition 3B-02 relatifs à l'amélioration des systèmes d'assainissements domestiques collectifs.</p>	<p>La CLE renvoie à l'étude prospective de la qualité physico-chimique des cours d'eau réalisée en 2011-2012 pour le groupement de commande EPTB Vistre et Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole. Cette étude portait sur la définition des orientations stratégiques à mettre en place sur le territoire en vue d'atteindre l'objectif de « bon état écologique » fixé par la DCE.</p> <p>Dans le scénario 5 de cette étude il était proposé que le traitement poussé du phosphore (concentration en sortie inférieure à 1mg/l), par toutes les unités de traitement des eaux usées du bassin versant, permettait d'atteindre les objectifs assignés au phosphore pour plus de la moitié du linéaire du Vistre, mais restait insuffisant pour les affluents.</p>
3b	<p>Dans la disposition 3B-02, Nîmes Métropole propose de retirer la mention des 3 ans ou à minima de restreindre cette condition de délai aux dysfonctionnements des systèmes d'assainissement domestiques collectifs, ayant un impact fort sur le milieu</p>	<p>La CLE dans cette disposition précise que « afin de tenir compte de la capacité financière des maîtres d'ouvrage, soient réalisées en priorité les actions ayant des impacts forts sur l'amélioration de la qualité des eaux superficielles ».</p>

3c	Dans la disposition 3B-02, Nîmes Métropole ne souhaite pas faire imposer, lors des marchés de travaux de stations de traitement des eaux usées de capacité supérieure ou égale à 10 000 équivalent habitant, la création de bassins de confinement de rejets accidentels de boues entre le rejet et le milieu récepteur.	La CLE préconise pour toutes les stations d'épuration du périmètre du SAGE la création de bassins de confinements de rejets accidentels de boues mais cette réalisation n'est pas imposée.
3d	Dans la disposition 3B-02 pour les STEP de capacité supérieure à 10 000 éq/h, Nîmes Métropole considère que la mise en place systématique de l'analyse d'une zone de rejets végétalisés (ZRV) ne doit pas avoir lieu mais uniquement en cas de spécificités locales.	La CLE précise que la finalité de l'étude est d'évaluer les avantages et inconvénients de la mise en place de ZRV au regard des contraintes locales précisées dans la disposition 3B-02 (caractère affleurant de la nappe, connaissance pédologiques, contexte méditerranée) et de conclure à la pertinence ou non de sa mise en oeuvre.
3e	Nîmes Métropole propose une adaptation cas par cas, pour l'auto surveillance des stations de traitement des eaux usées et des systèmes d'assainissement, relative à la mise en place d'une analyse de la qualité des masses d'eaux en un point amont et un point aval du rejet effluents urbains ou industriels traités	La CLE rappelle que cette disposition(3B-04) relève d'une typologie d'actions et que comme précisé au paragraphe 4 du projet du PAGD, son application est vivement préconisé sans pour autant revêtir un caractère obligatoire.
3f	Nîmes Métropole, compte tenu des surcoûts importants pour toutes les nouvelles stations de traitement des eaux usées urbaines devant mettre en œuvre un renforcement du traitement du phosphore et de l'azote, propose de retirer cette règle n°4.	La CLE avait demandé, dans un courrier du 17 juillet 2018 adressé à Nîmes Métropole de préciser l'estimation des coûts liés au renouvellement des compteurs d'eau, au traitement de l'azote et du phosphore. Il a été répondu dans le courriel du 27 juillet 2018 que les éléments n'étaient pas disponibles à ce jour et que cette estimation était dépendante de nombreux paramètres.

Les remarques 1a 1c 2a 2b ne suscitent pas de questions de notre part.

Questions de la commission d'enquête :

La commission d'enquête souhaite avoir une réponse sur les remarques 1b 2c, 3a, 3b, 3d, 3e

✓ 1b :

La CCBTA constate que si des pollutions ponctuelles ou accidentelles arrivent, il est primordial de mesurer les impacts et d'alerter voire inquiéter les responsables. Les mesures prises ne vont pas inquiéter les responsables, comme le demande la CCBTA.

✓ 2c :

La CLE ne réponds pas sur la demande (COGEPOMI) de communication des actions menées sur les espèces amphihalines.

✓ 3a : Référence dossier : disposition 3B-02

Dans le scénario 5 de cette étude il était proposé que le traitement poussé du phosphore (concentration en sortie inférieure à 1mg/l), par toutes les unités de traitement des eaux usées du bassin versant, permettait d'atteindre les objectifs assignés au phosphore pour plus de la moitié du linéaire du Vistre, mais restait insuffisant pour les affluents.

Que demande la mise en place de cette mesure en terme d'investissement et de coût ?

✓ 3b : Disposition 3B-02.

Nîmes Métropole propose de retirer la mention des 3 ans ou à minima de restreindre cette condition de délai aux dysfonctionnements des systèmes d'assainissement domestiques collectifs, ayant un impact fort sur le milieu. La CLE dans cette disposition précise que « afin de tenir compte de la capacité financière des maîtres d'ouvrage, soient réalisées en priorité les actions ayant des impacts forts sur l'amélioration de la qualité des eaux superficielles ».

La CLE ne donne pas de délai pour réaliser les actions mises en œuvre.

✓ 3c 3d :

En quoi consiste une filtration tertiaire ?

✓ 3e : Référence dossier : disposition 3B-04

En quoi les prescriptions de fréquences de contrôle sont elles différentes de celles de l'arrêté du 21 juillet 2015 ?

✓ 3f : Référence dossier : règle 4

- Les projets ICPE n'ont pas tous le même degré d'impact sur l'environnement. Faites-vous une distinction à ce sujet ?
- Pourquoi la règle n'aborde-t-elle pas le cas des STEP existantes ?

Réponse des maîtres d'ouvrage :

*1b/ La demande de la CCBTA relève plus d'une mission :*

- *de la police de l'eau habilitée aux activités de contrôle administratif et judiciaire du respect des prescriptions édictées dans les actes administratifs d'autorisation ou de déclaration et à la recherche des infractions aux réglementations dans le domaine de l'eau ;*
- *de l'agence française pour la biodiversité, dont l'une des missions est de prévenir et contrôler les atteintes à l'eau et à la biodiversité.*

*2c/ Etant donné qu'aucune action de ce type n'est réalisée sur le périmètre du SAGE VNVC,*

*aucune communication n'est à mener.*

*3a/ Cette mesure implique, au sein de la station de traitement des eaux usées, l'aménagement d'un étage spécifique (apport de chlorure ferrique par exemple) induisant un volume de boues supplémentaires à traiter.*

*L'évaluation du coût n'a pas pu être mesurée, bien que la question ait été posée à un maître d'ouvrage territorial.*

*3b/ La disposition 3B-02 précise que les actions ayant des impacts forts sur l'amélioration de la qualité des eaux superficielles soient réalisées en priorité, dans un délai de 3 ans après approbation des programmes de travaux.*

*3c/ 3d/ La filtration tertiaire est un procédé pour éliminer les éléments indésirables tels que les matières en suspension, le phosphore et les composés spécifiques pour améliorer la qualité de l'eau épurée en vue de leur rejet dans le milieu naturel ou de leur réutilisation. Par exemple, la filtration sur sable permet d'atteindre des rendements d'élimination des matières en suspension proches de 80 %.*

*3e/ L'arrêté du 21 juillet 2015 vise les systèmes d'assainissement collectif et les installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5. La disposition 3B-04 du projet de SAGE VNVC vise quant à elle toutes les stations de traitement des eaux usées du périmètre SAGE devant traiter une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de demande biochimique en oxygène mesurée à 5 jours (DBO5).*

*3f/ La règle 4 du projet de SAGE VNVC ne s'intéresse uniquement qu'à toutes les unités de traitement des eaux usées urbaines (IOTA) et industrielles (ICPE) devant traiter une charge brute de pollution organique supérieure à 120 kg de DBO5 (soit une capacité de plus de 2 000 EH) et non à toutes les ICPE.*

*Il est à noter que les attendus mentionnés dans cette règle 4 aux A1/ et A2/ sont cumulatifs et qu'il en va de même pour les attendus du B1/ et B2/. Cette précision sera apportée dans le texte.*

*Le projet de SAGE VNVC n'a pas vocation à être rétroactif ; aussi, il ne vise que les nouvelles unités de traitement des eaux usées.*

#### Avis de la commission d'enquête :

*1b/ En effet la demande de la CCBTA relève de la police de l'eau ou de l'agence Française pour la biodiversité.*

*2c/ La commission d'enquête juge la réponse des MO pertinente car aucune action de ce type n'est menée sur le territoire.*

*3a 3b/*

*La commission d'enquête rappelle l'objectif DCE d'obtention en sortie de STEP d'une concentration de phosphore inférieure ou égale à 1mg/l. Elle approuve la disposition en question. La diminution de la concentration en phosphore fait partie, par définition, des actions à impact fort. La commission fait remarquer que le délai de 3 ans prend place après l'approbation du SDA.*

*Il faut aussi noter que dans l'énoncé de la règle n°4 paragraphe 2, les valeurs de concentration maximales des effluents rejetés ne sont pas indiquées. Ces valeurs seront définies au cas par cas après la mise à jour du modèle de simulation de la qualité des eaux superficielles applicables aux projets IOTA et ICPE.*

*3c 3d/*

*La disposition envisage le cas des surcharges accidentelles dues à un dysfonctionnement interne ou, en amont, à un dysfonctionnement des réseaux de collecte. Lors de notre visite de la STEP*

de Nîmes nous avons constaté que la filtration tertiaire est utilisée et permet d'optimiser le process. La disposition a pour but de mener une étude d'évaluation.

3e/

Cette disposition complète par des indications de fréquences celles de l'arrêté du 21 juillet 2015. L'auto surveillance comprend les contrôles d'effluents en entrée et en sortie de station Il est judicieux de mesurer l'impact des rejets d'une STEP sur un cours d'eau, par des prélèvements effectués à l'amont et aval du lieu de rejet. La commission d'enquête est favorable à cette disposition.

3f/

La diminution de la concentration en phosphore est une action à impact fort sur la qualité des eaux superficielles. L'objectif du respect des valeurs limites est central dans le PAGD.

La règle est précisée : pour les stations de plus de 10 000 EH l'étude avant réalisation pourra diminuer les taux réglementaires. **(proposition d'amélioration du projet).**

#### Enjeu 4 - Risque inondation

1	Communauté de communes Beaucaire Terre d'Argence	3 remarques : 1a, 1b, 1c <b>Avis défavorable argumenté</b>
2	Communauté Agglomération Nîmes Métropole	1 remarque : 2a. <b>Courrier du 22 mai 2019</b>
3	Nîmes	1 remarque : 3a <b>Avis favorable argumenté</b>

	Avis PCP	Réponses MO
1a	La CCBTA ne souhaite pas que soit imposé une surverse de sécurité des systèmes de compensation, de rétention, préférentiellement par épandage diffus la parcelle, plutôt que de rejoindre le réseau public ou privé. L'épandage diffus se révèle être propice à la présence d'eau stagnante et donc à a vie et au développement du moustique.	<p>La DDTM du Gard indiquait dans son courrier du 16 novembre 2018 que les préconisations proposées dans cette règle n°1 étaient moins restrictives que celles issues du guide technique pour l'élaboration des dossiers loi sur l'eau. Le projet du SAGE intègre la modification demandée par le service instructeur des dossiers d'autorisation environnementale.</p> <p>La problématique de développement du moustique est prise en compte dans la règle n°1 mais uniquement vis à vis du maintien d'un volume mort en fond de dispositif.</p> <p>La présence du volume mort est particulièrement nécessaire dans les zones d'activités et à proximité des voiries et est à évaluer au cas par cas pour les zones pavillonnaires ou les lotissements en raison de la prolifération des moustiques.</p> <p>La problématique de développement du moustique n'a pas lieu d'être pour la surverse de sécurité.</p>

1b	La disposition, qui limite l'imperméabilisation nouvelle des sols, la réduction de l'impact des nouveaux aménagements voire diminuer la surface imperméabilisée initiale, pour tout projet, est jugée par la CCBTA dépassant le cadre réglementaire et rajoute encore des contraintes et des normes locales aux normes nationales.	La CLE précise que les « projets de surface inférieure à 1 ha tout comme ceux rejetant les eaux pluviales dans un réseau de collecte collectif quelle que soit la surface aménagée concernée , sont quant à eux exemptés de dépôt de dossier réglementaire au titre de la loi sur l'eau mais peuvent être soumis à des prescriptions définies par le gestionnaire du réseau pluvial. Il est aussi nécessaire de prendre en compte les impacts cumulés ».
1c	La CCBTA demande qu'en est il en zone urbaine, fuseau identifié dans la fiche 3C-01 de l'emprise de bon fonctionnement (EBF) des cours d'eau qui se présente sous 3 fuseaux types ?	La CLE propose d'apporter des précisions suivantes dans la rédaction de disposition 4B-01 : « à travers sa disposition 4B-01, le SAGE préconise la prise en compte de cet EBF dans les documents d'urbanisme en tant que composante des Trames Vertes et Bleues » « L'EPTB Vistre pour la future structure syndicale propose de mettre en oeuvre le contour cartographique de l'EBF défini à l'échelle de chaque PLU, et d'accompagner les collectivités territoriales ou leurs établissements publics locaux pour la représentation de ce tramage dans les documents graphiques( sous forme de trame spécifique indicée EBF) et prise en compte dans le règlement associé.
2a	Dans l'extrait de la règle n°1 qui prescrit un dimensionnement réglementaire concernant le dimensionnement des systèmes de compensation, de rétention et d'infiltration, Nîmes Métropole pense que ce dimensionnement n'est pas applicable en zone urbaine dense et souhaite que soit ajouté « hors centre village et zone urbaine dense » en début de règle.	La DDTM du Gard indiquait dans son courrier du 16 novembre 2018 que les préconisations proposées dans cette règle n°1 étaient moins restrictives que celles issues du guide technique pour l'élaboration des dossiers loi sur l'eau. Le projet du SAGE intègre les modifications demandées par le service instructeur des dossiers d'autorisation environnementale. Dans le cas des lotissements, la surface imperméabilisée utilisée pour calculer les mesures compensatoires est majorée en fonction de la superficie du lot. Ainsi la valeur de 100l/m <sup>2</sup> de surface imperméabilisée prend en compte la valeur majorée et non la valeur réelle.
3a	La ville de Nîmes pense qu'il est excessif et trop précis d'obliger d'inscrire dans le PADD, documents graphiques et dans les OAP l'objectif de protection de l'Espace de Bon fonctionnement des cours d'eau.	La CLE précise que le SCoT Sud Gard révisé intègre les enjeux et objectifs du projet SAGE VNVC.

Les remarques 1a 1b 1c ne suscitent pas de questions de notre part.

#### Questions de la commission d'enquête :

La CE souhaite avoir une réponse sur les remarques 2a et 3a.

✓ 2a : Référence dossier, disposition 4C-02 et enjeu 1

Nîmes métropole, dans son courrier, fait une remarque au sujet de la disposition 4C-02. Les MO ne la prennent pas en compte.

Dans l'extrait de la règle n°1 qui prescrit un dimensionnement réglementaire concernant le dimensionnement des systèmes de compensation, de rétention et d'infiltration, Nîmes Métropole pense que ce dimensionnement n'est pas applicable en zone urbaine dense et souhaite que soit ajouté « hors centre village et zone urbaine dense » en début de règle. Dans le cas des lotissements, la surface imperméabilisée utilisée pour calculer les mesures compensatoires est majorée en fonction de la superficie du lot. Ainsi la valeur de 100 l/m<sup>2</sup> de surface imperméabilisée prend en compte la valeur majorée et non la valeur réelle

Si la surface imperméabilisée est majorée le volume du bassin de rétention ne sera t'il pas plus important et pénalisera-t-il d'autant plus les réalisations d'aménagement ?

✓ 3a : Référence dossier, disposition 4B-01 EBF. Ville de Nîmes. Obligations des articles L151-5, L151-6 du code de l'urbanisme.

« Ce principe d'obligation d'inscription dans les stratégies du PADD semble excessif et trop précis ». « Ainsi les possibilités évoquées par le SAGE sont d'ores et déjà intégrées dans le code de l'urbanisme ».

Quels sont les apports du projet au regard de cette remarque ?

#### Réponse des maîtres d'ouvrage :

2a/

• La remarque formulée par la Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole sera traitée dans le cadre des projets de revitalisation.

• Hors espaces publics communs, la majoration des surfaces imperméabilisées par lot se base sur le constat suivant : propension des occupants à imperméabiliser progressivement une parcelle au-delà du seul bâti initial (terrasse, allée bétonnée, piscine...). La surface totale imperméabilisée par lotissement est égale à la somme des surfaces imperméabilisées par lot ajoutée à la surface imperméabilisée par les espaces publics (voiries, aires de jeux...).

3a/ Cette disposition s'adresse au SCoT Sud Gard en vigueur sur le périmètre du SAGE VNVC.

Le PLU devant être compatible avec le SCoT, la compatibilité du PLU avec le SAGE se fait par le biais du SCoT.

L'apport du projet de SAGE VNVC, à travers cette disposition 4B-01, consiste à proposer des principes d'intégration de l'EBF dans les documents de PLU (outil opérationnel avec proposition de zonage et règlement associé).

#### Avis de la commission d'enquête :

2a/

- Disposition 4C02. La proposition de Nîmes Métropole précise les cas d'arasement des merlons de curage. **La précision est utile et doit être prise en compte dans la disposition (proposition d'amélioration du projet).**

- **Il serait judicieux de préciser dans l'énoncé de la règle n°1 que la majoration des surfaces imperméabilisées, dans le cas des lotissements, est fonction de la surface imperméabilisée par les espaces publics (voiries, aire de jeux....) surface qui vient s'ajouter au bâti initial (proposition d'amélioration du projet).**

3a/ Il est utile de conserver l'objectif de protection de l'Espace de Bon fonctionnement des cours d'eau. Le SCoT en cours de révision reprend cette disposition.

## Enjeu 5 - Gouvernance et communication

1	Communauté de communes Beaucaire Terre d'Argence	1 remarque : 1a <b>Avis défavorable argumenté</b>
2	Nîmes	1 remarque : 2a <b>Avis favorable argumenté</b>
3	Syndicat Mixte de la Camargue Gardoise	1 remarque : 3a <b>Avis favorable argumenté</b>

	Avis PCP	Réponses MO
1a	La CCBTA ne souhaite pas que la CLE soit considérée comme autorité compétente en matière d'environnement, de part sa composition elle a une vocation de comité de pilotage et non d'une expertise technique.	Dans la disposition 5C-01 la CLE souligne qu'elle souhaite être associée et consultée par ces collectivités au titre d'organisme compétent en matière d'environnement, et ce le plus en amont possible des démarches (SCoT, PLU, PLUi) et non en qualité d'autorité compétente en matière d'environnement.
2a	La ville de Nîmes fait la même remarque que la CCBTA ci-dessus	
3a	La MRAe avait demandé au Syndicat Mixte de la Camargue Gardoise de développer le paragraphe traitant de la complémentarité avec le SAGE VNVC et de montrer plus spécifiquement les éléments de fonctionnalités qui lie ses deux SAGE afin de présenter une carte montrant les périmètres des 2 SAGE et l'ensemble des continuités hydrographiques entre ces deux territoires.  Une carte a été co-réalisée et le syndicat demande qu'elle soit intégrée dans l'atlas cartographique du SAGE VNVC.	La CLE fait constater que la MRAe a fait la même remarque sur le projet SAGE VNVC. Etant donné que les réponses ont été retravaillées avec l'animatrice du SAGE Camargue Gardoise il est proposé de les reprendre dans le projet SAGE VNVC, dans l'enjeu gouvernance, dans l'enjeu qualité des eaux et des milieux aquatiques et dans l'enjeu inondation.  L'atlas cartographique du projet SAGE VNVC sera compléter par la carte 27 « Enjeux inter-SAGE » permettant d'illustrer l'ensemble des continuités hydrographiques entre ces deux 2 territoires et les enjeux communs.



Les remarques 1a 2a ne suscitent pas de questions de notre part.

Questions de la commission d'enquête :

✓ 3a :

Pour la partie communication avec le grand public, et compte tenu de la proximité des deux territoires, pourquoi ne pas avoir une communication commune aussi bien sur la présentation du projet que de façon continue durant la vie des deux SAGE ?

Réponse des maîtres d'ouvrage :

*Ce sujet n'a, jusqu'alors, pas été abordé entre les porteurs de ces deux SAGE. Cette proposition peut être évoquée entre les Présidents et Vice-Présidents des CLE et/ou dans le cadre de la coordination inter-SAGE.*

Avis de la commission d'enquête :

✓ 3a : La commission note la possibilité d'un rapprochement sur ce sujet par les 2 entités.

✓ 1a, 2a : La commission note que la CLE reste un organe de consultation pour les collectivités qui le veulent, dans le domaine environnemental, sans être une autorité décisionnaire.

**Commune de Meynes**

Dans son avis favorable la commune rappelle que le captage des Mugues est prioritaire au regard du projet. Est-il possible de le localiser sur les cartes 16 et 17 ?

Réponse des maîtres d'ouvrage :

*Cette précision peut être apportée sur les cartes 16 et 17 du projet d'atlas cartographique ; cependant pour des questions de lisibilité, il est impossible de faire apparaître tous les noms des captages. Est-il ainsi nécessaire de ne faire apparaître qu'un seul nom de captage ?*

Avis de la commission d'enquête :

**Les MO créent la carte n° 17-1 afin de localiser le captage des Mugues (annexe n°5). Il est utile de faire apparaître le nom des captages sur toutes les cartes 17 (proposition d'amélioration du projet).**

**Comité de bassin Rhône Méditerranée**

La délibération du Comité de bassin Rhône Méditerranée date du 29/03/2019. Les recommandations, demandes et invitations émises dans la délibération sont de ce fait, à priori, prises en compte dans le projet.

Confirmez-vous ce point, en particulier à propos de l'intégration des niveaux piézométriques de référence ?

Réponse des maîtres d'ouvrage :

*En effet, les différentes recommandations, demandes et invitations formulées par le Comité de bassin Rhône Méditerranée sont prises en compte dans le projet de SAGE VNVC. Quant aux niveaux piézométriques de référence, objet de la disposition IC-02, il est prévu que ceux-ci soient définis suite à la réalisation du modèle hydrodynamique de simulation du fonctionnement*

*de la nappe de la Vistrenque.*

Avis de la commission d'enquête :

Dont acte.

### **Commune de Bellegarde - Agricultures et territoires**

Quelles sont les contraintes imposées aux agriculteurs par les Zones de Sauvegarde ?

Réponse des maîtres d'ouvrage :

*Aucune contrainte n'est imposée par les Zones de Sauvegarde aux agriculteurs dans le cadre de ce projet de SAGE VNVC.*

Avis de la commission d'enquête :

La disposition 2B-07 rappelle les bonnes pratiques à disposition des agriculteurs.

### **Camargue Gardoise**

✓ Le syndicat Camargue Gardoise, dans l'**avis n°1** de sa réponse à la consultation des assemblées sur le projet de SAGE, propose de modifier la légende de la carte 18 intitulée « Cours d'eau et Zones humides » en faisant apparaître les zones humides ou potentiellement humides connues-2017 et en reprenant les sous légendes de la carte n°32 du SAGE Camargue Gardoise à savoir :

- en vert : zone humide à caractère naturel, exploitée ou non,
- en jaune : zone de vigilance à rotation de cultures annuelles-potentiel humide à confirmer,
- en rose : zone humide exploitée pour la saliculture.

Réponse des maîtres d'ouvrage :

*La demande d'harmonisation des données cartographiques relatives aux zones humides cartographiées par le Syndicat Mixte de la Camargue Gardoise permet d'assurer la cohérence avec le contenu du SAGE Camargue gardoise adopté par la CLE en avril 2019. Aussi, la modification demandée sera effectuée sur la carte 18 "cours d'eau et zones humides" du projet de SAGE VNVC, à l'issue de l'enquête publique (cf page 25 de la pièce n°5 du dossier d'enquête publique du projet de SAGE VNVC).*

Avis de la commission d'enquête :

La commission d'enquête prend acte de la réponse des MO qui acceptent l'harmonisation entre les cartes n°32-SAGE Camargue Gardoise et 18-SAGE VNVC concernant la représentation des zones humides (**proposition d'amélioration du projet**).

✓ **Dans l'avis n°3**, le syndicat propose :

- De modifier le texte du paragraphe « Espaces naturels et biodiversité » du PAGD en page 21: en ajoutant « Paysages » au paragraphe « Espaces naturels et biodiversité », en retirant dans l'alinéa de ce paragraphe la phrase « Ce secteur aval bénéficie....., légendaire ou pittoresque, en complétant à la fin du paragraphe le périmètre Grand site de France sur sa partie Sud, 3 sites classés 1 site inscrit...
- D'intégrer dans l'atlas cartographique du SAGE VNVC du périmètre du Grand Site de France Camargue Gardoise, les 4 sites classés.
- De restructurer les 3 cartes suivantes de l'atlas cartographique pour une meilleure lisibilité

- Carte n°25-1 en faisant apparaître le grand site de France , Site RAMSAR Petite Camargue et Réserve de Biosphère,
- Carte n°25-2 en faisant apparaître les sites Natura 2000, les 4 sites classés et le site inscrit « Ensemble formé par la Camargue (partie Gard » ,
- Carte n°25-3 en faisant apparaître les ZICO, ZNIEFF 1 et ZNIEFF 2.

Réponse des maîtres d'ouvrage :

*Il est proposé d'intégrer un descriptif plus succinct du label Grand Site de France au paragraphe 1.2.3 du projet de PAGD. Ce descriptif a été co-rédigé et validé par la cheffe du service Paysage, patrimoine et écotourisme du Syndicat Mixte de la Camargue gardoise le 4 juillet 2019.*

*Quant à la cartographie associée, il est envisagé de réaliser une carte mettant en lumière les périmètres du Grand site de France Camargue gardoise, des 4 sites classés et du site inscrit, en illustration du paragraphe 1.2.3 (à condition que le rendu soit lisible). Il apparaît que les gorges du Gardon ne sont pas encore labellisées « Grand Site de France » contrairement au pont du Gard (qu'il faudra sans doute ajouter à la cartographie du « Grand site de France Camargue gardoise »).*

*Enfin, la proposition de hiérarchisation des données cartographiques des cartes 25 -1 à 25-3 sera réalisée à l'issue de l'enquête publique du projet de SAGE VNVC (cf pages 26-27 de la pièce n°5 du dossier d'enquête publique du projet de SAGE VNVC).*

Avis de la commission d'enquête :

La commission d'enquête prends acte de la réponse du MO qui accepte la modification demandée sur la carte n°18 de l'atlas « cours d'eau et zones humides » (**proposition d'amélioration du projet**).

✓ **Dans l'avis n° 4** il précise qu'il sera nécessaire que la mise en œuvre du SAGE VNVC s'articule en cohérence avec la gestion du Grand Site de France et l'animation de nos sites Natura 2000. Si nécessaire une commission inter-SAGE pourra être initiée à ce sujet.

Réponse des maîtres d'ouvrage :

*Ce sujet peut, en effet, faire l'objet d'une commission inter-SAGE.*

Avis de la commission d'enquête :

La commission d'enquête prends acte de la réponse des MO.

### **3.2 - Analyse de l'avis rendu par l'Autorité Environnementale**

L'avis a été rendu par la Mission Régionale d'Autorité Environnementale de la région Occitanie (MRAe) le 30 avril 2019.

La MRAe précise qu'il permet de faciliter la participation du public à l'élaboration des décisions qui le concernent. Cet avis ne porte pas sur l'opportunité du projet de plan ou de document présentée par le maître d'ouvrage, mais sur la prise en compte de l'environnement dans le projet. Il n'est donc ni favorable ni défavorable. Il vise à améliorer la conception du plan ou du document.

Nous suivons l'ordre des sujets traités dans l'avis détaillé.

D) L'AE présente tout d'abord, au paragraphe ( I ), le projet de SAGE et le territoire concerné.

Elle identifie ensuite 3 enjeux environnementaux :

- Amélioration de la qualité des eaux souterraines et préservation quantitative des ressources

- Gestion du risque inondation et des menaces
- Amélioration de la qualité des eaux superficielles et des milieux aquatiques et préservation des zones humides et de la biodiversité

**Remarque de la commission d'enquête :**

Ces enjeux environnementaux se retrouvent dans les orientations stratégiques du projet. Les aspects quantitatifs et qualitatifs sont dans ce dernier séparés et développés avec précision.

Les maîtres d'ouvrage répondent point par point tout en précisant qu'il s'agit de propositions de réponse qui seront soumises à la CLE après l'enquête publique.

**La commission considère que les propositions de réponse des MO font partie du dossier. Elle les prend en compte.**

II) Rapport environnemental

L'AE analyse ensuite au paragraphe ( II ) la démarche d'évaluation environnementale et la qualité du rapport (pièce 4 : évaluation environnementale).

De façon générale, elle estime qu'elle est insuffisante dans les domaines suivants : efficacité environnementale, démarche itérative et interactive, accompagnement de l'élaboration du projet, analyse critique, démonstration quant à l'atteinte des objectifs poursuivis par le SAGE. Dans le but de favoriser l'appropriation par le public, elle souhaite une présentation plus intégratrice de l'état initial et des pressions, à mettre en lien avec les objectifs et dispositions du SAGE, afin de mettre en évidence les apports de ce dernier.

La MRAe recommande :

- D'améliorer le rapport environnemental sur la forme pour une meilleure appropriation du public par l'insertion de synthèses à la fin de chaque paragraphe et sur le contenu, de présenter sous forme de tableau les principaux points issus de l'état initial, leurs tendances évolutives attendues, les pressions et les enjeux qui en découlent pour le SAGE et d'autre part les objectifs et dispositions qui en résultent.
- La MRAe précise que le rapport doit expliquer ce que l'évaluation environnementale a apporté aux choix de la stratégie du SAGE en termes d'amélioration de la prise en compte de l'ensemble des facteurs environnementaux au regard du bon fonctionnement des masses d'eau et des milieux aquatiques.
- La MRAe recommande que le rapport intègre le tableau du plan d'aménagement et de gestion durable (PAGD).
- Elle recommande la mise en œuvre des dispositions et règles du SAGE telles que prévues, et que le travail engagé soit poursuivi jusqu'à l'atteinte du bon état écologique et chimique des masses d'eau et des milieux aquatiques associés.

Les maîtres d'ouvrage apportent des réponses argumentées. Des résumés et tableaux favorisant la lecture sont insérés dans le rapport environnemental. Ainsi les maîtres d'ouvrage proposent un résumé non technique et des supports de synthèse par enjeux. Ils rappellent les thématiques, identifiées dans l'évaluation environnementale :

- mesures de lutte contre la pollution par les nitrates et les résidus de produits phytosanitaires,
- mesures de réduction des risques industriels,
- mesures de lutte contre l'eutrophisation du Vistre,
- transversalité des approches eau/urbanisme,
- réseau de suivi adapté de la qualité des eaux,

- élaboration des schémas directeurs d'assainissement,
- problématique des anguilles et poissons migrateurs,
- identification des zones humides d'intérêt environnemental particulier,
- problématique des espèces invasives,
- développement des énergies renouvelables.

**La commission d'enquête remarque que l'évaluation environnementale et le PAGD sont de fait 2 documents qui traitent du même sujet :** état du territoire et moyens proposés pour atteindre les objectifs ou orientations stratégiques dans le domaine de la ressource en eau. Ceci explique que l'évaluation environnementale apparaisse comme une seconde formulation du projet. Son élaboration, dans le domaine environnemental, fait l'objet d'une démarche itérative et interactive constante comme le souhaite l'AE.

Dans ce cadre répétitif, les recommandations de l'AE sont difficiles à situer par rapport au projet et restent, par la formulation et le vocabulaire employés, peu accessibles au public. Les propositions d'amélioration du rapport sont par contre concrètes : utilisation de synthèses, de tableaux, ajout d'un résumé non technique....

**Elles sont prises en compte par le maître d'ouvrage.**

Chaque synthèse comprend :

- une représentation cartographique,
- les problèmes à traiter ; ils forment une synthèse de l'état des lieux,
- les réponses apportées par le SAGE ; ce sont les dispositions du PAGD. Les acteurs pressentis et une estimation des coûts sont indiqués pour chaque disposition,
- les règles qui en découlent (règles opposables à l'administration et aux tiers),
- les effets attendus sur l'environnement (répondant ainsi à la recherche d'efficacité environnementale demandée par l'AE).

**La commission d'enquête considère que l'évaluation environnementale est suffisamment complète, grâce à la rédaction d'un résumé non technique, à l'identification des thématiques. D'autre part, le PAGD présente des synthèses par enjeu.**

**La commission propose aux MO de compléter l'évaluation environnementale par les éléments suivants (proposition d'amélioration du projet) :**

- **résumé non technique présenté en pages 7- 8- 9 du mémoire en réponse à l'AE**
- **synthèses du PAGD, annexe 9.**

1 - Articulation avec les autres programmes ou documents de planification pouvant interférer

Nous rapprochons cette partie de l'avis de l'AE du paragraphe 1.3 de l'évaluation environnementale.

L'AE recense les catégories (au nombre de 10) de plans ou programmes pris en compte dans le SAGE. Elle recommande des améliorations dans les domaines suivants :

a) Analyse plus détaillée des problématiques spécifiques pointées par le SDAGE (pesticides, pollutions domestiques et industrielles) afin de préciser la contribution du SDAGE aux objectifs de bon état quantitatif et qualitatif des masses d'eaux concernées.

b) Développer le paragraphe traitant de la superposition des territoires , de la complémentarité avec le SAGE Camargue gardoise, en montrant les éléments de fonctionnalité qui lient ces deux SAGE au regard de la ressource en eau, et, de ce fait, les implications en termes de renforcement

des dispositions à prendre, et de compléter par une carte montrant l'ensemble des continuités hydrographiques entre ces deux territoires.

c) Développer l'analyse de la prise en compte des enjeux liés aux nitrates et aux pesticides, en lien avec le 6<sup>ème</sup> programme régional d'action « nitrates », les éléments connus du futur SRADDET traitant de l'agriculture, et le plan régional santé environnement.

d) Pointer précisément les dispositions du SAGE que le SCoT, en cours de révision, devra prendre en compte, en particulier vis à vis de la préservation et amélioration de la qualité de l'eau (par exemple le fait que le SCoT Sud-Gard prévoit l'intégration des zones de sauvegarde), ainsi que la préservation des milieux aquatiques, afin de s'assurer sa compatibilité avec le SAGE et d'illustrer cette analyse par une carte présentant le recouvrement des deux périmètres et le positionnement des zones de sauvegarde.

Pointage précis, à l'aide d'une carte, des dispositions du SAGE que le SCoT doit prendre en compte : zones de sauvegarde des nappes, zones de bon état du milieu aquatique

e) Préciser les dispositions du SAGE pour l'amélioration de la qualité des eaux au regard du plan de gestion de la sauvegarde de l'anguille.

**La commission d'enquête souligne que le maître d'ouvrage apporte une proposition de réponse détaillée à chaque recommandation de l'AE :**

a) Le porteur de projet rappelle que le rapport environnemental établit les liens entre l'ensemble des enjeux et objectifs poursuivis par le SAGE et les orientations fondamentales du SDAGE susceptibles d'être concernées. Les dispositions prises pour chaque thème du SAGE sont rappelées sous forme de tableau.

**b) Cette recommandation met en évidence la superposition des territoires du SAGE VNVC et du SAGE Camargue gardoise. Elle suscite une interrogation sur la pertinence d'une telle situation : avantages, inconvénients au regard des enjeux du SAGE VNVC.**

La commission d'enquête envisage les avantages et inconvénients suivants :

Avantages : connaissance du territoire favorisant la continuité et la cohérence des mesures de sauvegarde et de réhabilitation des eaux et du lit du Vistre.

Inconvénients : risque de faible efficacité de proposition et de mise en œuvre de mesures au regard de l'ampleur de la tâche ; Concrètement : oubli de certains territoires.

Cette question de « périmètre » se pose également pour la gestion des cours d'eau qui se dirigent vers le Rhône ou la plaine de Petite Camargue gérée par le SAGE Camargue Gardoise : Rieu et Campuget à Bellegarde, valat des Grottes à Saint-Gilles, Valliougues à Vauvert.

Les SAGE VNVC et Camargue gardoise sont complémentaires et partagent la même disposition 5C-02 « poursuivre et consolider la coordination inter-SAGE ». La gestion et la préservation des nappes d'eaux souterraines ainsi que la gestion et l'entretien des cours d'eaux sont pris en compte dans le cadre du SAGE VNVC, la préservation et la gestion des zones humides dans le cadre du SAGE Camargue gardoise.

**La commission prend note que le porteur de projet propose de compléter le paragraphe concerné dans l'évaluation environnementale en précisant les enjeux gouvernance, qualité des eaux, milieux aquatiques et enfin l'enjeu inondation (proposition d'amélioration du projet).**

L'évaluation environnementale et le PAGD se rejoignant sur le sujet, la commission estime que la recommandation de l'AE visant à « mettre en cohérence, voire à renforcer des dispositions ciblées entre les 2 SAGE » est prise en compte, en terme de cohérence, par la disposition 5C-02, par la carte n°27 et par le rattachement des petits cours d'eau du sud au canal du Rhône à Sète, confluence commune avec le Vistre.

Nous estimons que la superposition partielle des territoires des SAGE VNVC et Camargue gardoise est justifiée par le rattachement des cours d'eau au canal du Rhône à Sète.

**La commission d'enquête recommande aux maîtres d'ouvrage, dans le but de renforcer la cohérence territoriale décrite ci-dessus, de planifier des Espaces de Bon Fonctionnement (EBF) sur le Vistre canal et les cours d'eau du versant « canal du Rhône à Sète » des costières : Rieu, Campuget, valat des Grottes, Valliougues (proposition d'amélioration du projet).**

c) Au regard de l'appréciation de l'AE, la commission estime que le sujet de la lutte contre les nitrates et les pesticides, qui est un enjeu fondamental, est suffisamment développé dans le projet lui même.

Elle note que l'évaluation environnementale et le PAGD se rejoignent aussi sur ce point.

En effet la CLE propose, entre autres dispositions, d'identifier les pressions exercées sur la qualité de l'eau et les moyens d'agir pour les maîtriser. Elle propose également la définition de captages prioritaires et de zones de sauvegarde.

Un tableau des captages prioritaires (fig. 1) est proposé dans la pièce 6.

d) Le porteur de projet précise dans sa réponse que des échanges réguliers entre services ont eu lieu et ont permis de tenir compte des enjeux respectifs pour anticiper la mise en cohérence de la politique territoriale de l'eau (SAGE) et de celle de l'aménagement du territoire (SCoT).

Il ajoute que la disposition 5C-01 « s'assurer de la mise en cohérence des politiques de l'eau et de l'aménagement du territoire » du projet de SAGE Vistre Nappes Vistrenque et Costières (VNVC) décline les attendus en termes d'intégration des dispositions et des cartographies du projet de SAGE.

**La commission d'enquête souligne que l'efficacité du SAGE ne peut être atteinte que si les dispositions qui concerne l'urbanisation sont dans un 1<sup>er</sup> temps parfaitement identifiées puis intégrées aux SCoT. La disposition 5C-01 est conçue à cet effet.** Elle se décline, dans le domaine de la gestion de eaux souterraines par les dispositions 1A-01, 2A-01, 2B-01, 2B-02, 1D-02, 2A-04, 2C-03, 1E-01 et dans le domaine des eaux superficielles, par les dispositions 3B-02, 3B-03, 3C-01, 3C-04, 4B-01, 4D-01 et 4D-02. La commission perçoit la disposition 5C-01 comme étant l'élément qui matérialise la prise en compte du SAGE/PAGD VNVC par les SCoT, en particulier par le SCoT Sud-Gard.

**Il serait utile, en complément de 5C-01, qu'un document cartographique commun aux SCoT et SAGE précise la situation des zones de protection EBF et des zones de sauvegarde à l'intérieur du périmètre du SCoT concerné, en particulier du SCoT Sud-Gard (proposition d'amélioration du projet).**

e) Cette disposition est parfaitement intégrée au travers du fait que le VISTRE est inclus dans la Zone d'Action Prioritaire (ZAP) pour l'anguille, tel qu'identifié par le Plan de Gestion des Poissons Migrateurs du bassin Rhône Méditerranée 2016-2021.

La réponse de la CLE aux remarques du COGEMOPI précise la disposition 3C-01.

**La commission prend note que les maîtres d'ouvrage ajouteront dans le rapport environnemental que le Vistre est inclus dans la Zone d'Action Prioritaire (ZAP) pour l'anguille et associeront un document cartographique (proposition d'amélioration du projet).**

## 2 - Description de l'état initial de l'environnement et des enjeux environnementaux identifiés

Nous rapprochons cette partie de l'avis de l'AE du paragraphe 2.2 de l'évaluation environnementale.

La MRAe, au regard des nombreuses problématiques et pistes d'amélioration identifiées dans les différents domaines

- amélioration de la qualité des eaux et préservation de la ressource,
- milieux aquatiques et la biodiversité,
- risques naturels,
- potentiel énergétique

recommande d'introduire un tableau mettant en regard les principaux points issus de l'état initial, leurs tendances évolutives attendus, et les enjeux qui en découlent pour le SAGE, afin de fournir au public une vue synthétique des enjeux du territoire les plus prégnants.

**La commission estime que les tableaux de synthèses par enjeu répondent à cette attente.**

Nous soulignons que chaque synthèse comprend :

- une représentation cartographique,
- les problèmes à traiter ; ils forment une synthèse de l'état des lieux,
- les réponses apportées par le SAGE ; ce sont les dispositions du PAGD. Les acteurs pressentis et une estimation des coûts sont indiqués pour chaque disposition,
- les règles qui en découlent (règles opposables à l'administration et aux tiers),
- les effets attendus sur l'environnement (répondant ainsi à la recherche d'efficacité environnementale demandée par l'AE).

### 3 - Justification des choix, analyse des effets du SAGE

Nous rapprochons cette partie de l'avis de l'AE du paragraphe 2.3 et des chapitres 3 et 4 de l'évaluation environnementale.

- La MRAe recommande que le rapport procède à une analyse comparative entre la variante retenue et les variantes plus ambitieuses et qu'il étudie l'adéquation du projet du SAGE avec les moyens mis en œuvre au regard des enjeux de qualité de l'eau et des milieux aquatiques.

- Elle recommande aussi que le rapport développe une véritable analyse quant à l'efficacité des mesures et règles prévues par le SAGE au regard des enjeux forts relevés sur ce territoire.

Cette partie de l'évaluation environnementale est difficile à expliquer. Elle concerne l'auto-évaluation continue du SAGE, le tableau de bord.

**Le tableau 4 chapitre 6 ainsi que la liste des effets positifs établie par l'AE (reproduite ci-après) constitue pour la commission d'enquête une bonne réponse au besoin de justification des choix et analyse des effets du SAGE.**

- pérennisation de l'usage AEP par la mise en place des aires d'alimentation de captage et l'identification des secteurs stratégiques destinés à l'AEP,
- amélioration de la gestion quantitative de la ressource par l'engagement dans des démarches d'économies d'eau,
- diminution de la vulnérabilité du territoire face au risque inondation par l'amélioration des écoulements et des débordements en favorisant l'expression des fonctionnalités des milieux aquatiques,
- atteinte du bon état des masses d'eau superficielles par l'amélioration de la qualité des



rejets ainsi que la renaturation de certains tronçons des cours d'eau,

- développement et restauration de la biodiversité par revitalisation des cours d'eau, préservation des zones humides existantes et développement de projets de restauration ou de création de corridors écologiques incluant des zones humides,
- amélioration de la qualité de vie de la population grâce à une ressource en eau destinée à la consommation humaine de meilleure qualité, un risque d'inondation géré de manière intégrée, et une réappropriation des cours d'eau par les travaux de renaturation du Vistre.

**La commission d'enquête propose aux maîtres d'ouvrage d'intégrer la liste des effets présentée par l'AE (p. 14/18 de son avis) au chapitre 6 de l'évaluation environnementale (proposition d'amélioration du projet).**

#### 4 - Critères, indicateurs et modalités de suivi :

Considérant que le chapitre n'a pas été traité, la MRAe recommande que le rapport (1) intègre le tableau du PAGD présentant les indicateurs de suivi du programme et identifie les indicateurs de faisabilité, (2) précise les modalités d'interprétation des indicateurs, (3) évalue les moyens nécessaires à leur suivi et propose les modalités de leur diffusion.

**La commission d'enquête remarque que les recommandations de l'AE, telles que reproduites au paragraphe précédent, sont ambitieuses. Elles sont d'autre part, par la formulation et le vocabulaire employés, peu accessibles au public.**

**Nous notons que les maîtres d'ouvrage prévoient de concevoir dans le futur un nouveau tableau de bord.**

**Dans l'attente, la commission recommande aux MO d'intégrer dans le dossier final, au chapitre 7, les tableaux de suivi contenus au chapitre 5 du projet de PAGD (proposition d'amélioration du projet).**

### III) Prise en compte de l'environnement dans le projet de SAGE

L'AE procède à un examen du projet de PAGD et termine par une "recommandation de soutien" au projet.

Dont acte.

### **3.3 – Questions et observations de la commission d'enquête relatives au dossier, pièce n°2, pièce n°3**

#### **1 – Quelle est la raison de la superposition des territoires du SAGE VNVC et du SAGE Camargue gardoise ?**

##### Réponse MO

*En 2004, lorsque la démarche de SAGE VNVC a été initiée par le Syndicat Mixte d'Etude et de Gestion de la Nappe de la Vistrenque, il a été précisé dans le dossier de saisine que le périmètre du SAGE Camargue gardoise est en partie commun, au sud, avec celui proposé pour le SAGE Vistrenque.*

*En effet, « l'objet du SAGE Camargue gardoise est la préservation des zones humides, avec pour orientations principales :*

- *Le développement durable autour des zones humides,*

- *La gestion du risque inondation,*
- *La qualité de l'eau et des milieux aquatiques.*

*La nappe de la Vistrenque représente l'une des principales ressources en eau potable des communes concernées par le SAGE Camargue gardoise. L'objet du SAGE Camargue gardoise ne porte toutefois pas sur cette ressource qui dépasse très largement son périmètre.*

*Les objectifs d'un SAGE concernant la nappe de la Vistrenque sont donc différents mais complémentaires de ceux développés dans le cadre du SAGE Camargue. Ils pourraient à terme être reliés à certaines des mesures déclinées dans le thème concernant la qualité de l'eau et des milieux aquatiques du SAGE Camargue gardoise. »*

*Les territoires de ces deux SAGE sont certes en partie superposés, mais la répartition des champs d'action est clarifiée dans la disposition 5C-02 du projet de SAGE VNVC (disposition commune au SAGE Camargue gardoise). Ainsi, il est convenu que :*

*« De façon générale et du fait des principaux enjeux et objectifs poursuivis par chacun des SAGE, les CLE Camargue gardoise et Vistre Nappes Vistrenque et Costières s'accordent sur le principe que, s'agissant de la zone où les périmètres des SAGE se superposent :*

- *la gestion et la préservation des nappes souterraines et la gestion et l'entretien des cours d'eau sont pris en considération dans le cadre du SAGE Vistre Nappes Vistrenque et Costières (SAGE VNVC),*
- *la préservation et la gestion des zones humides sont prises en considération dans le cadre du SAGE Camargue gardoise.*

*Cette répartition ne devant pas faire obstacle à une gestion intégrée des zones humides en lien avec leurs cours d'eau. »*

#### Avis de la commission d'enquête

La répartition des compétences entre les 2 SAGE est définie avec précision.

## **2 - Disposons-nous d'une carte situant les cours d'eau par rapport aux reliefs montagneux ?**

### Réponse MO

*Les cours d'eau situés sur le périmètre du SAGE VNVC sont cartographiés sur la carte n°18 du projet d'atlas cartographique (pièce n°3). Toutefois, cette carte ne permet pas d'apprécier les reliefs.*

*Néanmoins, dans ce même projet d'atlas cartographique, le relief peut être observé grâce à la carte IGN (cartes 24-1 à 24-6, en fonction des secteurs géographiques). Les cours d'eau y sont également représentés.*

*Il est à noter que le territoire du SAGE VNVC n'est pas concerné par des reliefs montagneux (tels que les Cévennes) mais se distingue plutôt par :*

- *Une « plaine littorale » allant de la mer jusqu'à Beaucaire/Bellegarde,*
- *Un « secteur des Costières » limité au nord par la « faille de Nîmes » qui peut être matérialisée par une ligne Roquemaure – Sernhac – Nîmes-Lunel,*
- *Une « zone de Garrigues Nîmoise » au nord de la « faille de Nîmes ».*

#### Avis de la commission d'enquête

Les éléments cartographiques présentés dans l'atlas sont suffisants.

### **3 – Quelle est la raison de l'intégration au territoire du SAGE VNVC du bassin versant constitué par les cours d'eau Rieu, Campuget, valat des Grottes, Valliougues qui s'écoulent vers le Rhône et la plaine littorale ?**

#### Réponse MO

*Le périmètre du SAGE Vistre, Nappes Vistrenque et Costières correspond à la fois au bassin versant du Vistre et au territoire situé au-dessus des nappes Vistrenque et Costières.*

*Les cours d'eau Rieu, Campuget, valat des Grottes et Valliougues correspondent au sous-bassin versant des ruisseaux de piémont issus des Costières qui s'écoulent vers le canal du Rhône à Sète. Ils sont situés « au-dessus » des nappes des Costières et c'est à ce titre qu'ils ont été intégrés au périmètre du SAGE VNVC. Ces derniers souffrent d'un caractère « d'orphelins » vis-à-vis d'une gestion globale et pérenne, puisque situés à l'extérieur du bassin versant du Vistre stricto-sensu et non pris en compte par le périmètre du SAGE Camargue gardoise. Le projet de SAGE VNVC les considère donc à part entière car ces cours d'eau disposent de caractéristiques morphodynamiques et d'un fonctionnement hydraulique identiques à celles des cours d'eau du bassin versant du Vistre.*

#### Avis de la commission d'enquête

Les cours d'eau orphelins, ne faisant pas partie strictement du bassin versant du Vistre, sont ainsi pris en compte dans le plan d'action SAGE VNVC. **Planifier des EBF les concernant renforcera la cohésion du territoire (proposition d'amélioration du projet).**

### **4 - Carte n° 04 de l'atlas cartographique. Existe-t-il un SAGE couvrant le territoire situé à l'ouest du territoire du SAGE VNVC ?**

#### Réponse MO

*Non, seul un contrat de rivière Vidourle, porté par l'EPTB Vidourle, est en vigueur à l'ouest du périmètre du SAGE VNVC.*

*Le contrat de rivière correspond à un programme d'actions planifié et concerté à l'échelle du bassin versant, dont l'animation et les prises de décision sont assurées par un comité de rivière.*

#### Avis de la commission d'enquête

La précision est donnée.

### **5 - Quel organisme possède à l'heure actuelle la compétence Gemapi de la gestion du milieu aquatique Vistre et de la prévention des inondations du Vistre ?**

#### Réponse MO

*A l'heure actuelle, l'exercice de cette compétence GEMAPI sur le périmètre du SAGE VNVC est scindé de la manière suivante :*

- la gestion des milieux aquatiques (GEMA) relève d'une compétence de l'EPTB Vistre (pour les cours d'eau) et du Syndicat Mixte de la Camargue gardoise (pour les zones humides, ou potentiellement humides connues sur le territoire concerné par le SAGE Camargue gardoise – prés humides et étangs),*
- la prévention des inondations (PI) relève quant à elle d'une compétence des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre – EPCI-FP (Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole et les Communautés de communes).*

Avis de la commission d'enquête

La future structure porteuse du SAGE VNVC gèrera de façon efficace les milieux aquatiques et la prévention des inondations (prise en charge du PAPI Vistre hors ville de Nîmes).

**6 - Dispositions 5B-01 et 5B-03. Qui est actuellement maître d'ouvrage de la compétence GEMAPI « défense contre les inondations et contre la mer » ?**

**Que prévoit le SAGE/PAGD à ce sujet ?**

Réponse MO

*Sur le périmètre du SAGE VNVC, les maîtres d'ouvrage actuels de la compétence « défense contre les inondations et contre la mer » sont les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre – EPCI-FP (Communauté d'agglomération Nîmes Métropole et Communautés de Communes).*

*Dans le cadre du projet de SAGE VNVC, cette question est traitée dans la disposition 5B-01 du PAGD « Assurer la cohérence de la politique du grand cycle de l'eau au sein d'une structure porteuse syndicale unique, à l'échelle du périmètre du SAGE ». En effet, il est constaté que plusieurs acteurs exercent des missions complémentaires sur le territoire du SAGE VNVC : les compétences liées à la gestion de l'eau sont partagées entre le SMNVC, l'EPTB Vistre, les EPCI à FP et les communes.*

*C'est pourquoi la CLE rappelle que la gestion équilibrée et durable des ressources en eau et des milieux aquatiques doit être réalisée à une échelle hydrographique et hydrogéologique cohérente, celle des masses d'eau superficielles et souterraines objets du SAGE VNVC.*

*Pour assurer la cohérence de la politique de gestion du grand cycle de l'eau sur le périmètre du SAGE, la CLE souhaite que les compétences nécessaires à cette gestion soient regroupées au sein d'une même structure syndicale de coopération entre tous les EPCI FP concernés par le périmètre du SAGE VNVC (à savoir la compétente GEMAPI et exerce des « missions hors GEMAPI »). Le projet de SAGE VNVC recommande ainsi que ce regroupement de compétences soit proposé dans le cadre de la création d'une structure porteuse syndicale unique.*

Avis de la commission d'enquête

Voir réponse n°5 ci-dessus : la commission d'enquête soutient l'initiative qui attribue à la future structure de gestion du SAGE VNVC la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (prise en charge du PAPI Vistre hors ville de Nîmes).

**7 - Disposition 5B-03. Existe-t-il actuellement un PAPI Vistre ? Quel est son champ d'action ? Est-il prévu de le faire évoluer ? Si oui, qui en aura la maîtrise d'ouvrage ?**

Réponse MO

*Le Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) est un outil de programmation financière, déclinant un certain nombre d'actions sur la thématique des inondations. Il s'articule autour de 7 axes que sont :*

- *L'amélioration de la connaissance et de la conscience du risque,*
- *La surveillance, prévision des crues et des inondations,*
- *L'alerte et gestion de crise,*
- *La prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme,*

- *Les actions de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens,*
- *Le ralentissement des écoulements,*
- *La gestion des ouvrages de protection hydraulique.*

*Sur le périmètre du SAGE VNVC, sont actuellement mis en œuvre les PAPI suivants :*

- *PAPI 2 Vistre, porté par l'EPTB Vistre à l'échelle du périmètre SAGE VNVC (excepté la partie « urbaine » de la Ville de Nîmes),*
- *PAPI II NIMES CADEREAUX, porté par la Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole sur le périmètre de la Ville de Nîmes (excepté la partie « rurale » de la commune de Nîmes).*

*A l'horizon 2022, il est prévu de faire évoluer ces 2 PAPI vers un seul PAPI unique sur le périmètre du SAGE VNVC, porté par la future structure syndicale porteuse du SAGE VNVC.*

*Dans le cadre des PAPI, la maîtrise d'ouvrage est et sera définie pour chaque action inscrite dans le PAPI, en fonction des compétences de chacun.*

#### Avis de la commission d'enquête

Il est logique, compte tenu de la réalité des cours d'eau : canalisés dans la ville ou libres en milieu naturel, que le PAPI cadereaux soit porté par Nîmes Métropole et que le PAPI Vistre le soit par la future structure syndicale. Voir aussi la réponse n°5 ci-dessus.

### **8 - En quoi consiste le principe « favoriser la retenue et le stockage d'eau à la parcelle » dont il est question dans les dispositions relatives à l'enjeu n°4, dispositions 4A-02, 4D-01 ?**

#### Réponse MO

*Le principe de « favoriser la retenue et le stockage d'eau à la parcelle » vise à limiter le ruissellement, à maîtriser l'augmentation des volumes d'eau dès la source et ainsi éviter d'avoir recours au « tout tuyau ». En effet, l'imperméabilisation des sols et la mise en œuvre du tout tuyau dans les zones urbanisées peuvent entraîner des dysfonctionnements importants pour la ressource en eau : débordement de stations de traitement des eaux usées, inondation de points bas en zone urbaine, concentration d'eau polluée...*

*Aujourd'hui, la priorité est de favoriser la rétention à la source (c'est-à-dire le stockage de l'eau de pluie là où elle tombe) et l'infiltration pour limiter préventivement les ruissellements des eaux de pluie qui se chargent en polluants. Ce principe, visant notamment à réduire l'impact des nouveaux aménagements, est inscrit dans le SDAGE RM 2016-2021.*

*La demande de prise en compte de ce principe dans le projet de SAGE VNVC émane des travaux conduits par les membres de la CLE lors des commissions thématiques (mars à juillet 2018).*

#### Avis de la commission d'enquête

Le principe est bien exposé. Il fait l'objet d'une disposition (5A-04) et de la règle n°1 « limiter l'impact des nouvelles imperméabilisations ».

### **9 – Relation unilatérale avec le SCoT Sud-Gard. Le mémoire en réponse à l'avis de l'AE présente la disposition 5C-01 comme étant l'élément qui matérialise la prise en compte du SAGE/PAGD VNVC par le SCoT Sud-Gard. Cette disposition a-t-elle été officiellement transmise au maître d'ouvrage du SCoT Sud-Gard ?**

### Réponse MO

*L'article L131-1 du code de l'urbanisme précise que « les schémas de cohérence territoriale sont compatibles avec les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux ».*

*Les démarches SAGE VNVC et SCoT Sud Gard ayant quasiment les mêmes calendriers d'avancement ; des échanges réguliers entre les services ont participé à la prise en compte des enjeux respectifs pour anticiper la mise en cohérence de la politique territoriale de l'eau (SAGE) et de celle de l'aménagement du territoire (SCoT). Ces échanges ont également permis d'aboutir à un rédactionnel compréhensible par les acteurs de l'eau et de l'urbanisme.*

*A cet effet, la disposition 5C-01 du projet de SAGE VNVC « s'assurer de la mise en cohérence des politiques de l'eau et de l'aménagement du territoire » déclinant les attendus en termes d'intégration des dispositions et des cartographies du projet de SAGE, a été rédigée et transmise au SCoT Sud Gard durant sa révision.*

*Par ailleurs, il est à souligner que la mise en cohérence de ces documents a été assurée par le fait :*

- qu'un élu représentant le Syndicat Mixte du SCoT Sud Gard siège à la CLE du SAGE VNVC. Cet élu a d'ailleurs participé au vote de validation du contenu du projet de SAGE VNVC en séance du 16 janvier 2019 (délibération de la CLE ci-dessous).*

Délibération n°2019-12bis  
ANNULE ET REMPLACE DELIBERATION N°2019-12



délibération de  
la Commission Locale de l'Eau  
SAGE Vistre, Nappes Vistrenque et Costières

OBJET : validation du projet de SAGE Vistre, Nappes Vistrenque et Costières

L'an deux mille dix neuf, le seize janvier à quatorze heures, les membres de la Commission Locale de l'Eau se sont réunis à Caissargues sous la présidence de Mme Aguila.

**Etaient présents :** Mesdames Aguila (Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole) et Graille (Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse). Messieurs Airal (Vauvert), Barral (Vergèze), Belet (Clarensac), Bollègue (Etablissement Public Territorial de Bassin du Vistre), Clouseau (Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Gard), Dance (Association Inond'actions), Depoudent (Fédération du Gard pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique), Ferrandiz (Uchaud), Fourcatt (Agence Française pour la Biodiversité), Gassier (Fédération Gardoise des Vignerons Indépendants), Jabaudon (UFC Que Choisir), Jarry (Syndicat Mixte des Nappes Vistrenque et Costières), Laurent (Syndicat Mixte SCoT Sud Gard), Lebois (Communauté de Communes de Petite Camargue), Lecat (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement), Merlo (Milhaud), Pelissier (Communauté de Communes Terre de Camargue), Poilvet (Nestlé Waters Supply sud), Pradier (Ledenon), Tolmas (Centre ornithologique du Gard) et Veaute (Agence Régionale de Santé).

**Etaient excusés :** Mesdames Lagarde (Chambre d'Agriculture du Gard) et Pages (Le Cailar). Messieurs Brunel (Saint-Gilles), Chabrol (COOP de France Languedoc-Roussillon), Colenson (Beauvoisin), Demouy (Chambre de Commerce et d'Industrie de Nîmes), Denat (Région Occitanie), Dumas (Communauté de Communes du Pays de Sommières), Etienne (Bellegarde), Hebrard (Manduel), Pascal (Communauté de Communes Rhône-Vistre-Vidourle), Rosso (Syndicat Mixte pour la protection et la gestion de la Camargue gardoise), Schultz (Société de Protection de la Nature du Gard) et Valette (Conseil Départemental du Gard).

**Pouvoirs :** M. Chabrol à M. Dance, M. Demouy à M. Poilvet, M. Denat à M. Barral, M. Dumas à M. Bollègue, M. Etienne à M. Merlo, Mme Lagarde à M. Gassier, M. Schultz à M. Depoudent, M. Pascal à M. Laurent et M. Rosso à Mme Aguila.

Secrétaire de séance : M. Jarry

Présents : 23

Pouvoirs : 9

Quorum : 28

Dans le cadre de l'élaboration du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Vistre, Nappes Vistrenque et Costières (VNVC), la phase de rédaction des documents constitutifs du SAGE se finalise par la validation du projet de SAGE par la Commission Locale de l'Eau (CLE).

Le projet de SAGE se compose des rapports :

- Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) de la ressource en eau et des milieux aquatiques - Règlement,
- Atlas cartographique,
- Rapport environnemental.

La présentation du contenu des différents rapports constitutifs du projet de SAGE a été suivie des prises de parole des membres de la CLE suivants :

- Mme Galtier faisant lecture de la délibération prise par les membres du Bureau de la Chambre d'agriculture du Gard,
- M. Gassier s'exprimant pour le compte de la Fédération Gardoise des vignerons indépendants,
- M. Poilvet s'exprimant pour le compte de Nestlé Waters Supply sud.

A l'issue, il a été procédé au vote pour la validation du projet de SAGE VNVC.

REÇU EN PREFECTURE

contact@eptb-istre.fr | tél. 04 66 84 55 11 | fax 04 66 38 11 93 | 7 avenue de la Dame - Zone Euro 2000 - 30132

le 28/01/2019

Application agréée E-boutique.com

99\_RE-40-0-202002495-2 (190115-SLE\_2419\_12)

Délibération n°2019-12bis  
ANNULE ET REMPLACE DÉLIBÉRATION N°2019-12


Après délibération, à la majorité des présents et représentés (24 voix « pour » et 4 voix « contre ») la Commission Locale de l'Eau valide le projet de SAGE Vistre, Nappes Vistrenque et Costières tel que présenté.  
Cette validation permet à Mme la Présidente de la CLE d'engager les procédures de consultation des assemblées et de signer tout document lié à l'engagement de ces procédures.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme,  
La Présidente de la CLE  
Brigitte Aguila



- que les structures porteuses du SAGE VNVC ont été consultées lors de la révision du SCOT Sud Gard en qualité de Personnes Publiques Associées (avis des structures ci-dessous).



ENSEMBLE CONTRACTIONS  
LE TERRITOIRE DE DEMAIN

N° de Réf :  
PG/PL/VM/ 06-2019

Objet : Avis des personnes publiques associées sur  
le projet d'arrêt de SCOT Sud Gard révisé

Mesdames, Messieurs,


Conformément aux articles L.143-1 et suivants, et R.143-1 et suivants du code de l'urbanisme relatif à la procédure d'élaboration, de révision et d'arrêt des SCOT, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, pour avis en votre qualité de Personne Publique Associée, les documents du SCOT révisé, arrêté le 18 mars 2019 conformément aux articles L.141-1 et suivants, et R.141-1 et suivants, et R.104-7:

- 1- **Le Rapport de présentation** qui contient : le diagnostic du territoire, le diagnostic artisanal et commercial, l'état initial de l'environnement, l'expertise maritime, les enjeux, la justification des choix, l'évaluation environnementale, les indicateurs de suivi du SCOT,
- 2- **Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable** porté par les élus du Sud Gard, qui fixe les objectifs des politiques publiques d'urbanisme, du logement, des transports et des déplacements, d'implantation commerciale, d'équipements structurants, de développement économique, touristique et culturel, de développement des communications électroniques, de qualité paysagère, de protection et de mise en valeur des espaces naturels, agricoles et forestiers, de préservation et de mise en valeur des ressources naturelles, de lutte contre l'étalement urbain, de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques,
- 3- **Le Document d'Orientations et d'Objectifs** accompagné des autres pièces réglementaires que sont les documents graphiques et le Document d'Aménagement Artisanal et Commercial,
- 4- **Le bilan de la concertation** avec l'ensemble des supports ayant servi à la concertation

La clé USB ci jointe comprend l'ensemble des documents cités ci-dessus. Ils sont également accessibles via notre site internet <http://www.scot-sud-gard.fr/> . La procédure d'accès aux éléments vous est décrite dans le document joint.


Conformément aux articles L.143-20 et R.143-4 du code de l'urbanisme vous disposez **d'un délai de trois mois à compter de la réception de la présente, pour émettre votre avis.**

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, mes sincères salutations.



Nîmes, 19 mars 2019

Mesdames, Messieurs  
Les Personnes Publiques Associées



Philippe GRAS  
Président  
Maire de Codognan  
Vice-président de Rhôny Vistre Vidourle

Syndicat mixte du SCOT Sud Gard - 1 Rue du Colisée - 30 900 NÎMES  
Tél. : 04-66-02-55-30  
[www.scot-sud-gard.fr](http://www.scot-sud-gard.fr)





Établissement Public  
Territorial de Bassin  
du Vistre



Syndicat mixte du SCoT Sud Gard  
1 rue du Colisée  
30900 NIMES

à l'attention de M Pascal Laburthe

À Caissargues,  
le 25 juin 2019

objet : avis sur les documents du projet d'arrêt du SCoT Sud Gard révisé

Monsieur Le Président, *Cher Philippe*

nos références :  
2019/SSJ/132

Par courrier du 19 mars 2019, le Syndicat mixte du SCoT Sud Gard consulte l'EPTB Vistre pour avis en qualité de Personne Publique Associée, sur les documents du SCoT Sud Gard révisé, arrêté le 18 mars 2019.

dossier n° :  
SAGE-0343

La procédure de modification statutaire de l'EPTB Vistre ayant eu des incidences sur la composition de notre assemblée, il n'a pas été possible de réunir le conseil syndical et soumettre le présent dossier à l'avis de notre assemblée délibérante.

sui par :  
Sophie Serre

Néanmoins, j'ai l'honneur de vous annoncer que l'Etablissement Public Territorial de Bassin du Vistre émet un avis favorable au projet d'arrêt du SCoT Sud Gard révisé.

Je profite de ce courrier pour souligner la qualité des échanges entre nos structures. Cette collaboration constructive s'est en particulier manifestée dans le cadre de la révision de votre SCoT et de la finalisation de notre SAGE. Cet échange continu et de confiance entre nos 2 démarches de planification a permis d'anticiper la mise en cohérence entre l'aménagement du territoire et la gestion des ressources en eau et des milieux aquatiques ; ceci est un atout pour notre territoire.

pièce jointe :  
note technique  
EPTB Vistre

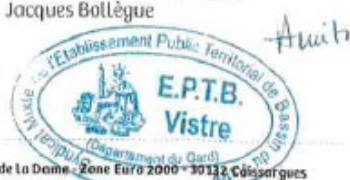
Mes services ont rédigé une note technique regroupant des propositions d'ajustements rédactionnels, jointe au présent courrier.

Je vous prie de croire, Monsieur Le Président, en l'assurance de mes cordiales salutations.

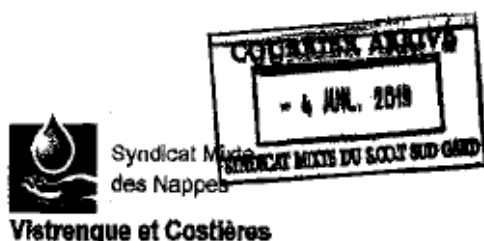
copie :  
SAGE Vistre  
nappes Vistrenque  
et Costières

Le Président de l'EPTB Vistre  
Jacques Bollègue

*[Signature]*



contact@eptb-vistre.fr | tél. 04 66 84 55 11 | fax 04 66 38 11 93 | 7 avenue de la Dame - Zone Euro 2000 - 30132 Caissargues



Nombre de conseillers		
En exercice	Présents	Votants
25	13	14
Ont voté		
Pour	Contre	Abstention
14	/	/

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

#### DELIBERATION N° 19.07.21

**Objet : Avis concernant le projet de SCoT Sud Gard**

Le deux juillet deux mille dix-neuf à dix-huit heures, s'est réuni en mairie d'AUBORD le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Nappes Vistrenque et Costières, sur convocation de son Président, Monsieur Sébastien TRICOU, en date du 19 juin 2019.

Etaient présents : Mmes et MM : David Amal (NM), Bernard Bedos (NM), Jacques Bollègue (NM), Marcel Bourrat (CCPC), Frédéric Brunel (NM), Nathalie Callia (Vestric et Candiac), Philippe Carrière (SIVOM Moyen Rhony), Annick Chopard (CCPC), Marie-Laure Etève (NM), Michel Jarry (NM), Jean-Claude Lafont (SIE la Vaunage), Alain Soirat (NM), Sébastien Tricou (CCPC).

Absents excusés : Mmes et MM : Brigitte Aguilta (NM), William Airal (CCPC), Romain Angelras (Chambre d'Agriculture du Gard), Myriam Angevin (donne pouvoir à Philippe Carrière) et Guy Fabaron (Aigues-vives), Benoit Baillet (NM), Michel Bemo (NM), André Boljat (NM), Matthieu Boué (NM), Gilles Ferrandiz et Florence Gonzalez (Uchaud), Jean-Marie Filippi (NM), Alain Floutier (NM), Jean-Claude Fovet (CCPC), Lionel Hébrard (NM), Bernard Julien (CCPC), Denis Merio (NM), Sophie Pagès et Alain Reboul (CCPC), Jean Michel (NM), Pierre Pujolas (NM), Olivier Rigal (CCBTA), Elian Salaçon (NM).

Présents ne participants pas au vote : Mmes et M. Isabelle Brunel (Secrétaire SMNVC), Didier Leboix (CCPC), Bruno Ledoux (Préfigureur) et Sophie Ressouche (Directrice SMNVC).

Le quorum étant atteint, la réunion a débuté à 18h05 sous la présidence de Monsieur Sébastien Tricou. Monsieur Philippe Carrière ayant été désigné secrétaire de séance.

DELIBERATION 19.07.21.docx – Avis SCoT

**DELIBERATION N° 19.07.21**

**RAPPORTEUR :** Sophie Ressouche (Directrice)

**EXPOSE :**

Le projet de Scot révisé a été arrêté par délibération en date du 18 mars 2019 par les élus du conseil syndical du SCoT Sud Gard.

Par courrier du 19 mars 2019 le SMNVC a été sollicité en qualité de Personne Publique Associée, pour donner un avis sur les documents du SCoT Sud Gard révisé (conformément aux articles L.143-1 et suivants et R.143-1 et suivants du code de l'urbanisme).

Ce projet de SCoT comprend les 4 documents suivants :

- 1) Le rapport de présentation,
- 2) Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD),
- 3) Le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO),
- 4) Le bilan de la concertation.

Sur les 4 documents seul le Document d'Orientation et d'Objectifs fait l'objet du présent avis.

En effet, des observations avaient été formulées et traitées en 2016 sur le rapport de présentation et en 2017 sur le PADD et le bilan de la concertation n'appelle pas de commentaire.

Le rapporteur rappelle que l'article L131-1 du code de l'urbanisme précise que « les schémas de cohérence territoriale sont compatibles avec les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux ».

La disposition 5C-01 du projet de SAGE Vistre Nappes Vistrenque et Costières (VNVC) « s'assurer de la mise en cohérence des politiques de l'eau et de l'aménagement du territoire » décline les attendus en termes d'intégration des dispositions et des cartographies du projet de SAGE. Les principaux éléments décrits sont mentionnés dans le DOO du SCoT Sud Gard révisé.

**PROPOSITION :**

Considérant que les démarches SAGE VNVC et SCoT Sud Gard ayant quasiment les mêmes calendriers d'avancement ; des échanges réguliers entre les services ont permis de tenir compte des enjeux respectifs pour anticiper la mise en cohérence de la politique territoriale de l'eau (SAGE) et de celle de l'aménagement du territoire (SCoT).

Considérant que cette collaboration constructive se traduit notamment par :

- La reconnaissance de l'Espace de Bon Fonctionnement des cours d'eau comme composante de la Trame Verte et Bleue (prescriptions générales A.1 du DOO),
- La prise en compte des cartographies du projet de SAGE VNVC dans l'élaboration des PLU : Espace de Bon Fonctionnement (EBF) et zones de sauvegarde (prescriptions générales A.5 du DOO + « les lisières à formaliser en site sensible » B.6 du DOO),
- L'intérêt porté par le SCoT Sud Gard en ce qui concerne la restauration et la préservation de la qualité des eaux souterraines et de surface comme étant un enjeu majeur (A.5 et A.6 du DOO),
- La volonté d'améliorer les capacités de traitement des stations de traitement des eaux usées par un dimensionnement adapté, aux évolutions démographiques, et un accompagnement du rejet par des travaux de restauration morphologique du milieu récepteur, pour limiter le phénomène d'eutrophisation (prescription A.6 du DOO),

DELIBERATION 19.07.21.docx – Avis SCoT

Tout comme l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau constituent un secteur à enjeu pour la restauration et la valorisation des cours d'eau. Ainsi l'espace de bon fonctionnement est délimité autour des principaux cours d'eau.

Les zones de sauvegarde ne sont donc pas associées aux cours d'eau, ce qui ne transparait pas toujours très clairement dans la rédaction du DOO.

Afin d'éviter toute confusion, il est proposé de modifier la rédaction suivante : page 103 en ajoutant les mentions soulignées et en supprimant les mentions barrées

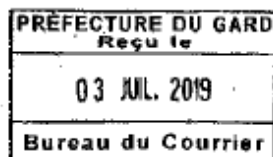
- « la prise en compte des Espaces de Bon Fonctionnement des cours d'eau et des zones de sauvegarde pour la ressource en eau souterraine identifiés dans les différents SAGE et leurs objectifs de préservation associés ».
- « l'entretien de la végétation existante au sein des Espaces de Bon Fonctionnement et des espaces de sauvegarde des cours d'eau ».

#### DECISION :

Les membres du comité syndical, après en avoir délibéré :

- Décident d'émettre un avis favorable au projet de SCot Sud Gard révisé ;
- Demande au conseil syndical du SCot Sud Gard de tenir compte des remarques formulées.

POUR EXPEDITION CONFORME  
LE PRESIDENT



Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte en vertu  
De son dépôt en Préfecture le :  
De sa notification le :  
Et de sa publication le :  
Et informe qu'en vertu du Décret n°83-1205, le présent acte peut faire l'objet  
D'un recours devant le Tribunal Administratif de Montpellier  
Dans un délai de 2 mois à compter du :

DELIBERATION 19.07.21.docx – Avis SCot

*Extrait du rapport de présentation du SCot Sud Gard – explication des choix*

Avis de la commission d'enquête

Pour cette observation n°9, une partie seulement des courriers justificatifs présentés par les MO dans leur mémoire en réponse est reproduite ci-dessus. Nous mettons en évidence par une marque en forme de flèche un élément important permettant de constater la prééminence du SAGE sur le SCoT.

L'avis favorable du SMNVC, du 3 juillet 2019, au projet de SCoT Sud Gard contenant la référence à la disposition 5C-01, constitue une transmission " officielle " du SAGE et une validation de sa prise en compte par le SCoT.

**10 – Quels sont les moyens humains dont disposent le SMNVC et l'EPTB Vistre à l'heure actuelle ?**

**Quelles sont leurs activités ?**

**Quelles sont les sources de financement des syndicats ?**

Réponse MO

	<i>Moyens humains actuels</i>	<i>Activités actuelles</i>	<i>Sources de finance<sup>ment</sup> actuelles</i>
<i>SM NVC</i>	<p>4 agents dont :</p> <p>1 directrice (mise en œuvre et suivi du programme d'actions de la structure, définit par les partenaires et les élus + encadrement de l'équipe),</p> <p>1 technicien (accompagnement technique auprès des collectivités, des gestionnaires de voies de communication et des particuliers jardiniers, concernant la lutte contre les pollutions par les pesticides + gestion des réseaux de surveillance des nappes + actions de communication),</p> <p>1 secrétaire (gestion administrative, comptable et budgétaire + secrétariat technique + surveillance quantitative des nappes et actions de sensibilisation),</p> <p>1 animatrice captages prioritaires (accompagnement des collectivités pour restaurer la qualité de l'eau des captages d'eau potable identifiés comme prioritaires, c'est-à-dire présentant une dégradation de leur qualité).</p>	<p>Connaissance et suivi des nappes (études, suivi quantitatif et qualitatif, valorisation des données ...) ;</p> <p>Information et sensibilisation des acteurs (actions de communication) ;</p> <p>Animation d'une gestion équilibrée de la ressource visant à satisfaire les usages tout en protégeant les aquifères, tant sur le plan quantitatif que qualitatif.</p> <p>Co-portage du SAGE VNVC,</p> <p>Appui technique aux collectivités...).</p> <p>Accompagnement des acteurs du territoire (collectivités, agriculteurs, industriels...) pour adopter des pratiques plus respectueuses de la ressource en eau souterraine</p>	<p>Subventions de : l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, de la Région Occitanie/du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER), SMD.</p> <p>+ Cotisations des membres du SMNVC (cf. page 248 du PAGD)</p>

EPTB Vistre	<p>15 agents dont :</p> <p>1 directrice (expertise technique hydrauliques, inondation et revitalisation des cours d'eau, coordination des actions, assistance technique auprès des collectivités, encadrement des services),</p> <p>2 agents au pôle inondation : 1 ingénieur PAPI Vistre et animatrice SLGRI (mise en œuvre et suivi du PAPI + SLGRI et des projets d'aménagements hydrauliques) + 1 technicienne PAPI (mise en œuvre et suivi projets de diminution de la vulnérabilité aux inondations, exercices de gestion de crise),</p> <p>2 agents au pôle qualité et revitalisation des cours d'eau : 1 ingénieur revitalisation (organisation et suivi des projets) + 1 technicienne de rivière (projets de revitalisation des cours d'eau, assistance technique auprès des communes, SIG cartographie),</p> <p>5 agents ayant une formation de forestiers au sein de l'équipe verte (pôle entretien des espaces rivulaires) : 1 responsable du pôle (préparation et encadrement des chantiers de l'Equipe Verte, conventions de travaux, préparation et suivi de chantier, préparation du plan de gestion de la ripisylve, relations terrain), 1 chef de l'équipe verte (encadrement des chantiers, travaux d'entretien des cours d'eau, réparation du petit matériel et chauffeur de tractopelle) et 3 membres de l'équipe verte (travaux d'entretien des cours d'eau, élagage en hauteur, entretien du petit matériel...),</p> <p>1 animatrice SAGE VNVC embauchée par les 2 structures porteuses de la démarche (secrétariat de la CLE et gestion administrative de la CLE, animation des réunions et sensibilisation des acteurs, suivi de la mise en œuvre du SAGE)</p> <p>3 agents au service administratif : 1 responsable administratif (élaboration des documents budgétaires et comptables, gestion des ressources humaines, suivi des aides publiques, responsable de la paie), 1 secrétaire agent d'accueil (accueil et secrétariat, assistant du responsable administratif, gestion comptable courante),</p>	<p>Technique :</p> <p>Gestion des milieux aquatiques (entretien régulier de cours d'eau, mise en œuvre du plan de gestion de la ripisylve, maîtrise d'ouvrage d'études et de travaux en lien avec la restauration morphologique, travaux de revitalisation des cours d'eau, constats de dysfonctionnements suite à des signalements ou à des visites inopinées sur le bassin versant) ; animation de la SLGRI, portage du PAPI Vistre et co-portage du SAGE VNVC (amélioration de la prise en compte des enjeux environnementaux dans les documents d'urbanisme); réduction de la vulnérabilité au risque inondation (mise en œuvre de mesures de réduction de la vulnérabilité des bâtiments implantés dans les zones à risque) ; conseils, assistance technique, travaux ponctuels, avis dans le cadre des procédures réglementaires, suivi d'études extérieures...</p>	<p>Subventions de :</p> <p>l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, de l'Etat, du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER).</p> <p>+ Cotisations des membres de l'EPTB Vistre (cf. page 248 du PAGD)</p>
----------------	--	---	---

	<i>1 responsable de la commande publique (élaboration des pièces et suivi de l'exécution des marchés publics, sécurisation juridique de la commande publique et de l'activité de l'EPTB Vistre), 1 agent pour l'entretien des locaux.</i>	<i>Administratif : Montage administratif des dossiers, suivi de l'exécution des marchés publics et suivi financier des projets.</i>	
--	---	---	--

Avis de la commission d'enquête

Les compétences nécessaires à la conduite du SAGE VNVC sont présentes au sein des 2 structures *SMNVC et EPTB Vistre*.

**11 - Disposition n° 5B-01. Quel est l'affectation du montant de 180 000€ ?**Réponse MO

*Ce montant correspond au financement du poste de préfigurateur, chargé de l'organisation et de la mise en œuvre de la fusion des 2 structures porteuses du SAGE VNVC, sur 2 ans (1 ETP/2ans).*

Avis de la commission d'enquête

Les moyens humains dont disposent le SMNVC et l'EPTB Vistre à l'heure actuelle, voir observation n°10 ci-dessus, nous paraissent suffisants pour assurer la mission relative au poste de préfigurateur, chargé de l'organisation et de la mise en œuvre de la fusion des 2 structures porteuses du SAGE VNVC, sur 2 ans (1 ETP/2ans).

**12 – Disposition 1A-01. Consommation d'eau sur le territoire du SAGE. Pourriez-vous compléter et/ou corriger la compilation de valeurs suivantes ?**

Besoins en eau actuels (2015)	Ressources utilisées (Mm³/an)							constats
	aquifères				Rhône			
	Vistrenque Costières	garrigues	astien	% / total	Rhône Nîmes	Rhône BRL	% / total	
AEP	14,7	0,439	0	18,5	14,86	5,14	24,5	300 000 habitants 300 l/h /jour 2,2 Mm³ soustraits
dont industrie								
agriculture	6	0	0			28		
industrie	0,41	3,16	0		0	6,11		Nestlé: 3,16 Mm³
particuliers	3	0	0		0			
total	24,11	3,6	0		14,86	39,25		
	27,71			34	54,11		66	
	81,82							

Réponse MO

Besoins en eau actuels (2015)	Ressources utilisées (Mm³/an)							constats
	aquifères				Rhône			
	Vistrenque Costières	garrigues	astien	% / total	Rhône Nîmes	Rhône BRL	% / total	
AEP  dont industrie	14,7	0,439	*	18,5	14,86	5,14	24,5	300 000 habitants 300 l/h /jour 2,2 Mm³ soustraits
agriculture	6	estimation de l'état des lieux : 4 à 9	non estimés		non estimés	28		
industrie	0,41	3,16	non connus		non estimés	6,11		Nestlé: 3,16 Mm³
particuliers	3	non estimés	non estimés		non concernés	non estimés		
total	24,11	entre 7,6 et 12,6 estimés			14,86	39,25		
	entre 31,71 et 36,71			34	54,11		66	
	entre 85,82 et 90,82							

\*volumes prélevés pour l'AEP dans l'astien sont comptabilisés avec ceux de la Vistrenque et Costières

Avis de la commission d'enquête

L'ordre de grandeur de la répartition entre ressources propres au territoire et ressources importées est de 40 - 60.

**13 - Dans les 42 membres de la CLE du SAGE VNVC, il n'y a pas de représentant de la Fédération départementale de la chasse. Pourquoi ne pas voir de représentant des comités communaux parmi les communes concernées ?**

Réponse MO

*Bien que le périmètre du SAGE VNVC soit concerné par cette activité, aucun acteur les représentant ne siège à la CLE du SAGE VNVC.*

*Les structures porteuses du SAGE VNVC, comme les membres de la CLE, n'ont pas véritablement l'occasion d'échanger avec les acteurs de la Fédération départementale de la chasse et des associations communales de chasse ; contrairement à d'autres usagers du territoire qui ont, pour certains, manifestés le souhait de siéger dans cette instance.*



#### Avis de la commission d'enquête

La fédération de chasse n'a pas souhaité être présente. La commission le regrette car les aménagements de revitalisation des cours d'eau sont susceptibles de faciliter la réintroduction d'espèces animales et de ce fait les concernent.

**14 – Dans la pièce 4 Evaluation Environnementale, en point 2.2.7 ; il n'y a pas l'aménagement de la LGV avec les conséquences sur le SAGE ? Ce point peut être abordé aussi par ailleurs dans le dossier.**

#### Réponse MO

*L'aménagement de la LGV CNM a fait l'objet d'un dossier instruit par les services de l'Etat selon la séquence « Eviter, Réduire, Compenser » (dont l'objectif est d'éviter les atteintes à l'environnement, de réduire celles qui n'ont pu être suffisamment évitées et de compenser les effets notables qui n'ont pu être ni évités, ni suffisamment réduits).*

*Il est à noter que les structures porteuses du SAGE VNVC ont analysés ce dossier dans le cadre des demandes d'avis formulées par les services de l'Etat instructeur. Les éléments techniques ont été soumis à l'avis des membres du bureau de la CLE du SAGE VNVC (juin 2013).*

*La rédaction de certaines dispositions du PAGD a été initiée sur la base de cet avis.*

#### Avis de la commission d'enquête

La ligne LGV et les zones de chantier ayant servi à la construction sont susceptibles d'être implantées dans les zones de sauvegarde instituées par le PAGD. **A ce titre il est important de retrouver cette information dans le dossier (proposition d'amélioration du projet).**

**15 – L'activité touristique d'une partie importante du territoire du SAGE n'est pas prise en compte, pourquoi ?**

#### Réponse MO

*Le paragraphe 2.2.2.4 du PAGD du projet de SAGE VNVC précise notamment que « les activités touristiques proposées sur le périmètre du SAGE ne sont pas en lien avec les cours d'eau (milieux non adaptés pour la pratique d'activités nautiques ou de loisirs). En effet, en raison de l'état morphologique des cours d'eau (berges abruptes notamment), des faibles hauteurs d'eau et de la dégradation physico-chimique dont font l'objet les cours d'eau ; les activités nautiques, tout comme la baignade, ne sont pas pratiquées sur les cours d'eau du périmètre du SAGE. ».*

*D'ailleurs, aucun représentant de l'activité touristique ne siège à la CLE du SAGE VNVC (comme le Comité Départemental du Gard de Canoë kayak par exemple).*

*Toutefois, le projet de SAGE VNVC aborde indirectement cette thématique par le biais des prélèvements réalisés dans les eaux souterraines pour la consommation humaine (exemple : assurer l'alimentation en eau potable du Grau du Roi en période estivale – prélèvements dans la nappe de la Vistrenque et BRL) et les rejets permanents des stations de traitement des eaux usées (exemple : capacité de traitement des stations de traitement des eaux usées).*

#### Avis de la commission d'enquête

Lors de ses déplacements, la commission d'enquête a pu remarquer la présence d'étangs et la pratique d'activités de loisir (Aimargues, Bellegarde). L'état des lieux environnemental n'en fait pas état. Nous remarquons que celui de Bellegarde est situé sur le territoire du SAGE Camargue Gardoise mais que, en raison de la répartition des compétences entre SAGE, sa prise en compte est du ressort du SAGE VNVC.

## **16 – Le dossier d'enquête ne fait pas mention d'une concertation préalable du public.**

### Réponse MO

*La concertation préalable du public est précisée dans la pièce n°1 du dossier d'enquête publique « rapport de présentations », au paragraphe 2.5 « articulation entre l'enquête publique et la procédure administrative à mettre en œuvre ».*

### Avis de la commission d'enquête

Une concertation préalable du public aurait ouvert la curiosité du public sur le SAGE.

## **17 – L'Union Nationale des Industriels de Carrières Et Matériaux de construction (UNICEM) n'est pas consultée avant enquête publique.**

### Réponse des maîtres d'ouvrage

*Un représentant de l'UNICEM siège à la CLE du SAGE VNVC ; à ce titre, il participe à l'élaboration du projet de SAGE VNVC (membres de la CLE consultés) et prend part aux décisions concernant son contenu (participe au vote dans le cadre d'une délibération de la CLE).*

*Toutefois, l'UNICEM n'a pas été consultée pour avis sur le projet de SAGE VNVC dans le cadre de la consultation inter-administrative, car cet acteur n'est pas visé par l'article R212-39 du code de l'environnement.*

### Avis de la commission d'enquête

Nous regrettons que l'UNICEM n'est pas été consultée avant lancement de l'enquête publique. Elle a cependant pu adresser un courrier à la commission dans le délai réglementaire.

## **18 – La société Nestlé Waters n'est pas consultée avant enquête publique.**

### Réponse des maîtres d'ouvrage

*Un représentant de cette société siège à la CLE du SAGE VNVC ; à ce titre, il participe à l'élaboration du SAGE VNVC (membres de la CLE consultés) et prend part aux décisions concernant son contenu (participe au vote dans le cadre d'une délibération de la CLE).*

*Toutefois, la société Nestlé Waters n'a pas été consultée pour avis sur le projet de SAGE VNVC dans le cadre de la consultation inter-administrative, car cet acteur n'est pas visé par l'article R212-39 du code de l'environnement.*

### Avis de la commission d'enquête

Nous regrettons que la société Nestlé n'est pas été consultée dans le cadre de l'enquête publique.

En effet Nestlé est un gros utilisateur de la nappe « karstique-garrigues » : 3,16 Mm<sup>3</sup>/an.

L'information est donnée dans l'état des lieux du PAGD. Voir aussi la question n° 12 ci-dessus.

## **19 – Les dispositions de mise en compatibilité ne conduisent pas toutes à une règle (exemple 2B-02), pour quelles raisons ?**

### Réponse MO

*La rédaction d'un règlement de SAGE doit respecter quelques principes dont celui de s'inscrire dans le champ de l'article R.212-47 du Code de l'Environnement.*

*En effet, chaque règle doit pouvoir être rattachée à l'un des alinéas de cet article, à savoir :*

*1° Prévoir, à partir du volume disponible des masses d'eau superficielle ou souterraine situées dans une unité hydrographique ou hydrogéologique cohérente, la répartition en pourcentage de ce volume entre les différentes catégories d'utilisateurs.*

*2° Pour assurer la restauration et la préservation de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques, édicter des règles particulières d'utilisation de la ressource en eau applicables :*

*a) Aux opérations entraînant des impacts cumulés significatifs en termes de prélèvements et de rejets dans le sous bassin ou le groupement de sous bassins concerné ;*

*b) Aux installations, ouvrages, travaux ou activités (IOTA concernées par la police de l'eau) ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE concernées par la police des inspections ;*

*c) Aux exploitations agricoles procédant à des épandages d'effluents liquides ou solides.*

*3° Edicter les règles nécessaires dans le cadre des zones soumises à contraintes environnementales :*

*a) A la restauration et à la préservation qualitative et quantitative de la ressource en eau dans les aires d'alimentation des captages d'eau potable d'une importance particulière ;*

*b) A la restauration et à la préservation des milieux aquatiques dans les zones d'érosion ;*

*c) Au maintien et à la restauration des zones humides d'intérêt environnemental particulier et des zones stratégiques pour la gestion de l'eau.*

*4° Afin d'améliorer le transport naturel des sédiments et d'assurer la continuité écologique, fixer des obligations d'ouverture périodique de certains ouvrages hydrauliques fonctionnant au fil de l'eau figurant à l'inventaire « liste 2 ».*

#### Avis de la commission d'enquête

Malgré l'importance de la préservation des zones de sauvegarde précisée dans la disposition 2B-02, il n'y a pas correspondance systématique entre une typologie de « mise en compatibilité » et l'établissement d'une règle.

### **20 – Pour quelle raison certains captages représentés en rouge sur les cartes n° 14 et 15, dont les eaux sont hors limite de qualité pour les nitrates et les pesticides, ne sont-ils pas mentionnés « prioritaires » sur la carte n° 16 ?**

#### Réponse des maîtres d'ouvrage

*Il est rappelé que la Directive Cadre sur l'Eau fixe des objectifs de reconquête de la qualité de la ressource en eau destinée à l'eau potable : seuls les points de captages fournissant plus de 10 m<sup>3</sup>/jour ou desservant plus de 50 personnes sont visés par l'atteinte du « bon état », c'est-à-dire ne pas présenter de dépassement des limites de qualité (la norme de potabilité est de 50 mg/l pour les nitrates ; 0,1 µg/l par substance et 0,5 µg/l pour la somme des pesticides).*

*Sur le périmètre du SAGE VNVC, les captages concernés par la démarche « captages prioritaires » correspondent aux ressources les plus dégradées par les pollutions diffuses (nitrates et/ou produits phytosanitaires).*

*Un seul dépassement de la norme de qualité suffit à faire apparaître le captage en rouge sur la carte, mais n'est pas pour autant suffisant pour générer son classement en captage prioritaire. L'étude des fréquences des dépassements (80% de la norme de potabilité) et les tendances d'évolution des concentrations sont également prises en compte.*

*Concernant les représentations cartographiques du SAGE VNVC, l'ensemble des captages d'Alimentation en Eau Potable (AEP) gérés par une collectivité territoriale :*

- *Présentant un dépassement de la norme pour au moins une substance de pesticides (carte n°15) est inclus dans la démarche « captages prioritaires » (carte n°16),*
- *Présentant une concentration moyenne de nitrates supérieure à 50mg/l (carte n°14) est inclus dans la démarche « captages prioritaires » (carte n°16).*

*La carte n°14 présente le bilan des concentrations de nitrates observées à la fois dans les captages AEP (carré) et les forages privés (rond) entre 2015 et 2016. Ces derniers n'étant pas visés par les attendus de la Directive Cadre sur l'Eau, ils ne sont pas intégrés à la démarche « captages prioritaires ».*

#### Avis de la commission d'enquête

Réponse apportant toutes les informations demandées.

### **21 – Carte 16**

**a) Pour quelle raison le PPR de certains captages prioritaires existants n'est-il pas représenté ?**

**b) Quelle est la définition de l'« aire d'alimentation de captage » par rapport au PPR et au PPE ?**

#### Réponse MO

a) *Sur la carte 16, certains PPR ne sont pas lisibles (affichage cartographique à revoir).*

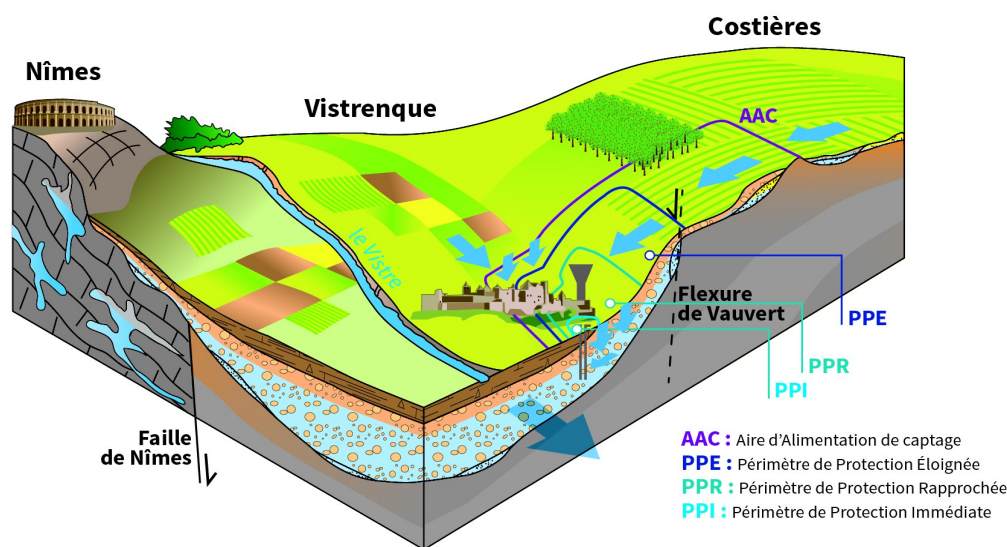
b) *Une Aire d'Alimentation de Captage (AAC) ou un BAC (Bassin d'Alimentation de Captage) correspond à l'ensemble des surfaces où toute goutte d'eau tombée au sol est susceptible de parvenir jusqu'au captage, que ce soit par infiltration ou par ruissellement. L'extension de ces surfaces est généralement plus vaste que celle des périmètres de protection de captage. Cette zone est délimitée dans le but principal de lutter contre les pollutions diffuses risquant d'impacter la qualité de l'eau prélevée par le captage. L'AAC ne se substitue pas aux périmètres de protection dont l'objectif est d'éviter toute pollution ponctuelle, accidentelle.*

*En effet, contre les pollutions locales, ponctuelles et accidentelles, la réglementation instaure ainsi des périmètres de protection autour des captages d'eau (PPE, PPR, PPI) :*

- *Périmètre de protection immédiate (PPI) : site de captage clôturé appartenant à une collectivité publique, dans la majorité des cas. Toutes les activités y sont interdites hormis celles relatives à l'exploitation et à l'entretien de l'ouvrage de prélèvement de l'eau et au périmètre lui-même. Son objectif est d'empêcher la détérioration des ouvrages et d'éviter le déversement de substances polluantes à proximité immédiate du captage.*
- *Périmètre de protection rapprochée (PPR) : secteur plus vaste pour lequel toute activité susceptible de provoquer une pollution y est interdite ou est soumise à prescription particulière. Son objectif est de prévenir la migration des polluants vers l'ouvrage de captage.*
- *Périmètre de protection éloignée (PPE) : facultatif, ce périmètre est créé si certaines activités sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes. Il recouvre en général l'ensemble de l'Aire d'Alimentation du Captage (AAC).*

*Les outils réglementaires se distinguent selon :*

Type d'outils	Périmètres de protection autour des captages d'eau potable (PPE, PPR, PPI)	Aire d'Alimentation des Captages (AAC)
Service pilote	Agence Régionale de Santé	DDTM
Bases juridiques	Articles L.1321-2 et R.1321-13 du code de la santé publique	Articles L211-3-5 de la loi sur l'eau Articles R114-1 à R144-10 du code rural
Objectifs	Protection contre les pollutions ponctuelles et accidentelles	Lutte contre les pollutions diffuses
Fait générateur	Tous les captages publics d'eau destinés à la consommation humaine	Captages Grenelle ou comité départemental de l'eau
Moyens d'actions	Déclaration d'utilité publique (déclinaison dans les documents d'urbanisme)	Actions volontaires : programmes d'actions
Application	Systématique et obligatoire pour tous les captages	A l'initiative du Préfet (possibilité de rendre obligatoires les mesures préconisées)



### Avis de la commission d'enquête

a) Pas de commentaire particulier.

b) Nous notons que le périmètre des AAC est défini par arrêté préfectoral. Le périmètre englobe les parcelles cadastrales. Voir un exemple de périmètre défini par arrêté préfectoral en **annexe 7**.

**22 – Quelle est l'échelle de définition prévue dans le projet pour le périmètre des zones de sauvegarde : parcelle cadastrale, territoire communal, autre type de définition ?**

### Réponse MO

La délimitation des zones de sauvegarde repose en majorité sur des tracés existants : PPE, AAC ... auxquels ont pu être localement ajoutés les zones de fortes potentialités, mais non encore

exploitées. Les AAC ayant fait l'objet d'un arrêté préfectoral (captages prioritaires) ont été délimitées à la parcelle. Pour les autres, il s'agit d'enveloppes qui n'ont pas d'autre justification que l'écoulement des eaux souterraines et les temps de transfert de celles-ci (secteur d'enjeu de niveau 2 des zones de sauvegarde).

*Il n'est pas prévu d'autres délimitations que celles proposées dans le SAGE. Il est à noter que les secteurs d'enjeu de niveau 1 des zones de sauvegarde sont délimités à la parcelle.*

*Dans le cadre de la mise en œuvre du SAGE VNVC, il est souhaité que ces périmètres soient pris en compte par l'ensemble des acteurs du territoire et que la cartographie dévolue puisse être intégrée aux documents d'urbanisme (à cette fin, il est envisagé de transmettre les données cartographiques et d'accompagner les acteurs de l'urbanisme pour cette intégration).*

#### Avis de la commission d'enquête

Treize zones de sauvegarde ont été délimitées par la CLE. Leur enveloppe est indiquée sur les cartes n°17 et 17-1 à 17-8. Les secteurs d'enjeu de niveau 1 correspondent au périmètre de protection rapprochée des captages. Ils sont ainsi délimités "à la parcelle" dans le cadre de la procédure d'autorisation. Les secteurs d'enjeu de niveau 2 ne le sont pas. **Les ZS, qui constituent une "avancée" du projet au regard de la protection de la nappe, ne sont utilisables que si un périmètre précis, à la parcelle, leur est donné. Dans ce domaine concernant les zones à protéger, nous remarquons que les AAC sont à juste titre définies de façon précise (annexe n°7).**

### **23 - Règle 3 : Actuellement existe-t-il des activités d'extractions de matériaux en activité qui pourraient demander une extension dans les zones de sauvegarde de secteur d'enjeu de niveau 1 et 2 ?**

#### Réponse MO

*Le paragraphe 2.2.2.3 du projet de PAGD du SAGE VNVC précise que « des projets de création de nouveaux sites d'extraction de granulats sont en réflexion sur les communes de Gallargues-le-Montueux, Aigues-Vives et Saint-Gilles ». Quant aux projets d'extensions des activités d'extraction de matériaux existantes concernées par le contenu de la règle n°3, ceux-ci ne sont pas actuellement connus.*

#### Avis de la commission d'enquête

Les MO ne répondent à la question posée. Les sites actuels d'extractions sont connus. Les carrières sont indiquées sur la carte n°8 de l'atlas. Elles affectent la nappe. A ce titre il est souhaitable de les localiser aussi dans les cartes n°17 et suivantes qui délimitent les zones de sauvegarde. Leur extension pourra ainsi être localisée soit sur les secteurs de niveau 1 soit de niveau 2.

La commission d'enquête remarque que la règle impose des contraintes d'exploitation élevées en secteur d'enjeu de niveau 2 (au dessus de la côte piézométrique maximale de la nappe).

L'énoncé de la règle ne précise pas les conditions de délimitation des périmètres des secteurs d'enjeu niveau 1 et 2 (voir aussi la question n°22 ci-dessus).

Sur ce sujet qui concerne l'activité économique du territoire, l'UNICEM n'a pas été consultée dans le cadre préalable à l'enquête publique. Elle nous a adressé un courrier le 17 octobre ; il fait partie du PV des observations (observation n°3 chapitre I C).

### **24 - Règle 4 : La colonisation des zones humides par la jussie, espèce exogène à forte capacité de colonisation, a fait l'objet d'un programme de maîtrise dans certaines régions**

**de France. La réduction de la problématique de cette espèce envahissante n'a pas été mise en évidence comme une cause d'eutrophisation des milieux aquatiques.**

**Pourquoi aucune précision n'est donnée dans le dossier ?**

### Réponse MO

*La prolifération des algues, des herbiers et de la jussie sont effectivement des marqueurs d'un niveau d'eutrophisation élevé.*

*L'arrachage de la jussie ne doit pas être systématique mais doit être conduite après observation des zones impactées (gestion au cas par cas). Ces observations préalables doivent permettre de décider des modalités d'arrachage ou de suivi à mettre en œuvre.*

*L'arrachage peut nuire à certaines espèces, parfois elles-mêmes protégées. En effet, en 2012, 7 individus de Cistude d'Europe ont été trouvés sous une tache de 400 m<sup>2</sup> de jussie sur le Buffalon à Manduel.*

*Par ailleurs, dans les cours d'eau artificialisés, il serait intéressant de suivre scientifiquement ce qui a été observé par l'Equipe Verte de l'EPTB Vistre sur son territoire, c'est-à-dire la création progressive de risbermes par piégeage de matières en suspension, baissant le niveau d'eau sur ces zones et permettant une colonisation rapide par des espèces héliophytes (massette, jonc, iris...) et favorisant une diversification relative du chenal.*

### Avis de la commission d'enquête

**La commission d'enquête souhaite qu'un paragraphe relatif à la problématique de cette espèce envahissante causant l'eutrophisation des cours d'eau, soit ajouté au dossier dans la règle n°4 (proposition d'amélioration du projet).**

## **3.4 – Observations du public**

### Bilan des observations du public

Moyens utilisés	orale	écrite
Observations sur registre dématérialisé *		7
Observations déposées sur le registre de :		
Nîmes Métropole, ville de Nîmes, Manduel	0	
Bellegarde, Aubord, Calvisson	0	
Vauvert, Le Cailar, Caveirac	0	
Besouce	1	
Communauté Rhône Vistre Vidourle à Gallargues Le Montueux	0	
Courriers adressés à la commission d'enquête et agrafé à un registre		3
Total	1	10
Total	11	

\* l'observation n°7, rappel du courrier UNICEM, est comptabilisée dans les courriers adressés à la commission d'enquête et agrafé à un registre. L'analyse est au paragraphe (C) ci-dessous.

## A) Registre dématérialisé

**N°1 - Date : 27 septembre 2019 – 21:08 - Auteur : anonyme**

Honteux !

### Réponse MO

*Cette observation n'amène pas de réponse.*

### Avis de la commission d'enquête

Sans objet

**N° 2 : 7 octobre 2019 – 10:06 - Auteur : SANDRA DESTROYE société BRL**

Lors de la consultation des cartes n°9 et n°16, BRL souhaite recueillir quelques précisions sur leurs contenus, à savoir: - connaître la raison pour laquelle la prise d'eau de Nîmes Ouest est indiquée comme captage prioritaire, - comprendre l'origine de l'absence des périmètres de protection liés aux prises d'eau de BRL (à l'exception du canal des Costières mentionné en PPR sur la carte n°16). Aussi, BRL souhaiterait que soit ajouté le canal des Costières et le canal de Campagne ainsi que les périmètres de protection rapprochée et éloignée associés pour l'ensemble des canaux concédés à BRL en tant que concessionnaire de la Région Occitanie.

### Réponse MO

*Concernant la carte n°9 "maillage BRL", la représentation cartographique du canal des Costières et du canal de campagne sera ajoutée.*

*La carte n°16 "captages prioritaires" permet quant à elle d'illustrer les démarches de restauration de la qualité de l'eau engagées sur le périmètre du SAGE VNVC (procédures Zones Soumises à Contraintes Environnementales (ZSCE) - captages prioritaires-paragraphe du PAGD "démarche captages prioritaires" de la synthèse de l'état des lieux). Etant donné que la prise d'eau BRL de campagne (dont le maître d'ouvrage est la Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole) est identifiée comme "captage prioritaire" par le SDAGE RM 2016-2021, celle-ci apparaît sur la carte afférente aux captages prioritaires. Toutefois, cette prise d'eau ne fait pas actuellement l'objet d'une procédure ZSCE, aussi, il est envisagé de maintenir uniquement la représentation du point de prélèvement (captage prioritaire) et de supprimer la représentation cartographique de son PPR (carte n°16).*

### Avis de la commission d'enquête

La représentation graphique des canaux est précisée.

En revanche la commission d'enquête ne comprend pas la réponse apportée concernant la représentation des prises d'eau BRL. **Il ne faut rien supprimer sur la carte n°16 mais au contraire apporter les précisions demandées : PPR, captages prioritaires (proposition d'amélioration du projet).**

**N°3 : 10 octobre 2019 – 16:20 - Auteur : SANDRA DESTROYE société BRL**

Il est délicat de présenter un prix de vente d'eau alors qu'il y a une grande diversité de situations et de facteurs à prendre en compte ( les volumes, les débits et les spécificités de traitement).



Nous vous proposons de substituer la phrase "Toutefois, les coûts d'exploitation et de potabilisation de l'eau du canal BRL sont 5 fois plus élevés (0,45 euros) que ceux dédiés aux prélèvements dans les nappes Vistrenque et Costières (0,10 euros)." en page 46 du PAGD par la phrase suivante: "Toutefois, les coûts d'exploitation et de potabilisation de l'eau du canal BRL, comme toute ressource superficielle sont plus élevés que ceux dédiés aux prélèvements dans les nappes Vistrenque et Costières".

#### Réponse MO

*Dans le rapport "élaboration des scénarios et détermination d'une stratégie globale du SAGE Vistre Nappes Vistrenque et Costières" élaboré par BRL ingénierie en janvier 2014, des variantes de scénarios ont été proposées pour chaque enjeu du SAGE VNVC. Des coûts d'investissement et des coûts évités sont notamment précisés, en lien avec la mise en œuvre de la variante présentée. Ainsi il est estimé, pour les coûts évités des variantes énoncées pour l'enjeu qualité des eaux souterraines, que le "coût de l'eau traitée est 5 fois plus cher 0.45 € (BRL) contre 0.10€ (Vistrenque)."*

*Ces éléments ont en partie été repris dans la synthèse de l'état des lieux du projet de PAGD soumis à enquête publique.*

*Le périmètre du SAGE VNVC compte 5 prises d'eau dans les canaux BRL qui sont utilisées pour la production d'eau potable après traitement grâce à 5 stations de potabilisation.*

*Le canal du Bas Rhône Languedoc permet de contribuer à l'alimentation en eau potable de 18 communes (appartenant à la Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole, la Communauté de Communes Terre de Camargue et la commune de Gallargues-le-Montueux).*

*En complément de la ressource en eau souterraine locale ou pour diluer celle-ci en raison de sa qualité, les communes tendent à se tourner vers la ressource Rhône.*

#### Avis de la commission d'enquête

Il est difficile d'avancer des coûts précis car ils dépendent de plusieurs paramètres et varient dans le temps. Dans ce domaine, l'importance de la ressource importée tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif est soulignée.

#### **N°4 : 14 octobre 2019 – 17:05 – Auteur : ARNEGUY Janie**

Tout d'abord il me semble que le SAGE se base sur des études trop anciennes qui ne correspondent plus aux enjeux actuels, étant donnée l'urgence qu'impose le changement climatique et l'effondrement rapide de la biodiversité. Il faut être plus volontaire. Il faut STOPPER l'imperméabilisation des sols, et même "dé-imperméabiliser" pour permettre l'infiltration des eaux. Il faut favoriser fortement l'agriculture biologique, l'imposer dans certaines zones en tension. Changer les pratiques agricoles, en respectant nos terres et nos sources d'eau. Mettre en place un schéma de restauration et de revitalisation des cours d'eau et des milieux aquatiques, pour stopper la biodiversité, et revitaliser d'urgence les trames bleues, telles que le Vistre et ses affluents par des actions avec les associations, les institutions, les scolaires. Nous devons reconquérir nos paysages. Et il faut exercer un contrôle régulier de la Commission locale de l'eau dans la mise en œuvre du SAGE, en renforçant la place des citoyens dans la gestion du SAGE. L'eau est une de nos richesses communes.

#### Réponse MO

*Le rapport de diagnostic du SAGE Vistre, Nappes Vistrenque et Costières date certes d'octobre 2010, toutefois, un travail d'actualisation des données a été conduit dans le cadre de la rédaction du PAGD (dans la mesure du possible, certaines données issues de cet état des lieux ont été mises à jour dans le cadre de la rédaction du PAGD-règlement - chapitre synthèse de l'état des lieux). Les 5 enjeux du projet de SAGE VNVC, constituant l'armature du projet, ont été*

*identifiés et partagés par les acteurs locaux réunis au sein de la Commission Locale de l'Eau (élus, usagers et services de l'Etat).*

*La thématique de l'imperméabilisation des sols est abordée dans le projet de SAGE VNVC à travers 2 dispositions (1E-01, 4D-01) et une règle (règle 1). Toutefois, l'objectif n'est pas de stopper l'imperméabilisation des sols mais de favoriser les dispositifs de compensation à l'imperméabilisation par infiltration en cherchant d'une part à préserver la qualité des nappes Vistrenque et Costières et la qualité des cours d'eau et des milieux aquatiques d'autre part (dans le respect de la séquence "Eviter, Réduire, Compenser). En effet, le projet de SAGE VNVC veille à tenir compte des différents enjeux qualitatifs des eaux et des milieux aquatiques. En outre, ce projet respecte le principe énoncé par la Commission Locale de l'Eau, à savoir le fait de "concilier l'occupation des sols et les usages avec la préservation et la restauration des milieux aquatiques et des ressources en eau". Le collectif formé par la CLE a eu l'ambition de construire un SAGE adapté à la réalité du bassin de vie.*

*Le territoire du SAGE VNVC est l'une des zones agricoles les plus importantes du département. Les acteurs agricoles sont engagés dans des démarches pour reconquérir et pérenniser la qualité de l'eau. L'agriculture biologique tend d'ailleurs à se développer, notamment la viticulture biologique (ex caveau d'Héraclès à Vergèze). Les collectivités gestionnaires de captages prioritaires, en collaboration avec la Chambre d'Agriculture et d'autres opérateurs agricoles (CIVAM Bio ...), portent des actions pour promouvoir et développer l'agriculture biologique notamment dans les aires d'alimentation des captages prioritaires.*

*Le projet de SAGE VNVC, afin de préserver la diversité des habitats naturels et des boisements riverains des cours d'eau, préconise la mise en œuvre d'un schéma de restauration morphologique et de revitalisation des cours d'eau et des milieux aquatiques, déclinés selon plusieurs niveaux d'ambition, fonction des enjeux écologiques rencontrés, de la typologie des cours d'eau.*

*Cette mise en œuvre opérationnelle de ce schéma est déjà engagée sur le territoire par l'EPTB Vistre, structure co-porteuse du SAGE VNVC. Ainsi, les derniers travaux engagés sur le Vistre ont été reconnus comme des projets innovants dans le domaine de l'ingénierie écologique dans le cadre de l'appel à projets "stratégie nationale pour la biodiversité" en 2011, lancé par le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.*

*Les premiers sites revitalisés sur le bassin versant du Vistre montrent une nette amélioration des habitats et un fort potentiel de biodiversité, aujourd'hui limités par la qualité médiocre de l'eau qui transite. Une enquête menée par l'IRSTEA sur l'évaluation économique de la restauration morphologique du bassin versant du Vistre publiée en 2013 a démontré qu'il y avait bien une adhésion sociale des habitants du territoire pour les projets de revitalisation des cours d'eau. Ces travaux, favorisant la réappropriation des cours d'eau par la population, impliquent que leurs accès soient aménagés (thématique des accès intégrée aux projets). La valorisation de ces sites, modèles reconnus à l'échelon national, est aujourd'hui assurée auprès des scolaires et de diverses associations professionnelles, d'élus, de citoyens, d'étudiants et divers acteurs engagés dans la protection de l'eau et de la biodiversité.*

*En outre, la nappe alimente le cours d'eau et cet apport participe au maintien de la biodiversité.*

*Dans le cadre du projet de SAGE VNVC, l'amélioration des connaissances est programmée. La mise en perspective des effets du changement climatique sur les masses d'eau serait à envisager (des outils de prospective seront disponibles au terme du présent projet de SAGE- exemple : modèle hydrodynamique de la nappe de la Vistrenque permettant notamment de simuler l'impact des effets du changement climatique sur la ressource en eau – disposition 1B-02). De même, l'évaluation des gains environnementaux et de biodiversité est engagée dans le cadre du*

*suivi des sites revitalisés pour une meilleure appréciation de la biodiversité globale à l'échelle du périmètre du SAGE.*

*La CLE veillera à l'application opérationnelle du contenu du SAGE VNVC et suivra sa mise en œuvre pour permettre son appropriation par tous les acteurs du territoire.*

*Quant à la place du citoyen dans le SAGE VNVC, il est rappelé que la Commission Locale de l'Eau (CLE), instance territoriale de concertation, a un fonctionnement participatif à travers :*

- sa composition en 3 collèges : élus, usagers et services de l'Etat,*
- son organisation en différents groupes de travail : séance plénière de CLE, bureau de CLE, commissions thématiques, comités de rédaction...*

*Par ailleurs, dans le cadre du projet de SAGE VNVC, il est prévu des actions de communication visant à sensibiliser tous les publics aux enjeux de l'eau sur le territoire. Cette volonté de transparence est un atout pour renforcer la culture territoriale de l'eau. Une personne informée sera en outre en mesure d'être un acteur de la préservation des milieux aquatiques et des ressources en eau.*

#### Avis de la commission d'enquête

La réponse apportée par les MO reprend tous les sujets évoqués par Mme Arnéguy et convient à la commission d'enquête qui la fait sienne.

#### **N°5 : 16 octobre 2019 – 13:04 – Auteur : PRESSAC Michel**

Résumé établi par la commission d'enquête (intégralité en **annexe n° 9.0**) :

M. Pressac constate que le changement climatique, l'évolution de la biodiversité, les organismes polluants ne sont pas assez pris en compte.

Le SAGE doit plus prendre en considération notre futur.

La description du territoire occupé par la ressource karstique est incomplète (l'exemple donné est celui des villages de La Vaunage) :

- situation des sources et résurgences
- situation des petits bassins versants
- situation des cours d'eau, transformés en fossés, dans les lieux habités
- volumes transférés à la nappe Vistrenque (absence d'études sur ce sujet)

M. Pressac observe :

- la nappe peut être polluée à partir des forages privés et des systèmes d'assainissement autonome (une absence d'inventaire).
- les cours d'eau sont transformés en fossés dans les vignobles et dans les lieux habités.
- les systèmes d'assainissement autonomes se développent malgré la suppression du COS sur la partie du karst.
- la pollution générée par les écoulements de surface, par les systèmes d'assainissement autonomes n'est pas suffisamment pris en compte dans les plans de prévention des risques. Il faudrait des documents plus précis tenant compte du terrain, des zones de cheminement et d'accumulation.
- l'imperméabilisation des sols augmentant, les réseaux d'évacuation des eaux ne sont plus adaptés.
- les bassins de rétention devraient être situés dans les points bas naturels.

- les exutoires des bassins de rétention ne sont plus adaptés.

### Réponse MO

*Le projet de SAGE VNVC s'est construit autour de différentes séquences d'élaboration, dont celle des tendances (rapport BRLi validé par la CLE le 25 avril 2013). Ce rapport a notamment permis d'analyser les tendances hydro-climatiques ainsi que les impacts éventuels sur les ressources en eau et les milieux aquatiques.*

*Les connaissances actuelles sur le fonctionnement de l'aquifère des calcaires du crétacé inférieur des garrigues Nîmoises (karst) sont effectivement limitées. Aussi, les améliorer à l'échelle du périmètre SAGE et non uniquement de la Vaunage, peut être envisagé dans le cadre de la révision du présent SAGE. La future structure porteuse de la démarche SAGE VNVC sera d'ailleurs géographiquement compétente pour étudier le fonctionnement de cet aquifère (périmètre de compétence de cette structure étendu à celui du SAGE incluant une partie du Karst des garrigues Nîmoises).*

*La disposition 1B-02 « modéliser le fonctionnement hydrodynamique de la nappe de la Vistrenque et simuler l'impact des effets du changement climatique sur la ressource en eau » du projet de SAGE VNVC vise notamment à évaluer l'influence respective des différents facteurs de la recharge de la nappe de la Vistrenque (comme par exemple la contribution du karst).*

*La situation des cours d'eau sur le périmètre du SAGE est globalement représentée dans la carte n°18 de l'atlas cartographique et est précisée dans des sous-secteurs géographiques aux cartes 24-1 à 24-6 de l'atlas cartographique.*

*Bien que la déclaration des forages privés soit obligatoire, il s'avère que peu d'entre eux sont déclarés en mairie sur le périmètre du SAGE VNVC. Pourtant cette connaissance est nécessaire afin de les prendre en considération et alerter les propriétaires en cas de problème sanitaire éventuel. C'est pourquoi le projet de SAGE VNVC veille à inciter les propriétaires à réaliser cette déclaration (disposition 2A-04).*

*En outre, la CLE incite les acteurs du territoire à élaborer ou réviser les zonages des eaux pluviales et du ruissellement et les schémas directeurs de gestion des eaux pluviales en intégrant par exemple (disposition 4A-02) :*

- la définition des zones de production, d'écoulement et d'accumulation du ruissellement pluvial,*
- la définition des solutions adaptées afin de réduire le ruissellement pluvial dans les zones de production ainsi que les solutions à adopter pour améliorer le transfert et le drainage sur les zones d'écoulement et d'accumulation,*
- la prise en compte des objectifs poursuivis en fonction des événements pluviométriques décrits (pluies faibles très fréquentes, pluies moyennes à fortes, pluies fortes et très fortes, pluies extrêmes). De plus, la CLE propose de mettre en place un groupe de travail en vue de définir ces événements de référence ainsi que les modalités types de prises en charge pour chaque catégorie d'événements,*
- l'évaluation du fonctionnement des réseaux unitaires et d'eaux pluviales séparatifs notamment pour la période de retour des événements qui génèrent une saturation des réseaux et l'activation des déversoirs d'orages.*

### Avis de la commission d'enquête

La réponse apportée par les MO reprend tous les sujets évoqués par M. Pressac. Il est prévu dans le projet d'améliorer la connaissance de la ressource karstique. Il est également prévu de prendre en compte la pluviométrie dans l'étude des écoulement de surface. Un groupe de travail est mis en place pour cela.

Les précisions apportées conviennent à la commission d'enquête qui les fait siennes.

**N°6 : 17 octobre 2019 - 10:08 – Auteur : Flattet Josiane**

Globalement le SAGE se base sur des études et des données trop anciennes qui ne correspondent plus aux enjeux du changement climatique, de l'effondrement de la biodiversité, il y a urgence, il faut être beaucoup plus ambitieux. Il faut stopper drastiquement l'artificialisation des sols pour permettre l'infiltration des eaux. L'accompagnement du changement climatique est indispensable: Changer les pratiques agricoles, autour des zones de bassin de captage d'eau potable avec une agriculture biologique. Mettre un place un Plan Climat Air EAU et Territoire avec les citoyens. Des Analyses plus détaillées d'eau, qui prennent en compte (les pesticides, les pollutions domestiques et industrielles, ainsi que le pollution nucléaire) afin de permettre au SAGE de répondre à ses objectifs quantitatifs et qualitatifs des masses d'eaux.

Réponse MO

*Même réponse apportée à l'observation n°4 émise par Mme Arnéguy.*

Avis de la commission d'enquête

Se reporter à la question n°4. Le Plan Climat Air EAU et Territoire évoqué par Mme Flattet paraît intéressant en ce qui concerne les liens envisageables avec le cycle de l'eau. Son objet n'est cependant pas assez précis pour être développé dans le projet.

**N°7 : 17 octobre 2019 - 11:18 – Auteur : Jean-Bernard LAUZE, UNICEM Languedoc-Roussillon.** Copie de LRAR n° 1A16149269093 adressée à la commission d'enquête au siège de l'enquête. (PJ n°1, annexe 9.1) .

Se reporter au paragraphe (C) : « Courriers adressés à la commission d'enquête et agrafés à un registre ».

Réponse MO

*Se reporter au paragraphe C.*

**N°8 : 18 octobre 2019 – 16:41 – Auteur : ORIOL Laurent**

Résumé établi par la commission d'enquête (intégralité en **annexe n° 9.0**) :

Document intéressant pouvant servir de base à des politiques plus ambitieuse.

Fruit d'une longue concertation, il est très en retard sur les enjeux apparus récemment, notamment ceux liés à la destruction de la biodiversité :

- impact des produits phytosanitaires sur la santé publique
- lenteur de mise en œuvre des plans de revitalisation

Face à cela, les dispositions du SAGE sont faibles. Sont concernées :

- c) 2B-C-D : sauvegarde de la ressource en eau potable et protection de la qualité par rapport aux produits phytosanitaires.
- d) 3C : rétablir la biodiversité dans les cours d'eau

Propositions faisant le lien entre les 2 domaines d'action précédents :

- utiliser les zones de sauvegarde de niveau 2 comme des aires de protection de la biodiversité et les relier aux cours d'eau revitalisés par des corridors écologiques. Les périmètres de protection autour des captages doivent devenir des oasis de biodiversité
- réaliser ainsi un véritable maillage territorial de trames vertes, bleue, noires, et brunes

cohérentes tout en protégeant la ressource souterraine.

Il est important d'imposer une agriculture biologique dans les zones de sauvegarde de niveau 2.

La politique publique doit être ambitieuse, y compris en terme de délai -3 ans-, pour assurer une reprise de la biodiversité et une reconquête rapide. Il est nécessaire de mettre tous les moyens possibles : accompagnement des agriculteurs, aides, préemptions. Les espaces de production bio permettront de fournir les cantines de nos villages ce que qui va dans le sens de la loi.

### Réponse MO

*Certaines mesures du projet de SAGE VNVC sont déjà mises en œuvre sur le territoire par les structures porteuses du SAGE VNVC, qui n'ont pas attendues son approbation pour accompagner le territoire en vue de l'atteinte du bon état des eaux et des milieux aquatiques.*

*L'élaboration de ce projet est en effet le fruit d'une longue concertation, aboutissant à un consensus. Les 5 enjeux du projet de SAGE VNVC, constituant l'armature du projet, ont été identifiés et partagés par les acteurs locaux réunis au sein de la Commission Locale de l'Eau (élus, usagers et services de l'Etat).*

*Ainsi, ce projet vise à la fois à pérenniser les actions déjà en vigueur et à proposer de nouvelles mesures et règles pour l'atteinte du bon état des masses d'eau (exemples : zones de sauvegarde et Espace de Bon Fonctionnement des cours d'eau).*

*Concernant la prise en compte des produits phytosanitaires et leurs impacts sur la santé publique : cette question est notamment traitée à travers la mise en œuvre des plans d'actions des captages prioritaires identifiés sur le périmètre du SAGE VNVC (constitués d'un volet foncier, agricole et non agricole -cf. annexe 4 du projet de PAGD) que la CLE encourage à poursuivre (disposition 2C-01), car déjà engagée sur le territoire.*

*Quant au schéma de restauration morphologique et de revitalisation des cours d'eau et des milieux aquatiques, sa mise en œuvre nécessite du temps (9,2 km de cours d'eau restaurés depuis 2003). La phase travaux n'est pas l'étape la plus longue de ce type de projet : du temps doit être consacré à la définition du projet, à la stabilisation du plan de financement, à la passation des marchés publics dédiés, aux négociations foncières, à la conduite et au suivi du projet, à la sensibilisation des acteurs ...*

*Ce premier SAGE a permis d'identifier et caractériser les espaces dédiés à la préservation des Espaces de Bon Fonctionnement des cours d'eau (EBF) et des zones de sauvegarde. La recherche d'objectifs complémentaires à la création d'une aire de protection de biodiversité pourrait être envisagée dans le cadre de la révision du SAGE VNVC ou dans le cadre de démarches opérationnelles d'aménagement (mesures de préservation de ces secteurs).*

### Avis de la commission d'enquête

Les remarques de ce contributeur sont prises en compte dans le projet à l'exception de celles relatives à la préservation de la biodiversité dans les zones de sauvegarde niveau 2. La remarque est pertinente mais ne concerne pas directement le SAGE qui n'est pas préparé dans ce but.

## **B) Registres mis à disposition en mairie**

### **Bezouce**

#### **Observation orale - Permanence du 4 octobre 2019 - M. Garcia**

Mr. Garcia prend connaissance du dossier. Il évoque l'aménagement du « canal » qui est devant chez lui (commune de Marguerite) avec pour conséquence une modification de la faune liée à la zone humide. Il voit moins d'oiseaux devant chez lui.

Il reviendra déposer une observation écrite.

Réponse MO

*Cette observation orale n'amène pas de réponse.*

Avis de la commission d'enquête

Cette remarque fait allusion à la préservation de la biodiversité évoqué à la question n°8.

**C) Courriers adressés à la commission d'enquête et agrafés à un registre**

**N°1 – Nîmes Métropole – Délibération du conseil communautaire – 30/09/2019**

Le conseil émet un avis favorable (**annexe 9.2**).

Réponse MO

*Dans son courrier du 22 mai 2019 relatif à la consultation inter-administrative du projet de SAGE VNVC, la direction de l'eau de la Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole indiquait que « suite à une réorganisation au sein de la Direction de l'Eau et de par notre calendrier communautaire, l'assemblée ne sera pas en mesure de délibérer sur ce sujet dans le temps imparti par la consultation administrative. Par conséquent, je vous remettrais un avis lors de l'enquête publique subséquente. »*

Avis de la commission d'enquête

Nous rappelons que les remarques formulées par Nîmes Métropole ont été analysées par la commission d'enquête au paragraphe 3.1.

**N°2 - Commune de Jonquières Saint-Vincent – Délibération du conseil municipal – 19/09/2019**

Résumé établi par la commission d'enquête (intégralité en **annexe n° 9.3**) :

Le sujet est technique, il nécessiterait une étude contradictoire. Le diagnostic environnemental réalisé dans le cadre de la révision du PLU a consacré plusieurs analyses aux problématiques de l'eau :

- hydrographie et hydrogéologie
- eau et trames verte, bleue
- schéma départemental de gestion des eaux qui est repris par le projet de SAGE
- risque inondation
- le plan d'aménagement et de développement durable (PADD) accompagnera le PLU révisé. Il porte sur la préservation des paysages, les réservoirs de biodiversité, les corridors écologiques, les risques naturels.

Dès lors, les objectifs du SAGE rejoignent les préoccupations de la commune et l'étude pour révision du PLU les prend en considération.

La commune émet un avis favorable.

Réponse MO

*La qualité de l'analyse comparative conduite par la commune de Jonquières Saint Vincent, mettant en parallèle le contenu du projet de SAGE avec le diagnostic environnemental réalisé dans le cadre de la révision du PLU, est soulignée.*

*Toutefois, il est rappelé la nécessité de s'assurer de la mise en cohérence des politiques de l'eau et de l'aménagement du territoire (disposition 5C-01), par la prise en compte dans les documents de planification :*

- *pour la gestion durable et pérenne des ressources en eau souterraines, des différents zonages retenus dans le SAGE pour préserver la ressource en eau souterraine et les dispositions visant leur préservation (exemple zones de sauvegarde) ; des préconisations du SAGE concernant les pratiques économes en eau, les forages domestiques et les dispositifs de compensation à l'imperméabilisation par infiltration.*
- *pour la préservation et valorisation des cours d'eau et des milieux aquatiques, de la maîtrise des flux polluants (dispositions 3B-02 et 3B-03), du respect de la séquence « Eviter, Réduire, Compenser », des préconisations du SAGE relatifs aux dispositifs de compensation à l'imperméabilisation et des remblais en zone inondable.*

#### Avis de la commission d'enquête

Le diagnostic environnemental réalisé par la commune dans le cadre de la révision de son PLU est compatible avec le projet du SAGE.

**N°3 - UNICEM Languedoc-Roussillon, Jean-Bernard LAUZE.** LRAR n° 1A16149269093 du 17 octobre 2019 adressée à M. le président de la commission d'enquête SAGE VNVC. **(PJ n°1, annexe 9.1) .**

Résumé établi par la commission d'enquête :

- a - L'EPTB Vistre n'a pas pris en compte les avis de la fédération lors des concertations menées ces dernières années, particulièrement ceux concernant les zones de sauvegarde.
- b - L'UNICEM est consciente des enjeux de protection des ressources et milieux naturels.
- c - Le secteur d'activité de l'UNICEM répond lui aussi à un besoin du territoire : la valorisation de la ressource géologique doit aussi être préservée.

#### **1) Le contenu de la disposition n°2B-05 et l'énoncé de la règle n°3 ne sont ni justifiés ni proportionnés aux enjeux.**

1a - Des propos stéréotypés sur les risques de pollution liées aux activités extractives sont relayés dans la PAGD sans apporter de démonstration probante ou justification sérieuse.

1b - La nappe du secteur Vistre, Vistrenque et Costières n'a jamais souffert ni qualitativement ni quantitativement de la présence de carrières. En conséquence le retour d'expérience la concernant doit prendre le pas sur les positions dogmatiques non argumentées.

1c - Par son énoncé, la règle n°3 conduit à prohiber, sans justification, l'exploitation des alluvions sur le secteur VVC (interdiction dans les zones de niveau 1, fortes limitations dans les zones de niveau 2).

1d - L'UNICEM rappelle que l'activité de carrière est parfaitement encadrée par la réglementation actuelle sous le contrôle et l'autorité préfectoraux :

- validité d'une interdiction posée par un SAGE,
- régime des ICPE,
- dispositifs de suivi mis en place par nos industries, compétences mobilisées (document « carrière et développement durable »), études d'impact,
- SDAGE RM se basant sur l'étude d'impact pour apprécier les effets d'une exploitation implantée dans une zone de sauvegarde.



1e – Nous demandons une refonte complète de la règle n°3 :

- Il faut se conformer aux dispositions du SDAGE qui n'interdisent pas par principe les carrières dans la zone de sauvegarde mais demandent de mettre en œuvre les mesures qui permettent de préserver la qualité et la disponibilité de l'eau afin de ne pas compromettre leur usage actuel et futur.
- Les dispositions du SAGE ne peuvent être plus contraignantes que celles du SDAGE qu'à la condition qu'elles soient rigoureusement justifiées au regard des circonstances locales. Des notes administratives de cadrage précisent que : « en pratique il s'agira souvent d'adapter des conditions de rejets, prélèvement, travaux à des ressources et milieux locaux ».
- Le projet de SAGE entend clairement interdire ou limiter l'exercice d'activités dans ces zones sans apporter de justification sérieuse et circonstanciée.
- L'interdiction des carrières dans les secteurs d'enjeu de niveau 1 des zones de sauvegarde ainsi que la limitation des carrières dans les secteurs de niveau 2 empiètent sur le pouvoir d'appréciation du préfet dans le cadre de la législation des installations classées.

1f – Nous demandons la suppression de la disposition 2B-05 :

Le SAGE ne peut pas se substituer au SRC en cours de révision sous la supervision des services de l'Etat qui « s'assurent de leur compatibilité avec les enjeux de préservation sur le long terme des zones de sauvegarde » .

La disposition doit être écartée.

## **2) La cartographie des zones de sauvegarde proposées est discutable**

2a - La justesse des délimitations des périmètres par le SAGE est un sujet majeur. Leur appréhension par le sens d'écoulement donne lieu à des divergences de vue entre hydrogéologues (étude UNICEM-Berga Sud). L'ETPB a été destinataire de l'étude.

L'UNICEM a observé des variations de zonage d'une version de document à une autre.

2b - Imposer des limites de zone de sauvegarde à la parcelle est discutable.

Il conviendrait de laisser à chaque aménageur le soin d'étudier l'enjeu AEP lié à son projet.

### **En conclusion**

3a - L'UNICEM est préoccupée par l'impact réglementaire sur les activités qu'elle représente. La profession améliore constamment ses pratiques mais se voit appliquée toujours plus de contraintes. Les enjeux liés à la gestion de l'eau sont au cœur de notre métier.

3b - Le projet de SAGE écarte les aspects positifs d'une activité d'extraction (voir page 60 du PAGD) ; En particulier la protection des populations contre les inondations grâce à la constitution de bassins de rétention . Dans ce domaine les gravières du secteur de Bellegarde ont joué un rôle majeur reconnu par l'ONU en 2018 : rapport intitulé « les solutions fondées sur la nature pour la gestion de l'eau », page 88 .

3c - L'étude d'impact doit conserver son rôle. La réglementation régissant nos activités constitue un outil parfaitement adapté à une exploitation de carrière respectueuse du territoire. Les études que nous menons enrichissent la connaissance du territoire, particulièrement le cercle méditerranéen.

3d – Nous demandons une approche réaliste et mesurée de l'impact de nos activités sur l'environnement, qui tiennent compte à la fois de l'évolution positive de nos pratiques et des contraintes réglementaires.

3e – L'UNICEM Languedoc-Roussillon demande une réécriture des volets du SAGE VNVC qui concernent son secteur d'activités mais aussi des orientations générales tant rédactionnelles que cartographiques susceptibles de l'impacter. Plusieurs axes de recours existent.

Elle appelle un avis défavorable de la commission d'enquête.

### Réponse MO

*a - Au préalable, il est rappelé que :*

- le projet de SAGE VNVC est élaboré par la CLE et co-porté par l'EPTB Vistre et le SMNVC,
- l'UNICEM siège à la CLE, au collège des usagers - propriétaires fonciers - organisations professionnelles et associations, et qu'à ce titre il bénéficie d'un droit de vote.

*Pour mémoire, le SDAGE RM 2016-2021 identifie les alluvions anciennes de la Vistrenque et des Costières comme aquifère stratégique à préserver pour l'alimentation en eau potable; pour laquelle les zones de sauvegarde doivent être délimitées. Cette délimitation a fait l'objet d'une étude portée par le Syndicat Mixte des Nappes Vistrenque et Costières entre 2015 et 2016 et dont la cartographie a été versée au projet de SAGE VNVC.*

*b – c – Les zones de sauvegarde couvrent 37% du périmètre du SAGE VNVC, ainsi 63% du territoire n'est pas concerné par les dispositions et règles du projet de SAGE VNVC liées aux zones de sauvegarde.*

*1- Les alluvions anciennes de la Vistrenque et des Costières étant classées comme « ressource majeure à préserver pour l'alimentation en eau potable » par le SDAGE RM, les secteurs à préserver pour assurer l'alimentation en eau potable actuelle et future ont fait l'objet d'une identification dénommée « zones de sauvegarde ».*

*La Directive Cadre sur l'Eau (DCE) demande que les Etats membres désignent dans chaque district hydrographique les masses d'eau utilisées pour l'eau potable ou destinées, pour le futur, à un tel usage. Vis-à-vis des objectifs applicables aux zones d'alimentation en eau potable, l'article 7.3 de la DCE demande aux Etats membres « d'assurer la protection nécessaire afin de prévenir la détérioration de la qualité de manière à réduire le degré de traitement de purification nécessaire à la production d'eau potable ».*

*Ainsi, la protection des capacités d'implantation de nouvel ouvrage pour l'Alimentation en Eau Potable est notamment recherchée dans le projet de SAGE VNVC.*

*Pour mémoire, la protection et la préservation de la nappe de la Vistrenque par rapport à l'extraction de matériaux avait fait l'objet de vigilances dans le cadre du schéma départemental des carrières du Gard (avis hydrogéologique de mars 1998).*

*1a- La note technique du BRGM rédigée dans le cadre de la révision du Schéma Régional des Carrières indique que la création d'excavation génère des perturbations de nature très diverses. Les plans d'eau de gravière sont dotés d'une vulnérabilité élevée vis-à-vis de toutes pollutions superficielles.*

*Les impacts peuvent être de plusieurs ordres (également décrits dans le contexte de la disposition 2B-05 du projet de SAGE VNVC) :*

- impacts hydrodynamiques, se traduisant par une modification du régime d'écoulement de la nappe au voisinage des sites : impact sur les écoulements souterrains, modification des échanges avec le cours d'eau, colmatage des gravières, remblaiement des gravières, déficit en eau lié à la création de plans d'eau.
- impacts physico-chimiques : évolution de la composition chimique des eaux de nappe drainées dans les gravières (diminution globale de sa minéralisation, augmentation de la charge en matière en suspension, apport de matière organique), dénitrification localisée.

*Par ailleurs, la multiplication des carrières participe au mitage des nappes et à l'augmentation des impacts cumulés.*

*1b- Il est rappelé que les nappes Vistrenque et Costières, identifiées comme ressource stratégique, sont principalement exploitées pour l'usage « eau potable ». Aussi, pour maintenir*

*cet usage, le projet de SAGE VNVC veille à préserver l'équilibre quantitatif des nappes et à maintenir ou restaurer la qualité des eaux souterraines.*

*Id- se reporter aux réponses en. 3c 3d et 3e.*

*1c-1e- 1f- Les documents constitutifs du projet de SAGE VNVC (évaluation environnementale non comprise) ont fait l'objet d'une relecture juridique par un cabinet d'avocats mandaté par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, concluant sur la compatibilité du projet de SAGE VNVC vis-à-vis du SDAGE RM 2016-2021. Le maintien de la disposition 2B-05 et de la règle n°3 est notamment justifié par le fait que la rédaction du projet de SAGE VNVC est progressive, proportionnée aux enjeux et que tous les usages sont concernés.*

*Plus particulièrement :*

*- concernant la disposition 2B-05 : l'analyse juridique n'a pas relevée que la CLE outrepassait ses prérogatives. En outre, le SDAGE RM 2016-2021 indique que les "SAGE dont le périmètre inclut des zones de sauvegarde identifient ces zones et prévoient les dispositions nécessaires à leur préservation", et que ces dispositions soient définies par les acteurs locaux comme les CLE notamment". En effet, la disposition 5E-01 du SDAGE RM 2016-2021 "protéger les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable" précise que "les zones de sauvegarde nécessitent des actions spécifiques de maîtrise des prélèvements et de protection contre les pollutions ponctuelles ou diffuses, accidentelles, chroniques ou saisonnières. [...] La définition des actions nécessaires à leur préservation doit faire l'objet d'une démarche concertée avec les acteurs locaux s'appuyant sur les outils de gouvernance de l'eau : CLE des SAGE et comités de milieux notamment."*

*- concernant la règle n°3 : son contenu propose des dérogations à l'interdiction d'implantation ou d'extension d'activités d'extraction de granulats via le respect des conditions suivantes :*

*1/ "ne pas se situer au sein des secteurs d'enjeu de niveau 1 des zones de sauvegarde". Cette interdiction est déjà en vigueur car ces secteurs d'enjeu de niveau 1 correspondent le plus souvent aux Périmètres de Protection Rapprochée (PPR) au sein desquels les carrières sont déjà interdites.*

*2/ "dans les secteurs d'enjeu de niveau 2 : l'extraction doit être limitée à la frange dénoyée des alluvions de l'aquifère des cailloutis villafranchiens. La limite d'exploitation doit se situer au-dessus de la cote piézométrique maximale de la nappe. Ce niveau sera évalué par des mesures piézométriques en continue réalisées directement sur le site où est envisagé l'exploitation."*

*Par ailleurs, l'analyse juridique s'est assurée de vérifier le fondement juridique de la règle (article R212-47 du Code de l'Environnement – alinéa 2b).*

*2 a- Certaines délimitations de zones de sauvegarde ont été révisées sur la base des éléments transmis par l'étude commanditée par l'UNICEM et confiée au bureau d'étude Berga-sud afin de réaliser une analyse critique de la délimitation des zones de sauvegarde, comme par exemple pour les zones de sauvegarde d'Aimargues et de Générac.*

*Dans le cadre de l'élaboration du projet de SAGE VNVC, 2 sous-secteurs ont été distingués au sein des zones de sauvegarde : les secteurs d'enjeu de niveau 1 (correspondant aux périmètres de protection rapprochée connus) et les secteurs d'enjeu de niveau 2 (correspondant au reste de la zone de sauvegarde exception faite du secteur d'enjeu de niveau 1).*

*2b- Les secteurs d'enjeu de niveau 1 des zones de sauvegarde concernées par les règles 2 et 3 du projet de SAGE VNVC ont fait l'objet d'un découpage à la parcelle.*

*3a- La CLE rappelle que le projet de SAGE VNVC s'articule autour du principe "concilier l'occupation des sols et les usages avec la préservation et la restauration des milieux aquatiques et des ressources en eau". Par ailleurs, les masses d'eau objets du SAGE sont soumises aux attendus réglementaires d'atteinte du bon état définis par la DCE.*

*3b- Sur le périmètre du SAGE VNVC, l'ancienne carrière exploitée hors d'eau à Aubord, au sein d'une zone de sauvegarde, a été valorisée en tant que bassin écrêteur de crue à l'issue de son exploitation. Cet exemple illustre la mise en application concrète des dispositions et règle du projet de SAGE VNVC.*

*3c- Le projet de SAGE VNVC n'a pas vocation à se substituer à l'étude d'impact.*

*3d-3e- Les dispositions et règles du projet de SAGE VNVC sont proportionnées aux enjeux identifiés sur son territoire.*

#### Avis de la commission d'enquête

La commission d'enquête aborde l'observation de l'UNICEM en examinant les arguments positifs et négatifs :

- + la préservation de l'eau potable est essentielle à la collectivité. Une exploitation est susceptible de mettre en contact la nappe avec l'atmosphère ce qui créer un risque localisé de pollution.
- + les orientations du SDC 30 vont dans le sens de la préservation de la ressource, il en va de même pour le SDAGE.
- + l'exploitation dans les zones de niveau 1 est déjà interdite. L'intérêt de la disposition et de la règle porte sur la mise en place des zones d'enjeu de niveau 2.
- + toute création de carrière est soumise à autorisation environnementale.
- + 63% du territoire restent en théorie accessibles à l'exploitation de matériaux sous réserve de l'existence d'autres contraintes de type environnemental, urbanistique ou autres.
- compte tenu du faible recouvrement des nappes par les matériaux exploitables il est irréaliste d'imposer une contrainte de mesure de niveau. Cette contrainte conduit à interdire de fait l'exploitation.
- les besoins en matériaux ne sont pas définis. La capacité d'extraction des carrières existantes avec possibilité d'extension n'est pas connue. D'où une imprécision du SAGE sur ce point.
- les pollutions dues au transport de matériaux sur de longues distances ne sont pas prises en compte.
- les secteurs d'extraction interviennent dans la lutte contre les inondations.

**Ce bilan ne réunit pas assez d'éléments décisifs pour justifier l'instauration d'une règle visant à encadrer l'activité d'extraction de matériaux. En conséquence la commission d'enquête propose de supprimer la règle n°3 (réserve n°4 de nos conclusions).**

## PARTIE II – CONCLUSIONS

### Préambule

Démarche de la commission d'enquête :

Dans le domaine très concret de la ressource en eau du territoire, en nous appuyant sur nos visites des lieux et sur l'examen de toutes les contributions, nous nous sommes donnés pour objectif d'établir en permanence un lien entre l'ensemble des moyens de coordination et d'action exposés dans le projet et les conséquences concrètes prévisibles de leur mise en œuvre.

### 1) Sur le déroulement de l'enquête

#### • Rappel du projet

L'émergence du SAGE Vistre, Nappes Vistrenque et Costières.

En 2004, face à la double problématique de maîtrise des pollutions diffuses et de préservation de l'étalement urbain, le Syndicat Mixte des Nappes Vistrenque et Costières (SMNVC) a initié la mise en œuvre d'un SAGE sur la nappe de la Vistrenque. Le SAGE avait alors pour but d'instaurer un cadre de concertation pour établir une politique de préservation et de gestion pérenne de la nappe de la Vistrenque, et faire face aux éventuels conflits d'usage.

Par ailleurs, le Syndicat Mixte du Bassin Versant du Vistre (SMBVV), désormais reconnu comme Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) a souhaité prendre part à la démarche d'élaboration du SAGE pour définir et mettre en œuvre une stratégie d'aménagement relative à des opérations de revitalisation du Vistre. Il s'est alors proposé d'être un des 2 maîtres d'ouvrage du SAGE au côté du SMNVC.

Le SAGE VNVC concerne à la fois les eaux souterraines et les eaux superficielles sur le même territoire de bassins versants.

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux est un document de planification de la gestion des eaux à l'échelle d'un périmètre hydrographique cohérent (aquifère, bassin versant...). Il est élaboré de manière collective par les acteurs du territoire qui sont en lien avec la thématique de l'eau. Ils sont rassemblés au sein d'une instance de concertation décisionnelle, présidée par un élu local : la Commission Local de l'Eau (CLE).

Le SAGE est ainsi un document transversal, organisé autour de trois documents : le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD), le Règlement et l'Atlas cartographique. Il permet de fixer, coordonner et hiérarchiser des objectifs généraux d'utilisation, de valorisation et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau et des milieux aquatiques.

Le PAGD définit les objectifs prioritaires se rattachant aux enjeux du SAGE, les dispositions et les conditions de réalisation pour atteindre les objectifs de gestion équilibrée de la ressource en eau. Pour cela, il est structuré autour de 5 grands enjeux déclinés en 19 objectifs généraux et 60 dispositions. Les composantes géographiques, les infrastructures du cycle de l'eau et les zones de sauvegardes décrites dans le PAGD sont localisées sur un ensemble de 41 cartes constituant l'atlas cartographique.

Le Règlement encadre les usages de l'eau et les réglementations qui s'y appliquent pour permettre la réalisation des objectifs du PAGD, identifiés comme majeurs et nécessitant l'instauration de règles spécifiques pour atteindre le bon état écologique et la gestion équilibrée de la ressource.

#### • Rappel de la procédure

Par arrêté préfectoral n°30-2019726-005 en date du 26 juillet 2019 (annexe n° 1) Monsieur le

Préfet du Gard a officialisé l'ouverture d'une enquête publique relative à l'approbation du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Vistre, Nappes Vistrenque et Costières (VNVC).

La composition du dossier d'enquête publique comporte les pièces exigées par les articles R123-8 et R212-40 du code de l'environnement. Les institutions et collectivités concernées par le projet ont été consultées. Les avis formulés sont joints au dossier d'enquête. Nous observons cependant que 2 acteurs importants (par le volume d'eau prélevé ou par l'emprise occupée à proximité des nappes), Nestlé Waters et l'UNICEM, n'ont pas été consultés dans le cadre de l'enquête. Bien que membres de la CLE, ils auraient dû l'être.

Un courrier de Nîmes Métropole reçu par les maîtres d'ouvrage avant enquête est ajouté au dossier. Il est pris en compte par la commission. La délibération de cette collectivité, intervenue pendant l'enquête, exprime un avis favorable sans faire référence à son courrier antérieur.

#### • Cadre législatif et réglementaire

Le SAGE trouve son origine dans les principes énoncés à l'article L211-1 du code de l'environnement, son contenu est précisé dans l'article L212-1.

Les articles L212-1, L212-3 à L212-6 instituent le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux proprement dit, pour un sous-bassin, pour un groupement de sous-bassins correspondant à une unité hydrographique cohérente ou pour un système aquifère.

Le SAGE a pour but de fixer les objectifs généraux et les dispositions permettant de satisfaire aux principes énoncés aux articles L212-1 et L430-1.

L'article L211-7 stipule que les collectivités territoriales et leurs groupements... ainsi que les établissements publics territoriaux de bassin ...peuvent sous réserve de leur compétence attribuée .. entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence dans le cadre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, s'il existe.

#### • Bilan des observations

Origine	N <sup>bre</sup>
Observations déposées pendant l'enquête (public, organisation professionnelle, collectivités)	11
Questions posées par la commission d'enquête :	
- questions et observations relatives au dossier, pièce n°2, pièce n°3	24
- questions et observations relatives à l'avis des Personnes Concernées par le Projet (PCP), pièce n° 5	25
total	60

Nous constatons un faible nombre d'observations au regard de l'importance primordiale, pour chacun d'entre nous, de disposer de l'eau potable à volonté. Nous avançons pour explication :

- La tenue simultanée de l'enquête publique concernant le SCoT sud-Gard qui concerne le même territoire et qui intègre par définition les engagements du SAGE dans le domaine de l'eau.
- Une concertation préalable du public aurait ouvert sa curiosité à propos du SAGE.

#### En conclusion,

**malgré la faible participation du public, la commission estime que l'enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions : dossier abordable, composé des pièces réglementaires, information légale respectée, lieux d'accueil conviviaux, disponibilité des acteurs du cycle de l'eau et des maîtres d'ouvrage.**

## 2) Participation du public. Qualité des informations disponibles.

Sur un sujet aussi important que la préservation de la ressource en eau, dans un contexte de changement climatique, nous constatons qu'il n'y a pas eu de concertation préalable du public ou de communication préalable comme cela est souvent pratiqué.

Les articles L121-15-1, L121-17, L121-17-1, 121-18 permettent de lui substituer une déclaration d'intention. Celle-ci, documentée, a été affichée selon les règles, mais n'a pas suscité de réaction du public (droit d'initiative).

**Cette démarche est en contradiction avec la volonté de la CLE de mettre en avant la convention d'Aarhus et avec l'attribution au SAGE d'objectifs de communication et de partage des connaissances.** Nous le regrettons car, dans le domaine spécifique du cycle de l'eau, la concertation ou la communication avec le public sont des facteurs de prise de conscience des enjeux d'avenir.

Cependant, le processus d'élaboration du SAGE, conduit par une assemblée où sont représentés les élus, les groupements d'usagers de l'eau et les services de l'état, a constitué en lui-même une forme de concertation, certes indirecte, mais en contre partie permanente des habitants du territoire.

Finalement nous estimons que l'absence de concertation ou communication préalable n'a pas nui à l'élaboration du projet, au regard de la conduite collégiale qui a toujours été pratiquée.

Dans le domaine de l'information, le SMNVC et l'EPTB Vistre sensibilisent régulièrement la population sur l'état de la ressource et les moyens d'économiser l'eau (bulletin de situation des nappes, **annexe n°8**). Certaines mairies relaient les messages sur leur site internet ou dans leurs bulletins d'information (Milhaud, Aubord, Calvisson, Vauvert ...).

Le cheminement, la qualité et la quantité des eaux de surface sont facilement compréhensibles. Par opposition, ce qui n'est pas visible, et surtout le processus de renouvellement des eaux souterraines, est beaucoup plus difficile à exposer simplement au public. Le dossier fait bien ressortir les deux aspects du projet : eaux de surface et eaux des nappes. Ils sont facilement identifiables et développés autant l'un que l'autre, avec le même degré de précision, ce qui facilite la perception de deux problématiques bien différentes et la compréhension des enjeux d'avenir.

La note de présentation située en début du PAGD et l'atlas cartographique permettent d'avoir une vue d'ensemble du projet.

**En conclusion,**

**nous estimons que le public a bénéficié pendant l'enquête, d'une information de qualité par sa clarté de présentation et par sa précision.**

## 3) Sur l'évaluation environnementale

La pièce n°4 du dossier fait bien ressortir les deux volets du projet : eaux de surface et nappes souterraines. La nature même du projet, cycle de l'eau et acteurs, fait que le contenu du rapport environnemental se retrouve en grande partie dans l'état des lieux du PAGD.

L'évaluation environnementale distingue clairement l'état initial et les plans et programmes qui encadrent les moyens d'action. Elle attache la même importance aux eaux de surface et eaux des nappes et aux enjeux correspondants : enjeu de préservation de la ressource d'eau potable et enjeu de revitalisation du Vistre et de ses affluents. Nous considérons que l'état écologique du Vistre est un témoin, avec celui des nappes souterraines, de la bonne gestion du cycle de l'eau.

D'autre part, l'évaluation environnementale a fait l'objet d'un riche échange entre l'AE et les maîtres d'ouvrage en particulier dans le domaine de la justification des choix et de l'analyse des effets du SAGE (se rapporter à l'examen de l'avis de l'AE et du mémoire en réponse des MO au paragraphe 3.2 de la partie I de notre rapport).

La commission d'enquête est surprise de constater que le coût de production de l'eau potable n'est pas pris en compte dans le volet socio-économique, au moins sous l'angle de la diversité des moyens utilisés, pompage dans la nappe, pompage distant, raccordement à un réseau d'eau brute, dénitrification et des volumes qui s'y rattachent. **Le projet peut être amélioré en ce sens.**

L'AE fait remarquer qu'une comparaison entre différents scénarios de gestion et leurs effets auraient dû être proposée et que le sujet des critères, indicateurs et modalités de suivi n'a pas été traité. Concernant cette remarque, la commission d'enquête estime que des critères d'efficacité sont attribués aux objectifs du SAGE sous forme de symboles (+, ☺), et que cela traduit le gain environnemental attendu pour les dispositions.

**En conclusion,**

**l'évaluation environnementale est très efficace en ce qui concerne la description du fonctionnement du cycle de l'eau : état environnemental, maillage des moyens d'action, acteurs économiques. Le scénario de gestion proposé est un scénario d'identification, de connaissance du territoire. Partant de l'absence de problèmes quantitatifs sur la ressource, il prépare une gestion cohérente du cycle de l'eau.**

**Une variante de scénario plus ambitieuse consisterait à poser la question de l'apparition de problèmes quantitatifs et d'étudier les moyens d'y faire face.**

#### 4) Synthèse de l'état des lieux

Le périmètre du SAGE Vistre nappes Vistrenque et Costières est plus large que le bassin versant du Vistre lui-même. Il inclut les cours d'eau qui s'écoulent au sud et au sud-est vers la plaine du Rhône et le canal du Rhône à Sète. Ce dernier constitue une embouchure commune.



Tendance à la baisse du niveau d'étiage (**annexe n°8**)

Les caractéristiques des différents aquifères sont décrites dans le détail. Les nappes Vistrenque



et Costières sont superficielles et se rechargent facilement avec les pluies. La tendance, depuis les années 2000, montre cependant une baisse de 1m du niveau d'étiage.

Les besoins en eaux de la population sont satisfaits à la fois par des prélèvements dans la nappe et par l'apport d'une ressource extérieure au territoire du SAGE. La ville de Nîmes, qui compte plus de 150 000 habitants, soit la moitié de la population du territoire, est alimentée par pompage dans la nappe alluviale du Rhône pour une quantité égale à celle prélevée dans la nappe par les autres collectivités. La proportion dans le territoire, entre ressource propre et ressource extérieure, est ainsi de 40-60. La situation quantitative est donc favorable, sans risque de "manque d'eau" pour la population, si l'on considère que la ressource du Rhône est disponible à volonté pour compléter celle des nappes.

La collecte de données quantitatives est en cours, notamment celles concernant les aquifères Karstique-Garrigues et Astien. Les prévisions de prélèvements dans la nappe à 2040 et 2050, 38,8 Mm<sup>3</sup> /an et 28,6 Mm<sup>3</sup> /an pour une augmentation globale de 40%, pourront être précisées grâce à la mise en place d'outils de simulation et de prévision.

Dans le domaine de la qualité, les eaux souterraines, au sud-est du bassin et dans les Costières sont chargées en nitrates et en produits phytosanitaires à des taux supérieurs aux limites sanitaires autorisées.

En cas de mauvais état sanitaire de la nappe, la dilution avec de l'eau brute prise dans les canaux gérés par la société BRL ou la dénitrification permettent d'obtenir de l'eau potable. Les coûts de production sont dans ce cas plus élevés car ils tiennent compte de la technicité des installations et/ou du pompage sur de longues distances. **Les aspects économiques liés à la production d'eau potable sont peu développés dans le PAGD.**

Une autre caractéristique du territoire est le faible débit naturel du Vistre et de ses affluents. Mesuré à l'aval, le débit est constitué à 50 % par le retour au milieu naturel, après assainissement, des volumes utilisés par la population.

L'impact du bon fonctionnement des unités de traitement des eaux usées sur l'état écologique du Vistre est donc considérable.

Toutes les activités qui interviennent dans le bilan écologique de l'eau sont prises en compte : consommation de la population, pratiques agricoles, productions agro-alimentaires, productions industrielles, carrières, entrepôts, géothermie, enfouissement de déchets.

La commission d'enquête remarque que les surfaces nécessaires à la construction d'infrastructures (base-vie de la ligne LGV, enfouissement de déchets, centrales photovoltaïques) qui modifient la perméabilité des sols et donc le rechargement des nappes ne sont pas toutes citées dans l'évaluation environnementale, dans l'état des lieux du PAGD et dans l'atlas cartographique. Il en est de même pour les activités touristiques et de loisirs (étangs aménagés pour la pêche et la promenade à Bellegarde, Aimargues).

#### **En conclusion,**

**l'état des lieux des nappes et cours d'eau est clairement exposé. Il tient compte des rejets d'assainissement qui ont un impact direct sur les eaux superficielles. Il indique les pressions auxquelles le territoire doit faire face. Dans un contexte de changement climatique, les tendances d'évolution restent imprécises : les projections de consommation en 2040 et 2050 doivent être affinées et la question de la part que pourrait prendre dans le futur les prélèvements dans le Rhône, n'est pas posée.**

## 5) Sur l'exposé des enjeux et des objectifs généraux poursuivis

Le SAGE est un document de planification qui se réfère à l'article L. 122-4 du code de l'environnement.

L'évaluation environnementale a montré que les objectifs d'amélioration dans le domaine de l'eau ont bien été pris en compte.

Satisfaire les besoins de la population en eau potable, concilier l'occupation des sols, le développement urbain et les usages avec la préservation des ressources en eau et la restauration des milieux aquatiques, sont en effet les fils directeurs qui ont conduit, à partir de l'état des lieux, à définir les cinq enjeux suivants :

Enjeu 1 : Gestion quantitative des eaux souterraines.

Enjeu 2 : Qualité de la ressource en eau souterraine.

Enjeu 3 : Qualité des eaux superficielles et des milieux aquatiques associés.

Enjeu 4 : Risque inondation.

Enjeu 5 : Gouvernance et communication.

**En conclusion,**

**la commission d'enquête estime que l'évaluation faite de l'état du territoire dans le domaine du cycle de l'eau a permis d'appréhender et de justifier les 5 objectifs généraux du SAGE : coordonner la gestion quantitative des eaux souterraines, améliorer la qualité de la ressource en eau souterraine, rétablir un niveau de qualité acceptable des eaux superficielles et des milieux aquatiques associés, prendre en compte le risque inondation et enfin structurer la gouvernance et la communication.**

## 6) Sur les dispositions

Les dispositions, classées par objectif, constituent le cœur du PAGD. Au nombre de 60, elles sont conçues à partir de l'état des lieux, le contexte étant rappelé pour chacune d'entre elles et représenté dans l'atlas géographique. L'objet et la faisabilité sont développés et justifiés.

Pour chaque disposition nous portons une appréciation sur la faisabilité et les moyens d'actions **(se reporter à l'annexe n° 12.0).**

### 6.1 - Au sujet de l'objectif de satisfaction des besoins en eau sur le long terme et de la préservation de l'équilibre quantitatif des aquifères (12 dispositions).

Un ensemble de dispositions dont 1A-01, 1B-01, 1B-02 a pour but de connaître les réserves en eau. La mise en œuvre des dispositions est plutôt simple car fondée sur la mesure des niveaux piézométriques et l'analyse des données. Les prélèvements pouvant modifier durablement les échanges entre aquifères sont contrôlés : 200 000 m<sup>3</sup>/an au maximum dans l'aquifère Garrigues.

Nous rappelons à ce sujet l'importance du déséquilibre des volumes prélevés, mise en évidence dans l'état des lieux, entre ressource propre 40% et ressource extérieure fournie par le Rhône 60%. Il constitue une donnée de base du SAGE. Les réserves du territoire sont complétées par des prises d'eau dans le canal BRL ou directement dans le Rhône et sa nappe d'accompagnement en ce qui concerne la ville de Nîmes.

La création de 13 Zones de Sauvegardes (ZS), disposition 1E-02, permet de conserver le potentiel de ressource en eau potable du territoire tout en préservant sa qualité. Tout nouveau projet de prélèvement reste soumis à un examen au cas par cas quant aux choix des lieux et des volumes prélevés.

**L'objectif de création de ZS est primordial pour la population. La disposition 1E-02 devrait être légitimement renforcée par une règle (réserve n°1).**

Les économies d'eau étant cruciales, la commission d'enquête souligne l'intérêt de conditionner tout nouveau prélèvement à l'amélioration du rendement du réseau AEP (l'objectif de rendement est de 85%). C'est aussi, à notre avis, une approche prioritaire.

**En conclusion,**

**La plupart des dispositions sont du domaine organisationnel, comme la prise en compte des plans communaux d'alimentation en eau potable (AEP), et permettent d'atteindre l'objectif "transversal" de coordination des acteurs. Nous remarquons que le contenu de 2 dispositions apportent une dimension chiffrée à l'objectif de préservation quantitative de la ressource en eau (1B-01 et 1D-01).**

**L'aspect quantitatif n'est pas abordé dans sa globalité en particulier l'équilibre 40-60 entre ressource propre et ressource extérieure. Cet équilibre est fondamental car tout le système d'approvisionnement en eau potable du territoire est construit avec lui.**

**La commission d'enquête émet une réserve sur ce point précis (réserve n°2). Elle estime en effet que le maintien ou la modification de cet équilibre, sous-jacent dans toutes les dispositions, en particulier dans 1A-01, 1B-01, 1D-01, 1E-02, doit être reconnu comme un enjeu du SAGE.**

6.2 - Au sujet de l'objectif de conciliation entre aménagement du territoire et protection de la qualité de la ressource en eau souterraine (19 dispositions).

Le nombre de dispositions traduit l'importance et la sensibilité de l'enjeu : être en mesure de fournir de l'eau pour la consommation humaine alors que la nappe ne respecte pas, dans certains secteurs, les seuils de potabilité. Les captages qui s'y trouvent sont alors identifiés comme « prioritaires ».

Pour faire face aux besoins futurs en quantité et en qualité, les zones de sauvegarde sont créées. Elles ont vocation à accueillir de nouveaux captages à des fins qualitative et quantitative.

**Elles sont représentées sur les cartes n°17 à 17-8. Cependant il n'est pas possible à un propriétaire privé ou public de savoir si un terrain situé en limite de zone de sauvegarde est compris dans celle-ci.**

La commission propose, dans un but de transparence et de précision de l'information, que dans le contexte de 2C-01, 2C-03, 2C-04, 2D-01 les seuils de potabilité à respecter, concernant les nitrates et les produits phytosanitaires, soient rappelés (**proposition d'amélioration du projet**). De la même façon, les dispositions 2C-01, 2C-04 pourraient énumérer, les moyens concrets dont disposent les collectivités pour obtenir de l'eau potable en quantité suffisante : unité de dénitrification, forage de nouveaux puits en zone de sauvegarde, raccordement au réseau d'eau brut BRL (**proposition d'amélioration du projet**).

Des plans d'actions sont également arrêtés au cas par cas, selon une liste nationale issue des travaux du Grenelle de l'Environnement, pour rétablir la qualité des captages menacés par les pollutions diffuses (**exemple en annexe n° 6**).

L'évolution favorable des taux de nitrate et de pesticides, obtenue après mise en œuvre des nouvelles pratiques agricoles, devrait être communiquée sous la forme de résultats d'analyses, dans le contexte de la disposition 2D-01 (**proposition d'amélioration du projet**).

**En conclusion,**

**pour résoudre le problème de la présence de nitrate et de produits phytosanitaires dans les nappes, le SAGE propose la création de zones de sauvegardes de la qualité des eaux souterraines où pourront être implantés les forages aptes, sur le plan sanitaire, à fournir de l'eau potable. La stratégie de sauvegarde de la qualité des eaux souterraines est ainsi**

**clairement mise en avant avec en corollaire une disponibilité plus importante attendue en volume. Elle doit être renforcée par une règle (réserve n°2).**

**Par ailleurs, la mise en œuvre des zones de sauvegarde est actuellement limitée à cause de l'imprécision des périmètres (réserve n°3).**

### 6.3 - Au sujet des objectifs de qualité des cours d'eau et des milieux aquatiques associés ( 13 dispositions).

L'enjeu majeur de maîtrise de la qualité des rejets et par extension de la restauration écologique des eaux du Vistre et de ses affluents est synthétisé dans les dispositions 3B-02 et 3B-03 : les moyens d'y parvenir sont décrits ainsi que les limites de concentration en phosphore et en nitrate à ne pas dépasser. La disposition 3B-02 rappelle le niveau de performance à atteindre dans les STations d'EPuration des eaux usées du périmètre (STEP). Toutes sont concernées.

La mise en œuvre des EBF est complexe. Elle est conditionnée à la réalisation de travaux d'infrastructures, lignes de transport en commun, zones d'activité, STEP, qui donnent lieu à des opérations ERC. Le Schéma d'Orientations des Mesures Compensatoires, dont la création est demandée dans la disposition 3C-04, constitue le moyen pour y parvenir.

**Nous proposons que les dispositions 3C-01 à 3C-04, grâce à la richesse et à la précision des éléments qui les composent, soient considérées comme le Schéma d'Orientations des Mesures Compensatoires demandé par la CLE (proposition d'amélioration du projet).**

La commission constate à ce sujet qu'aucun projet EBF ne concerne les cours d'eau Rieu, Campuget, valat des Grottes, Valliougues. Elle alerte sur le fait que ces derniers matérialisent la cohérence du territoire du SAGE et ne qu'ils ne doivent pas être délaissés. Les bassins versants concernés font l'objet de travaux d'intérêt général, MITRA, STEP de MITRA, carrières, enfouissement de déchets, entreposage de déblais..., qui permettraient de planifier des ERC (proposition d'amélioration du projet).

**En conclusion,**

**la maîtrise des concentrations en phosphore et en nitrate des rejets au Vistre et à ses affluents est primordiale. Elle conditionne l'atteinte du bon état écologique du Vistre et en conséquence, sans elle, les EBF perdraient de leur intérêt . Elle fait donc à juste titre l'objet de la règle n°4.**

### 6.4 - Au sujet de l'objectif d'intégration du risque inondation dans la valorisation des milieux aquatiques (7 dispositions).

Les dispositions rappellent les types d'impact que peuvent avoir les inondations sur le milieu naturel et les moyens à mettre en œuvre pour y faire face. La mise en œuvre des dispositions est simple car les moyens d'action sont déjà répertoriés dans d'autres dispositions du SAGE ou dans d'autres plans-programmes, PAPI par exemple en ce qui concerne le positionnement des digues par rapport à la rivière.

Les dysfonctionnements des réseaux de collecte et des STEP provoqués par des précipitations importantes sont plus préoccupants car les rejets non traités sont alors importants et ne peuvent pas être piégés et digérés dans les aménagements EBF.

La reconfiguration des berges entreprise dans une opération EBF tient également compte des débits prévisibles en cas d'inondation.

**En conclusion,**

**l'intégration du risque inondation dans la valorisation des milieux aquatiques est réalisée sous tous ses aspects, quantitatif et qualitatif. Dans ce domaine également, le bon fonctionnement des stations de traitement des eaux usées est prépondérant.**

### 6.5 - Au sujet de l'objectif de mise en place d'une gouvernance de l'eau efficace sur le territoire

(9 dispositions).

Les dispositions concernant la gouvernance montrent que la faisabilité du SAGE, justifiée en termes d'objectifs réalistes, dépend de la désignation d'une " unité projet " ou " structure porteuse syndicale unique " (ce dernier terme est utilisé, à cette fin, dans le projet).

L'installation de cette entité, dans le contexte d'abondance de schémas, plans, programmes et d'émiettement des compétences qui caractérisent la gestion du cycle de l'eau, nous paraît absolument nécessaire pour atteindre les objectifs du SAGE. Il est souhaitable que les compétences GEMA+PI+hors GEMAPI du Vistre lui soient attribuées.

La CLE organisme collégial, où l'Etat est représenté, a vocation à être référent et à valider les orientations prises dans la gestion du cycle de l'eau.

**En conclusion,**

**les réalisations du SMNVC et de l'EPTB Vistre montrent que, réunis, ils sont à même de prendre la responsabilité du pilotage du SAGE.**

**7) Conditions de mise en œuvre et de suivi du SAGE**

Chaque disposition fait l'objet d'une évaluation des moyens financiers et humains nécessaires à sa mise en application et d'une appréciation sous forme de symbole ☺ du gain environnemental estimé. L'évaluation guide l'acteur, public ou privé, qui va s'engager dans une réalisation prévue dans la disposition. Ainsi, la connaissance du fonctionnement de la nappe Vistrenque et la simulation de son évolution dans le futur nécessite des moyens d'ingénierie, 240 000 € TTC et 0,25 ETP par an. Le gain environnemental est logiquement maximum, ☺ ☺ ☺, au regard des effets du changement climatique sur la ressource en eau qui restent à étudier.

A contrario le coût estimatif de 180 000€ (1 ETP/2ans) affecté à la préparation de la fusion des 2 maîtres d'ouvrage (disposition 5B-01) ne doit pas être une dépense supplémentaire dans la mesure où les moyens humains des 2 MO restent en place.

Dans leur majorité, les délais de mise en œuvre sont de 6 ans car ils sont calés sur la " durée de vie " du SAGE VNVC. Parfois ils sont indéfinis car ils prennent effet à la date de décision d'un schéma directeur établi par une collectivité. Les MO donnent à juste titre des délais plus courts pour les objectifs dépendants de leur propres compétences actuelles ou futures.

Une caractérisation par type est attribuée aux dispositions : " mise en compatibilité " "gestion" "action ». Elle est peu lisible ; seul le type "action" correspond à une mise en œuvre clairement identifiable : réalisation d'une modélisation hydraulique, établissement d'un schéma AEP ... .

A l'image du contenu des dispositions, les indicateurs de suivi peuvent être concrets, états de niveaux de nappes, de taux de polluants, ou se présenter sous la forme de bilans de travaux de construction ou d'exploitation entrepris dans le cadre d'un plan-programme collectif ou dans un cadre privé.

**En conclusion,**

**le gain environnemental estimé, le coût estimatif, les ressources humaines nécessaires et le calendrier d'avancement, indiqués pour chaque disposition, constituent le tableau de bord du SAGE. Il répond au besoin du projet.**

**8) Sur le règlement du SAGE VNVC**

Le règlement du SAGE est échafaudé sur 4 règles qui vont permettre d'atteindre les objectifs définis dans le PAGD en renforçant l'application de certaines dispositions. En effet le règlement possède une portée juridique plus forte que le PAGD. Il est opposable aux personnes publiques

et privées et ce dans un rapport de conformité. Ceci implique qu'une décision administrative ou un acte individuel doit respecter la règle.

Le contrôle de l'application du règlement est assuré par les services de l'État.

En cas de non respect les sanctions encourues sont les suivantes :

- Refus d'autorisation ou opposition à une déclaration ;
- Annulation contentieuse d'un acte ou document administratif ;
- Sanctions administratives ;
- Sanctions pénales (amendes prévues pour les contraventions de 5<sup>ème</sup> classe).

Les références au code de l'environnement, au SDAGE et au PAGD ainsi que le contexte technique de la règle sont toujours indiqués.

La règle 1, « Limiter l'impact de nouvelles imperméabilisations » est issue du guide technique rédigé par la DDTM du Gard. Il est actuellement suivi dans les projets « loi sur l'eau », « IOTA » et « ICPE ». Sachant que les eaux pluviales véhiculent des polluants, il est judicieux d'indiquer dans le règlement du SAGE que **l'implantation de bassins de rétention est interdite dans le périmètre de protection rapprochée des captages AEP (proposition d'amélioration du projet).**

La règle 2, « Limiter l'implantation d'activités nouvelles dans les zones de sauvegarde » présente 2 particularités :

- ✓ les IOTA et ICPE n'ont pas tous le même degré d'impact sur l'environnement ; **il est donc important d'indiquer dans l'énoncé de la règle les infrastructures et équipements non concernés (proposition d'amélioration du projet).**
- ✓ les secteurs d'enjeu de niveau 2 des zones de sauvegarde sont indiqués sur les cartes n°17 et 17-1 à 17-8 de l'atlas cartographique mais ils ne sont pas identifiés de façon précise en ce sens que leur périmètre n'est pas défini dans le projet. **Il est de ce fait difficile d'imposer un contrôle de l'implantation d'activités nouvelles (réserve n°3).**

La règle 3, « Encadrer les activités d'extractions de matériaux issus du sous-sol » **n'a plus lieu d'être au vu du bilan effectué dans l'analyse de l'observation n°3 UNICEM - paragraphe 3.4 C (réserve n°4).**

#### **Bilan pour mémoire :**

La commission d'enquête aborde l'observation de l'UNICEM en examinant les arguments positifs et négatifs :

- + la préservation de l'eau potable est essentielle à la collectivité. Une exploitation est susceptible de mettre en contact la nappe avec l'atmosphère ce qui créer un risque localisé de pollution.
- + les orientations du SDC 30 vont dans le sens de la préservation de la ressource, il en va de même pour le SDAGE.
- + l'exploitation dans les zones de niveau 1 est déjà interdite. L'intérêt de la disposition et de la règle porte sur la mise en place des zones d'enjeu de niveau 2.
- + toute création de carrière est soumise à autorisation environnementale.
- + 63% du territoire restent en théorie accessibles à l'exploitation de matériaux sous réserve de l'existence d'autres contraintes de type environnemental, urbanistique ou autres.
- compte tenu du faible recouvrement des nappes par les matériaux exploitables il est irréaliste d'imposer une contrainte de mesure de niveau. Cette contrainte conduit à interdire de fait l'exploitation.

- les besoins en matériaux ne sont pas définis. La capacité d'extraction des carrières existantes avec possibilité d'extension n'est pas connue. D'où une imprécision du SAGE sur ce point.
- les pollutions dues au transport de matériaux sur de longues distances ne sont pas prises en compte.
- les secteurs d'extraction interviennent dans la lutte contre les inondations.

**Ce bilan ne réunit pas assez d'éléments décisifs pour justifier l'instauration d'une règle visant à encadrer l'activité d'extraction de matériaux.**

La règle 4, « Réduire les phénomènes d'eutrophisation par un renforcement du traitement du phosphore et de l'azote par les stations de traitement des eaux urbaines et industrielles » concerne les STEP qui sont créées ou agrandies pour faire face à l'augmentation de la population ou à l'obsolescence des plus anciennes. Elle est précise au sujet des unités de traitement des eaux usées de plus de 2 000 EH et de moins de 10 000 EH car elle indique les concentrations maximales en phosphore et en composés d'azote devant être respectées dans l'effluent rejeté.

En ce qui concerne les stations de plus de 10 000 EH l'étude d'avant-projet pourra proposer des taux de concentration plus contraignants ; c'est l'effet cumulatif du paragraphe (A-2) de l'énoncé **(proposition d'amélioration du projet)**.

D'autre part, les conséquences du développement envahissant de la jussie sur l'eutrophisation des cours d'eau ne sont pas précisées **(proposition d'amélioration du projet)**.

**En conclusion,**

**la commission d'enquête reconnaît que le fait d'établir une règle souligne l'importance d'une disposition et oriente les acteurs du cycle de l'eau vers une priorité d'action ce qui est un point fort du PAGD. Le règlement du SAGE VNVC fait apparaître des possibilités d'améliorations : voir ci-dessus. La règle n° 2 manque de précision dans la définition des périmètres des ZS (réserve n°3). La règle n° 3 ne réunit pas assez d'éléments permettant de la justifier. Elle conduit au contraire à limiter, à l'existant, les exploitations de matériaux dont la collectivité a besoin.**

## **9) Efficacité du SAGE :**

Grâce aux dispositions du PAGD, le cycle de l'eau du territoire est mieux connu. Le PAGD propose des avancées dans le domaine du développement durable : zones de sauvegarde, AAC, EBF. Elles permettent d'atteindre les objectifs fondamentaux : satisfaire les besoins en eau de la population et des entreprises, dans de bonnes conditions de qualité, et maîtriser l'évacuation des rejets pour améliorer l'état du milieu naturel.

La collecte des données du cycle de l'eau, permettant aux acteurs d'avoir une vue d'ensemble du territoire et de décider la construction des équipements nécessaires, est organisée et formalisée grâce à 60 dispositions adaptées à chaque phase du cycle. A partir de la base documentaire ainsi créée, la « structure porteuse syndicale unique » institué par le SAGE, pourra orienter et préparer les décisions en toute transparence.

L'analyse des réponses faites par les maîtres d'ouvrage (aux collectivités territoriales, AE, public, commission d'enquête, UNICEM), la visite de différents lieux caractéristiques, la visite de la STEP de Nîmes, **nous permettent de proposer 18 améliorations ( en annexe n°12.1).**

**Cependant, en synthèse des conclusions partielles avancées aux paragraphes 1 à 8 ci-dessus, l'efficacité du SAGE reste insuffisante ce qui conduit la commission d'enquête à émettre les réserves suivantes :**

Réserve n°1	<p>Etablir une règle « encadrer les prélèvements pour préserver durablement l'équilibre quantitatif dans les zones de sauvegarde ». L'énoncé de la règle reprend le contenu de la disposition n°1E-02.</p> <p>La règle ainsi créée a pour ambition de renforcer une avancée primordiale dans le domaine du développement durable concernant le cycle de l'eau.</p> <p>Cette règle ne peut être efficace que si la réserve n°3 est levée.</p>
-------------	--

Réserve n°2	<p>Fixer dans le contenu de la disposition 1A-01 le niveau piézométrique minimum de la nappe Vistrenque – Costières à ne pas dépasser, afin de garder une réserve patrimoniale.</p> <p>A ce niveau, l'équilibre quantitatif 40-60, fondateur du SAGE, entre ressources propres et ressources importées, sera en conséquence réévalué (pour mémoire l'ordre de grandeur de la tendance à la baisse du niveau est de 1m pour 10 ans).</p> <p>Le calendrier associé, prenant en compte la collecte des données et la réalisation de l'étude prévue dans la disposition 1B-02, est « dans les 3 ans suivant l'approbation du SAGE ».</p> <p>La disposition ainsi amendée a pour ambition de doter le SAGE d'un volet anticipateur.</p>
Réserve n°3	<p>Définir à la parcelle, par arrêté préfectoral, le périmètre des zones de sauvegarde du projet pour les secteurs à enjeu de niveau 2 (les secteurs à enjeu de niveau 1 assimilés aux PPR des captages, le sont déjà).</p> <p>Le calendrier associé, nécessaire au choix des critères de définition et à la concertation des collectivités territoriales, est « dans les 3 ans suivant l'approbation du SAGE ».</p> <p>L'absence de définition de ce périmètre contrarie l'application de plusieurs dispositions et règles du SAGE.</p>

Réserve n°4	<p>Suppression de la règle n°4</p> <p>La règle n°4 ne s'inscrit pas dans une perspective de développement durable mais conduit au contraire à limiter à l'existant les exploitations de matériaux dont la collectivité a besoin.</p>
-------------	--

### Conclusion

Le projet de SAGE Vistre Nappes Vistrenque et Costières est en premier lieu, dans le domaine du cycle de l'eau, un état exhaustif des moyens d'action dont disposent les collectivités et les entreprises agricoles ou industrielles pour se développer. Il permet de préserver la ressource en eau du territoire et d'améliorer l'état écologique des rivières (schémas directeurs AEP et assainissement, plans d'amélioration de la potabilité des captages). Les volets de mise en cohérence des plans-programmes et de coordination des acteurs de la chaîne de l'eau constituent le point fort du SAGE. Ils font l'objet de dispositions et règles. La création de nouveaux moyens d'action, Zones de Sauvegarde des nappes souterraines, zones EBF des cours d'eau, AAC, captages prioritaires et l'installation d'une structure porteuse syndicale unique constituent un



autre point fort du SAGE.

A contrario, au regard du changement climatique en cours et de l'augmentation du nombre d'habitants, dans une perspective de développement durable, le volet préparation de l'avenir est insuffisant. Le constat de manque de connaissances portant sur l'évaluation du niveau des nappes est réalisé mais il ne doit pas éluder la question ayant trait au niveau minimum acceptable à partir duquel la collectivité devra modifier l'équilibre fondamental, pour l'instant favorable, entre ressource propre et ressource importée. L'urgence du questionnement est accrue par le fait qu'une partie de la ressource propre est indisponible à cause de la présence de nitrates et de produits phytosanitaires.

La commission d'enquête demande, en formulant les réserves n° 1 et 2 notées dans le tableau ci-dessus, que cette question soit prise en compte dans le projet.

Les zones de sauvegarde d'enjeu n°2, essentielles à la préservation de la ressource, perdent une partie de leur efficacité si leur périmètre n'est pas défini de façon précise comme l'est celui des AAC. Ce constat nous conduit à formuler la réserve n° 3.

Enfin il apparaît inutile, au terme d'un bilan rappelé au paragraphe n°8 ci-dessus, d'imposer aux exploitants de carrières des contraintes qui conduisent à limiter à l'existant les exploitations et à transporter sur de longues distances les matériaux dont la collectivité a besoin. Nous émettons à ce sujet la réserve n° 4.

**La commission d'enquête donne un AVIS FAVORABLE avec 4 réserves, énoncées au paragraphe 9 ci-dessus, au projet de SAGE Vistre, Nappes Vistrenque et Costières.**

Siège de l'enquête publique le 15 novembre 2019,

Alain Oriol

Marc Bonato

Eric Guiboud-Ribaud



## ANNEXES ET PIECES JOINTES

Annexe 1	Arrêté préfectoral n° 30-20190726-005
Annexes 2.1 à 2.4	Annonces presse
Annexe 3	Lieux d'affichage sur site
Annexe 4	Lieux visités par la commission d'enquête
Annexe 5	Carte n° 17-1 Atlas cartographique Zone de sauvegarde Lédénon
Annexe 6	Plan d'actions captages (arrêté préfectoral)
Annexe 7	Délimitation d'une AAC (arrêté préfectoral)
Annexe 8	Bulletin des nappes septembre 2019
Annexe 9.0	Extraction du registre dématérialisé
Annexe 9.1 - PJ1	Courrier UNICEM
Annexe 9.2	Délibération de Nîmes Métropole
Annexe 9.3	Délibération de Jonquières-Saint-Vincent
Annexe 10.0	PV des observations
Annexe 10.1	Courrier d'accompagnement du PV des observations
Annexe 10.2	Mémoire en réponse des MO. Courrier d'accompagnement
Annexe 11.1 à 11.8	Attestations d'affichage des communes où les registres sont déposés et consultables
Annexe 12.0	Conclusions §6. Faisabilité et moyens d'action
Annexe 12.1	Conclusions §9. Propositions d'amélioration du projet